

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Nationalrat – Conseil national

1993

Aprilsession – 9. Tagung der 44. Amtsdauer
Session d'avril – 9^e session de la 44^e législature

Erste Sitzung – Première séance

Montag, 26. April 1993, Nachmittag
Lundi 26 avril 1993, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Schmidhalter

93.100

Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens (allgemeine Aussprache) Programme consécutif au rejet de l'Accord EEE (débat général)

Botschaft und Gesetzentwürfe vom 24. Februar 1993 (BBI I 805)
Message et projets de lois du 24 février 1993 (FF I 757)

Beschluss des Ständerates vom 18. März 1993
Décision du Conseil des Etats du 18 mars 1993

Kategorie II, Art. 68 GRN – Catégorie II, art. 68 RCN

Antrag der Kommission
Eintreten

Antrag Blocher

Eintreten und Rückweisung an den Bundesrat
Die Botschaft über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des ERW-Abkommens ist an den Bundesrat zurückzuweisen mit dem Auftrag, dieses Programm mit Massnahmen zur Verbesserung der Rahmenbedingungen und zur Stärkung der Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft zu ergänzen.

Die Ergänzung hat sich insbesondere zu beziehen auf:

1. Beschleunigung von Bewilligungsverfahren, insbesondere von Baubewilligungsverfahren;
2. Aufhebung der Sperrfristen im Grundstücksbereich;
3. Abschaffung der äusserst zeitraubenden und bürokratischen Massnahmen im Umweltschutzgesetz und dessen Verordnungen;
4. Vereinheitlichung von technischen Normen;

5. die Beseitigung von privaten und staatlichen, direkten oder indirekten Preisbindungen;
6. die Ausmerzungen von wettbewerbsverzerrenden Steuern, insbesondere im Bereich der Doppelbesteuerungen;
7. die Ausmerzungen allfälliger Nachteile für die Landwirtschaft aus der neuesten Verhandlungsrunde des Gatt;
8. die Wettbewerbsbeschränkungen im Kommunikationswesen.

Antrag der SD/Lega-Fraktion

Eintreten und Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag:

1. den allgemeinen Teil der Botschaft zu überarbeiten; insbesondere
 - 1.1 eine neue Lagebeurteilung unter umfassender Beachtung des EWR-Neins von Volk und Ständen vorzunehmen und Alternativen zur früher formulierten Integrationspolitik aufzuzeigen;
 - 1.2 das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG zurückzuziehen;
 - 1.3 seine Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik in Übereinstimmung mit Artikel 2 BV zu bringen und sie dabei «weltoffen» statt «europabeschränkt» zu gestalten;
2. für die Gesetzesvorlagen zur marktwirtschaftlichen Erneuerung (Revitalisierung) ein ordentliches Vernehmlassungsverfahren durchzuführen;
3. im Bereich «Personenverkehr» die früher abgegebenen Versprechen auf «Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung» einzuhalten.

Proposition de la commission
Entrer en matière

Proposition Blocher

Entrer en matière et renvoyer l'objet au Conseil fédéral
Il y a lieu de renvoyer le message sur le programme consécutif au rejet de l'Accord EEE au Conseil fédéral, en priant celui-ci de compléter ledit programme par des mesures visant à l'amélioration des conditions-cadres ainsi qu'au renforcement de la compétitivité de l'économie suisse.

Ces mesures complémentaires porteront en particulier sur les points suivants:

1. accélération de procédures relatives aux autorisations, notamment à l'octroi de permis de construire;
2. levée des délais d'interdiction de revente dans le domaine de la propriété foncière;
3. abolition des mesures bureaucratiques, qui occasionnent une perte de temps inutile, contenues dans la loi sur la protection de l'environnement et les ordonnances y relatives;
4. uniformisation de normes techniques;
5. suppression de pratique, directe ou indirecte, des prix imposés dans les domaines privé et public;



6. suppression des impôts portant atteinte à la libre concurrence, en particulier dans le domaine des doubles impositions;
7. suppression des désavantages éventuels pour l'agriculture résultant de la nouvelle série de négociations du Gatt;
8. restrictions imposées à la concurrence dans le domaine de la communication.

Proposition du groupe DS/Ligue

Entrer en matière et renvoyer l'objet au Conseil fédéral avec le mandat suivant:

1. remanier la partie générale du message en particulier;
 - 1.1 procéder à une nouvelle évaluation de la situation en tenant compte du rejet de l'Accord EEE par le peuple et les cantons et proposer des alternatives à la politique d'intégration formulée précédemment;
 - 1.2 retirer la demande relative à une ouverture de négociations avec la CE au sujet de l'adhésion;
 - 1.3 mener une politique étrangère et une politique économique extérieure conformes à l'article 2 cst. et leur conférer une orientation mondiale et non pas limitée à l'Europe;
2. adopter une procédure de consultation ordinaire pour la création des bases légales nécessaires à la régénération de l'économie de marché (revitalisation);
3. dans le domaine de la circulation des personnes, tenir ses anciennes promesses concernant la stabilisation de la population étrangère résidente.

Präsident: Ich schlage Ihnen vor, dass wir zuerst eine allgemeine Aussprache über die beiden Kapitel «Europapolitische Standortbestimmung» und «Marktwirtschaftliche Erneuerung» führen. Gleichzeitig werden im Rahmen dieser Aussprache der Rückweisungsantrag Blocher und der Rückweisungsantrag der SD/Lega-Fraktion (Steffen) behandelt.

Zum Vorgehen: Es werden zuerst die Berichterstatter der Ausserpolitischen Kommission (APK), Herr Bircher Silvio und Herr Frey Claude, sprechen, anschliessend die Vertreter der Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK), Herr Theubet und Herr Jaeger. – Sie sind so einverstanden.

M. Frey Claude, rapporteur: Quatre-vingts jours après le vote du 6 décembre 1992, le gouvernement publiait son message sur le programme consécutif au rejet de l'Accord sur l'EEE. Votre commission sait gré au Conseil fédéral d'avoir réagi rapidement pour calmer le jeu et refaire l'unité en vue d'une action commune et cohérente.

Quel est le premier constat que l'on peut dresser? Le refus de l'EEE ne constitue pas une catastrophe, mais il provoque une dérive de notre politique économique extérieure, et il sera difficile de reprendre le bon cap. Dès longtemps en effet, notre pays s'est efforcé de développer ses échanges internationaux par une politique libérale et d'association avec ses partenaires principaux. La création de l'AELE et l'accord avec la Communauté économique sont une des concrétisations privilégiées de cette volonté libre-échangiste. Or, l'évolution de nos rapports avec l'AELE éclaire particulièrement bien la dérive de notre politique économique extérieure. La Suisse a joué un rôle moteur, décisif, dans la création de l'AELE. Nous étions debout et devant. Maintenant, nous sommes derrière et parfois assis sur un strapontin, celui de l'observateur qui assiste muet à la mise en place de l'EEE avec la participation active de tous ses alliés privilégiés.

Dès lors, que faire? Forcer les feux pour reprendre le bon cap? Foncer, comme certains le voudraient, vers l'adhésion à la Communauté, en prenant un raccourci qui éviterait l'EEE? La pression serait insupportable, la machine exploserait. Le peuple suisse n'a pas voulu le moins: l'association économique, a fortiori refuserait-il le plus: l'union politique! Certes, votre commission approuve le Conseil fédéral qui n'entend pas retirer sa demande d'adhésion. Il serait maladroit d'accentuer ainsi notre marginalisation, mais votre commission approuve aussi le gouvernement qui n'entend réactiver sa demande que lorsque les conditions seront remplies sur le plan de la politique intérieure, extérieure et économique.

Dès lors, quelle autre solution choisir pour tenir le cap? Revenir sur l'EEE? Une initiative populaire allant dans ce sens est lancée. La question sera débattue à nouveau, mais il faudra négocier, le contexte ayant changé. La législation communautaire aura évolué, et personne ne peut dire actuellement si l'EEE aura un caractère durable ou éphémère. Personne ne peut le dire, mais il n'est pas interdit d'exprimer un voeu en forme d'interrogation. Pourquoi l'Espace économique européen ne constituerait-il pas, dans le futur, le lieu de rencontre privilégié des deux Europe, celle développée économiquement de l'Ouest, et celle de l'Est qui s'efforce de le devenir? La Suisse pourrait y travailler partout où elle est présente, en particulier au sein de l'AELE et au Conseil de l'Europe, cette dernière institution nous permettant d'aller au-delà des questions purement économiques. Nous observons que notre pays pourrait aussi marquer sa volonté d'ouverture et jouer peut-être un rôle de passerelle, de lien entre les deux Europe.

Nous l'avons dit, le vote du 6 décembre 1992 marque une dérive de notre politique économique extérieure. Pour reprendre le cap, une seule solution réaliste s'offre à nous à court terme: celle du bilatéralisme. Les négociations entre la Suisse et la Communauté ou avec certains pays de celle-ci constitueront une voie lente, difficile et onéreuse, tant il est vrai que nous ne pourrions pas obtenir rapidement, au rabais et au coup par coup ce qui nous était offert d'emblée le 6 décembre et que nous avons refusé. Mais si ardue soit-elle, c'est la voie obligée et c'est la seule. Et après tout, nous n'avons pas à nous couvrir la tête de cendres, à nous lamenter, ou, pire, à faire de la «Schadenfreude». Le résultat en pourcentage, 49,8 pour cent de oui, lors de la votation du 6 décembre, est peut-être le seul point sur lequel nous soyons vraiment eurocompatibles. La question européenne divise les peuples en deux parts presque égales lorsqu'ils ont à se prononcer à un stade ou à un autre de l'intégration.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil fédéral d'être particulièrement vigilant sur deux points essentiels. Premièrement, il devra veiller à associer très étroitement et très tôt le Parlement à la formation de la volonté politique dans le domaine des affaires étrangères, et économiques en particulier. C'est toute la question de la mise en pratique de l'article 47bis de la loi sur les rapports entre les conseils qui est ici posée. Un groupe de travail réunissant paritairement nos deux Chambres élabore actuellement un concept sur ce point. Associer suffisamment tôt le Parlement aux grandes décisions de politique étrangère est la condition sine qua non pour faire passer le souffle d'une volonté et d'une conviction à travers les pays.

Deuxièmement, notre commission salue la décision du Conseil fédéral de procéder à une information large et régulière du peuple suisse sur sa politique européenne, sur les nécessités de rendre notre droit compatible avec la législation communautaire, sur le passage obligé par la voie bilatérale. Tous ces efforts seront cependant vains si on ne va pas à l'essentiel, et l'essentiel a été rappelé par l'écrivain Adolf Muschg dans un article paru récemment: «Le succès économique constituait un sûr rempart contre la découverte que rien, dans cet Etat, ne va de soi; que sa cohérence doit constamment être reconquise et qu'elle exige une sérieuse dose d'imagination, voire une vision. Seul un but commun, fruit d'un dialogue apte aux conflits, peut lier entre eux les membres d'une fédération dont les différences ne sont pas du folklore, mais un fait historique. S'il n'est pas entretenu, ce lien exigeant et digne de protection entre des entités politiques très variables s'étirole. Il ne suffit pas d'affirmer son existence pour le maintenir, pas davantage qu'on ne peut se fier à la seule habitude.»

Comme le relève le Conseil fédéral en introduction à son message, à la page 5, et cela nous servira de conclusion: «Dans le cadre de sa politique d'intégration, la Suisse aura tout intérêt à retrouver un dénominateur commun. Il faudra attendre ce moment-là pour que se dessine le choix de la voie et du rythme qu'il conviendra d'adopter.» Pour être forts à l'extérieur, nous devons commencer par nous renforcer à l'intérieur du pays. Le peuple suisse n'a pas voulu de l'Espace économique européen. Il nous appartient de définir ensemble les moyens de reprendre le cap de notre politique extérieure traditionnellement ouverte et libérale. Mais, parallèlement, nous avons à réaliser

un autre espace: «l'Espace économique helvétique»; là aussi, il y a de nombreuses barrières à faire tomber.

C'est dans cet esprit que votre commission vous propose de prendre acte du rapport du Conseil fédéral. C'est dans cet esprit aussi que votre commission assure de son soutien résolu le gouvernement et les hauts fonctionnaires fédéraux chargés de la défense difficile des intérêts nationaux sur le front extérieur.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Die Aussenpolitische Kommission beantragt Ihnen, von der Zielsetzung des allgemeinen aussenpolitischen Teils der Botschaft über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens Kenntnis zu nehmen. Der Bundesrat nimmt damit eine notwendige europapolitische Standortbestimmung nach dem Nein von Volk und Ständen zum EWR-Vertrag vor und stellt die Frage nach dem «Wie weiter?» Im Zentrum dieser Ausführungen des Bundesrates steht bekanntlich die Aussage, wonach sämtliche Optionen zur Europapolitik offenzuhalten sind, welche «eine aktive und solidarische Zusammenarbeit mit der EG, mit ihren Mitgliedstaaten und den Staaten der Efta» gewährleisten (Botschaft S. 11). Damit wird auch unterstrichen, dass der sogenannte Alleingang nicht als ein gangbarer, im Interesse des Landes liegender Weg einzustufen ist.

Die grosse Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission teilt diese Ansicht. Es kann nicht im Interesse unserer Nation liegen, in Richtung eines Randstaates im europäischen Integrationsprozess abgedrängt zu werden. Vielmehr muss es im Interesse unseres Staates – mitten im europäischen Kontinent – liegen, alle Bestrebungen für Zusammengehörigkeitssinn, für gemeinsame Sicherheit, Wohlstand und Stabilität zu unterstützen.

Es wäre relativ einfach, aber ebenso unklug, nach dem knappen Nein vom 6. Dezember 1992 einfach für einen einzigen Weg zu optieren, wie das zurzeit teilweise auch von Mitgliedern dieses Rates in der Presse gemacht wird. Unser Staat und unsere Europapolitik sind eingebettet in ein komplexes Beziehungsnetz mit den umliegenden Ländern und mit den europäischen Organisationen, und dieses Netz ist einer dynamischen, ja zum Teil hektischen Entwicklung ausgesetzt. Notwendig ist deshalb sicher eine Zielsetzung. Diese muss sein: eine politische Isolierung in Westeuropa zu vermeiden und die wirtschaftliche Diskriminierung im immer enger zusammenarbeitenden europäischen Binnenmarkt zu beseitigen oder mindestens zu vermindern; denn wir haben nur die Wahl, uns der gegenseitigen Abhängigkeit der Staaten Europas gegenüber positiv einzustellen oder aber in eine einseitige Abhängigkeit gedrängt zu werden.

Obwohl eine vertiefte Analyse des Neins vom 6. Dezember 1992 infolge der mehrschichtigen Abstimmungsdiskussion sehr schwierig ist, bin ich persönlich überzeugt, dass niemand in der Schweiz diese letztgenannte einseitige Abhängigkeit richtig will und dass sie sich auch niemand so richtig vorstellen kann. Mit dem Verzicht auf den EWR sind wir aber in der Efta zu 80 Prozent und gegenüber der EG zu 70 Prozent von jenen Verhandlungen ausgeschlossen, die uns direkt betreffen und welche diese einseitige Abhängigkeit gelockert hätten.

Die Folge davon ist eine relative Schlechterstellung gegenüber den EWR-Vertragspartnern, indem der Marktzutritt für Produkte aus der Schweiz erschwert ist und keine gegenseitige Anerkennung von Qualitäts- und Normenkontrollen existiert. Das EWR-Nein könnte aber auch Auswirkungen auf Investitionen haben, was wiederum Auswirkungen auf neue Arbeitsplätze und damit auf die prekär gewordene Lage unserer Binnenwirtschaft hat.

Noch einmal: Jede europapolitische Neuorientierung nach dem 6. Dezember 1992 muss zum Ziel haben, uns gegenüber Europa und gegenüber dem Europäischen Wirtschaftsraum als grösstem Raum in bezug auf unsere Ausfuhren nicht zu isolieren. Dazu nun sind die vom Bundesrat genannten drei Optionen notwendig und richtig: die Vertiefung unserer bilateralen Beziehungen zur EG und zu den EG-Ländern, ein möglicher späterer Beitritt zum EWR-Abkommen und der mögliche spätere Beitritt zur EG.

Die Unvorhersehbarkeit und das rasche Tempo der Entwick-

lungen auf unserem Kontinent machen es notwendig, alle diese Möglichkeiten, diese drei Optionen, offenzuhalten, um jederzeit für eine Neuorientierung gewappnet zu sein und nicht in einer Sackgasse zu landen.

Kurz etwas zu den drei Optionen: Die Option, mit EG und Efta bilaterale Abkommen auszuhandeln, ist wohl ein kurzfristig gangbarer Weg, der sich aber als sehr steinig erweist. Die ersten Kontakte fielen ernüchternd aus. Die EG hat über die Aufnahme von Verhandlungen mit der Schweiz zum Beispiel noch nicht entschieden. Sie möchte vorher eine Gesamtkonzeption aller Beziehungen zwischen der EG und der Schweiz im Hinblick auf den EWR ohne Schweiz.

Angestrebte bilaterale Abkommen im Strassentransport und Luftverkehrsbereich sind ebenfalls ins Stocken geraten. Die Zeit für bilaterale Abkommen scheint ganz allgemein schwieriger zu werden, die Türen sind nicht mehr so offen wie früher, und der globale multilaterale Ansatz bei allen Problemlösungen in Europa ist unverkennbar.

Die Option einer neuen EWR-Abstimmung darf meines Erachtens und auch nach Ansicht der grossen Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission nicht von vornherein verworfen werden. Zunächst sei in diesem Zusammenhang der Hinweis gestattet, dass nur eine knappe Mehrheit von 50,3 Prozent der Schweizerinnen und Schweizer – mit einem Zufallsmehr von 23 000 Stimmen – den EWR-Vertrag abgelehnt hat. Alle anderen Efta-Staaten haben dem EWR-Abkommen zugestimmt, auch die traditionell mit der Schweiz verbundenen Neutralen, Oesterreich, Schweden und Finnland. In Liechtenstein, wo ebenfalls das Volk zu befinden hatte, glaubte nach unserer Ablehnung niemand mehr so recht an ein Ja. Dennoch hat auch Liechtenstein dem EWR-Vertrag zugestimmt.

Positiv zu bewerten ist zunächst die Position des Bundesrates, den offerierten Beobachterstatus innerhalb der Efta für EWR-Angelegenheiten vollumfänglich wahrzunehmen.

Nachdem die Aussichten, den EWR rasch zu verwirklichen, gesunken sind, hat die Schweiz nochmals Zeit, sich über einen sogenannten EWRbis vertiefte Gedanken zu machen. Voraussetzungen dazu sind das Zustandekommen der Pro-EWR-Volksinitiative und das Bewusstsein, dass der EWR in der Zwischenzeit eine andere Form bekommen wird, als er am 6. Dezember 1992 hatte.

Die dritte Option, der Beitritt der Schweiz zur EG, muss ebenfalls aufrechterhalten werden. Unsere wichtigsten Efta-Partner, Oesterreich, Schweden, Finnland und Norwegen, stehen möglicherweise bald vor Beitrittsverhandlungen.

Die Frage ist gestellt, ob sich die Schweiz vom nächsten Erweiterungszug der EG abkoppeln lassen will und damit auch Themen wie Demokratisierung, Föderalismus, Neutralität und Sicherheitspolitik später ohne uns verhandelt werden sollen.

Jedenfalls wäre es unklug, bei einer Vergrösserung des EG-Mitgliederkreises um den Kern der Efta-Staaten und erst recht bei einer möglichen Erweiterung in südlicher und östlicher Richtung Europas abseits zu bleiben. Es ist richtig, das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen nicht zurückzuziehen, aber dessen Behandlung auch nicht zu forcieren.

Wir sind unzweifelhaft nach dem Nein am 6. Dezember 1992 in ein politisches Loch gefallen, aus dem wir uns wieder herausarbeiten müssen. Es wäre aber gefährlich und nutzlos, in innen- und europapolitischer Lähmung zu verharren und in Resignation zu verfallen. Schliesslich dürfen wir auch nicht vergessen, dass die europapolitische Diskussion in unserem Land jahrelang vernachlässigt wurde; wir glaubten, alles liesse sich in wenigen Monaten nachholen. Deshalb dürfen Diskussion und Information über das Europa nach dem 6. Dezember 1992 nicht wieder einschlafen. Wir haben nach dem 6. Dezember 1992 im Gegenteil alle Hände voll zu tun, an der Aussen- wie der Innenfront, bilateral und multilateral. Es gilt weiterzuverhandeln, die Schweiz als europäische Nation zu präsentieren und unsere Interessen wahrzunehmen. Wir müssen uns aber auch für den europäischen Konkurrenz- und Ideenwettbewerb rüsten sowie die uns bekannten Stärken der Schweiz zu europäischer Reife bringen.

Die europäische Integration ist ein schwieriger, aber ein durchaus schweizerischer Weg, den wir auch nach dem 6. Dezember 1992 nicht verlassen sollten.

M. Theubet, rapporteur: Ne cédant pas à la résignation après le non à l'EEE, le Conseil fédéral a non seulement défini sa stratégie en matière de politique extérieure, comme nous venons de l'entendre, mais aussi ses projets de réforme dans les domaines de l'économie, de la société et des finances. Ces objectifs sont: éviter l'isolement de la Suisse et améliorer la compétitivité de notre économie, notamment en stimulant la concurrence, en procédant aux réformes nécessaires du droit et de la société. D'autre part, constatant que la participation à l'EEE aurait contribué dans une large mesure à la régénération, nécessaire elle aussi, de notre système d'économie de marché, le Conseil fédéral s'est posé la question de savoir si nous ne devons pas entreprendre cette régénération et ces réformes de notre propre initiative. En réponse, le gouvernement estime qu'il faut absolument oeuvrer dans ce sens, afin de limiter les conséquences négatives de ce rejet.

A son tour, la Commission de l'économie et des redevances a abordé cette problématique en traitant plus particulièrement du chapitre 13 du message intitulé «Régénération de l'économie de marché». Les objectifs de ce chapitre peuvent se résumer en deux points: augmenter l'attrait de la place économique suisse et accroître la compétitivité de notre économie. Même après le rejet de l'Espace économique européen, il apparaît judicieux de créer en Suisse un marché intérieur euro-compatible.

Se fondant sur les conclusions du groupe de travail interdépartemental «Revitalisierung» – relance, en français –, le Conseil fédéral nous propose d'effectuer de nombreuses réformes en précisant leur teneur et leur calendrier. Ces réformes touchent les domaines suivants: politique de la concurrence en donnant la priorité à la révision de la loi sur les cartels, marché de l'emploi, formation et recherche, marché intérieur, marché public, reconnaissance réciproque des réglementations cantonales et amélioration des conditions générales dans le sens d'une simplification et d'une accélération des procédures. Précisons que toutes ces réformes devront être menées sans qu'il soit porté atteinte aux acquis sociaux et environnementaux. D'autres mesures visant le même but sont actuellement à l'étude, le Conseil fédéral les présentera ultérieurement. Il s'agit notamment de dispositions ayant trait aux domaines des finances, des infrastructures, du social et de l'agriculture.

Dans l'ensemble, la Commission a pris connaissance de ce rapport avec satisfaction, tout en émettant certaines réserves et certaines critiques que nous tenterons de résumer ici. D'emblée, certains parlementaires ont manifesté de la méfiance envers les mots «libéralisation», «dérégulation» et «revitalisation», parce que, pour eux, ils cachent un nouvel interventionnisme de l'Etat ou parce qu'ils sont inappropriés. Ainsi, l'économie suisse ne doit pas être revitalisée, car elle n'est pas morte, bien qu'ils reconnaissent que certaines entreprises en partie surendettées sont dans une mauvaise situation et que plusieurs branches souffrent de la récession mondiale. Mais il existe aussi des entreprises qui doivent faire face à des contraintes étatiques et, sur ce plan, il y a quelque chose à faire. Il ne tient qu'à nous que le vocabulaire utilisé dans le présent débat soit autre chose que des mots creux ou à la mode. Il nous appartient de leur donner consistance, c'est-à-dire d'entrer dans le concret.

La situation de l'économie et ses défis ont retenu longuement l'attention de la commission. Le Conseil fédéral a pris l'initiative de remédier à l'une et de relever les autres, ce qui a été vivement apprécié. L'idée de réaliser un marché intérieur euro-compatible répond à un véritable besoin. Les employeurs, les employés, les consommateurs attendaient cela. Avec ce message, le processus est engagé. Le but est clair: maintenir et améliorer notre compétitivité, mais il faut être conscient que l'objectif sera d'autant plus difficile à atteindre que nous traversons une crise générale. Sous certains aspects, la récession pose davantage de problèmes que le refus de l'EEE. Que l'on songe au nombre croissant de chômeurs ou à la dégradation des finances publiques! En outre, il faut savoir que des négociations bilatérales seront extrêmement difficiles pour ne pas dire impossibles.

Les opposants à ce projet reprochent au Conseil fédéral de

maintenir toutes les options ouvertes et de n'en développer aucune en particulier. Pour eux, on ne peut suivre qu'une seule voie pour assurer le renouveau du marché. Pour d'autres, partisans de ce projet, il faut laisser la porte ouverte à l'EEE et examiner si ses membres sont disposés à ménager à la Suisse une possibilité d'adhérer aux conditions actuelles, et ce jusqu'au 1er avril 1994. Pour des questions d'opportunité, M. Bodenmann, auteur de cette proposition, l'a finalement retirée. Pour d'autres de nos collègues, le programme du Conseil fédéral ne contient pas d'élément accélérateur assez efficace pour relancer l'économie. Il conviendrait d'en revenir à la politique pratiquée il y a une dizaine d'années, c'est-à-dire à l'époque où les problèmes liés à la protection de l'environnement n'existaient pas.

Le thème de la concurrence est certes le plus important de ce premier paquet. Notre pays est resté attractif en tant que place financière, marché du travail et importateur de produits étrangers. Mais, comme lieu de production, comme vendeur de marchandises ou de services, il a passablement perdu de ses avantages. Si nous voulons renforcer la concurrence, nous devons pouvoir la supporter, sinon elle constituera un véritable défi pour nous. Dans ce sens, chacun convient que la priorité revient à la révision de la loi sur les cartels, qui doit être absolument modernisée. En raison de ce caractère d'urgence, la nouvelle loi devrait rester dans le cadre constitutionnel actuel et contenir les éléments essentiels suivants: interdiction sélective des cartels, définition des abus interdits, contrôle préventif des fusions et accélération des procédures. La commission s'est demandé s'il n'était pas opportun de prévoir une seule organisation, et partant, une même perspective pour traiter de la surveillance des prix et de la concurrence. Selon le chef du Département fédéral de l'économie publique, cette possibilité figurera dans le projet sous forme de variante.

Autre point évoqué: le renversement du fardeau de la preuve. Ce point sera repris lors de la discussion sur la loi fédérale contre la concurrence déloyale. Précisons que dans notre pays, la plupart des prix administrés n'ont pas de rapport avec la loi sur les cartels, étant liés à des prescriptions officielles. Signalons que l'initiative parlementaire de M. Jaeger, relative à l'article constitutionnel sur la concurrence, sera traitée dans ce débat, ce qui devrait permettre d'avoir une politique cohérente dans ce domaine.

Le thème consacré au marché du travail n'a pas suscité de grandes discussions, chacun étant acquis à son ouverture. Tout au plus, la libéralisation progressive prévue doit-elle être subordonnée dans certains cas à la notion du bien commun. A ce sujet, nous avons noté que le Conseil fédéral a mis récemment en application la simplification des procédures d'autorisation pour le personnel étranger hautement qualifié.

La proposition relative à la formation et à la recherche a rencontré l'approbation générale, la créativité devant être encouragée en matière d'économie.

Le thème du marché intérieur, notamment des marchés publics, s'est révélé être un des points sensibles du programme. En effet, nous n'avons jamais réalisé complètement la libéralisation du marché intérieur chez nous. A cause de la récession, des tendances protectionnistes se manifestent plus vivement à l'échelon communal et cantonal. Dans ce contexte, M. Strahm Rudolf a déposé une motion visant à établir un répertoire des éventuelles mesures discriminatoires de la Communauté européenne à l'égard de notre pays et un postulat invitant le Conseil fédéral à examiner les possibilités de passer un accord bilatéral avec la Communauté européenne dans le domaine des marchés publics. Ici, nous avons quelque chose à offrir: 20 milliards de travaux pour les NLFA et «Rail 2000».

Le chapitre touchant à l'accélération des procédures constitue également un point fort, en ce sens que plusieurs membres de la commission auraient voulu que le message aille plus loin, notamment dans le domaine de la construction. Il y règne actuellement une grande incertitude, pour ne pas dire une grande insatisfaction, principalement là où la réglementation constitue un frein au développement. La délivrance des permis de construire est trop longue. On cite des cas où il a fallu entre cinq et sept ans avant d'obtenir une autorisation de bâtir. Par ailleurs, notre organisation à trois niveaux n'est pas pour

simplifier le cheminement des dossiers. Elle occasionne souvent des difficultés aux requérants qui se voient promenés d'un service à l'autre.

Le fédéralisme doit tout de même permettre une meilleure coordination et un travail plus rapide des autorités, y compris des tribunaux. Dans ce domaine, on s'en prend volontiers à la manière parfois abusive avec laquelle les associations exercent leurs droits de faire opposition. Mais il faut savoir que la plus grande partie de celles-ci sont d'origine privée. Du reste, les retards proviennent aussi de demandes incomplètes ou du temps mis à rendre une décision selon une enquête qui a été faite à ce sujet. Les abus manifestes devraient pouvoir être sanctionnés. Tel est l'avis généralement partagé par les membres de la commission.

Venons-en enfin aux insuffisances relevées dans le programme au sein de la commission. Ce sont elles qui ont amené M. Blocher à déposer une proposition de renvoi de manière à compléter ledit programme par d'autres mesures. Plusieurs parlementaires ont regretté les hésitations du Conseil fédéral en matière de politique fiscale. Sans trop rêver de faire de la Suisse une oasis fiscale, ils souhaiteraient que l'on prévoie une défiscalisation pour favoriser l'implantation de nouvelles entreprises. L'idée du déplacement du poids de la fiscalité de l'impôt direct vers l'impôt indirect fait lentement son chemin. Le gouvernement s'est heureusement déclaré prêt à soutenir l'introduction de la TVA lors des prochaines délibérations du Conseil des Etats.

Toutes ces mesures seront mises en oeuvre ultérieurement par la voie de la législation normale. Malgré ces lacunes, la majorité de la commission préfère, même au prix d'importantes concessions, prendre quelques risques, tout en mettant le plus d'atouts possible dans la difficile partie que nous sommes sur le point d'engager. Les conséquences de la situation nouvelle de notre pays au lendemain du 6 décembre 1992 commencent à se faire sentir. Le non à l'EEE a un prix que nous devons payer aujourd'hui. Le moment est donc venu de prendre des mesures propres à vivifier notre économie. Des voix de plus en plus fortes appellent à un plan de relance concerté des économies occidentales. Le programme de régénération du Conseil fédéral va dans ce sens, c'est-à-dire dans le bon sens. Nous nous devons de le soutenir et d'en accepter les différents volets.

En conclusion, la Commission de l'économie et des redevances a pris acte du rapport, par 17 voix contre 3 et avec une abstention. Elle vous invite à suivre son préavis.

Jaeger, Berichterstätter: Aufgrund ihres Aufgabenbereiches hatte sich unsere Kommission in erster Linie mit dem Kapitel «Marktwirtschaftliche Erneuerung» zu befassen (Kenntnisnahme von Seite 18 bis 27 der Botschaft).

Folgendes ist vorzuschicken: Es ist klar, dass die WAK nach dem Verdikt vom 6. Dezember 1992 nicht darum herumkommen konnte, sich mit der Frage der Weiterentwicklung der künftigen Beziehungsstrukturen der Schweiz zu den europäischen Partnern EG/EWR und den einzelnen EWR-Ländern auseinanderzusetzen. Natürlich ist unser Gesamturteil nicht einfach nur kritiklos und positiv ausgefallen. Zusammengefasst kann man sagen: Die Gestaltungsperspektiven und Programmvorschläge zu einer marktwirtschaftlichen Erneuerung, die der Bundesrat dem Parlament vorlegt, wurden von der WAK positiv, konstruktiv aufgenommen, aber doch auch kritisch diskutiert. Die diesbezüglichen Ergebnisse legen wir Ihnen jetzt vor, ergänzt mit einigen zusätzlichen Überlegungen und Impulsen – auch in Form von Kommissionsvorstößen.

Zunächst zu einem kritischen Punkt, der in der Kommission Anlass zu Diskussionen gab, nämlich zum Vorwurf an die Adresse des Bundesrates, dass es gefährlich sei, drei verschiedene Optionen gleichzeitig zu verfolgen, also auf drei verschiedenen Gleisen gleichzeitig zu fahren; es sind dies die Optionen erstens des Bilateralismus, zweitens, eventuell später doch noch einem dannzumal veränderten EWR, vielleicht auch einem Rumpf-EWR beizutreten, und drittens die Weiterverfolgung der Beitrittsverhandlungen. Man könne nicht auf drei Gleisen gleichzeitig fahren, ist in der Kommission gesagt worden. Ich möchte aber doch darauf hinweisen, dass sich

Bundesrat und Kommission in ihrer Debatte auf eine gemeinsame Linie einigen konnten, nämlich dass es für die Zukunft nicht nur Prioritäten, sondern auch Posterioritäten geben müsse. Ich glaube, das zeigt, dass Bundesrat und Kommission hier durchaus auf der gleichen Linie zu marschieren bereit sind.

Zunächst einmal ist in der Kommission klipp und klar zum Ausdruck gebracht worden, dass es jetzt an der Zeit sei, das Plebiszit vom 6. Dezember 1992 nicht einfach nur formell zu akzeptieren, sondern auch innerlich anzuerkennen und damit von einer defensiven zu einer offensiven Haltung, vom Reagieren zum Agieren zu kommen.

Es ist ganz klar, dass aus dieser Sicht EG-Beitrittsverhandlungen – so sehr man sie vielleicht von der einen oder anderen Seite begrüßen würde – zurzeit sicher eine Posteriorität darstellen. Im gleichen Sinne ist in der Kommission auch eine Motion Bodenmann aufgenommen worden, die verlangte, dass man ein Beitrittsfenster offenhalten sollte. Das ist an sich eine diskutabile, bedenkenswerte Idee. Aber auch hier ist die Kommission in ihrer Mehrheit zur Auffassung gelangt, dass es im Moment – und wahrscheinlich auch in nächster Zukunft – prioritär sein wird, andere Wege auf dem Weg der Integration zu beschreiten.

Wenn EWR-Beitrittsoptionen ergriffen werden sollen, so sollen sie nicht aus eigener Initiative des Bundesrates, auch nicht aus eigener Initiative des Parlamentes beziehungsweise der zuständigen Kommissionen stammen, sondern das müsste von unten kommen. Wenn uns beispielsweise Vorstöße in der Form der Volksinitiative mit dieser Frage konfrontieren würden, dann hätten wir natürlich eine solche Herausforderung aufzunehmen. Es ist, glaube ich, auch in der Kommission unbestritten, dass dies der richtige Weg ist. Der Bundesrat hat hier die gleiche Auffassung signalisiert.

Zur Frage des Bilateralismus nur ganz kurz, denn die Vorredner haben sich bereits zu dieser Frage geäußert: Der Spielraum ist vorderhand relativ klein. Man muss sich im klaren sein, dass momentan offizielle bilaterale Verhandlungen mit der EG nicht möglich sind, dass zurzeit das Instrument der sogenannten «vorbereitenden Gespräche» im Vordergrund steht. Wir wissen das beispielsweise aus dem Bereich des Luftverkehrs, Stichwort Verkehrsabkommen. Es gibt aber Möglichkeiten der bilateralen Ansätze mit einzelnen Ländern. Denken Sie an Möglichkeiten einer Forschungszusammenarbeit mit Frankreich. Aber wir dürfen uns nicht darüber hinwegtäuschen, dass es jetzt in erster Linie an uns liegt, die Voraussetzungen zu schaffen, damit der bilaterale, sehr schwierige Weg doch noch verschiedene Optionen eröffnen könnte.

Nun ist in diesem Zusammenhang in der Kommission auch sehr intensiv über die Folgen des EWR-Verdikts vom 6. Dezember 1992 gesprochen worden. Diese Folgen werden ja jetzt in verschiedenen Umfragen geortet. Es gab in der Kommission eine Motion, einen Vorstoss von Herrn Strahm Rudolf – der übrigens von der Kommission mit 12 zu 4 Stimmen bei 4 Enthaltungen übernommen worden ist –, wonach der Bundesrat jetzt die Benachteiligungen und das Diskriminierungspotential, die sich aus einem Nichtbeitritt der Schweiz zum EWR und durch das Inkrafttreten des EWR in der zweiten Hälfte dieses Jahres ergeben könnten, nicht nur beobachten, sondern ganz nüchtern und sachlich-objektiv diagnostizieren soll. Nach Auffassung der Kommission ist es nämlich kontraproduktiv, wenn jede Entlassung in der Schweiz sofort dem Nichtbeitritt zum EWR angelastet wird. Das – glaube ich – wäre sachlich verfehlt. Vielmehr gilt es hier ganz präzise zu hinterfragen und die Gründe zu identifizieren. Das ist auch die Auffassung des Bundesrates. Die Kommission hat diese Aufgabe mit ihrer Motion dem Bundesrat übertragen und ihm gleichzeitig den Auftrag erteilt, dem Parlament darüber periodisch Bericht zu erstatten. Zu orientieren ist dabei nicht nur die über Nachteile, sondern auch über allfällige Vorteile – beispielsweise im Rahmen von bilateralen Strategien im Fernen Osten oder im amerikanischen Raum –, die ebenfalls auszu-leuchten sind.

Nun einige grundsätzliche Überlegungen zur inneren Erneuerung des Binnenmarktes Schweiz: Ich glaube, darin waren sich sowohl Kommission wie auch Bundesrat einig, dass

das Cassis-de-Dijon-Prinzip nun auch in der Schweiz selber umgesetzt werden soll, und zwar zwischen den Kantonen. Wir haben also die Pflicht, unsere Märkte nicht nur frei zu machen, sondern sie auch zu öffnen. Das heisst mit anderen Worten: Wir sollten es durch die innere Reform möglich machen, dass unser Rechtssystem dem EG-Recht angenähert und dadurch der politische Handlungsspielraum für unsere künftige Integrationspolitik vergrössert wird. Wir sollten also alles daransetzen, die heute existierende Diskrepanz zwischen der exportorientierten, dem Wettbewerb ausgesetzten Wirtschaft und der Binnenwirtschaft, die noch in vielen Fällen reguliert ist, möglichst zu minimieren; dies gilt auch für die volkswirtschaftlichen Kosten, die daraus entstehen. Auf diese Weise kann die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft gestärkt werden.

Die Problemfelder, die der Bundesrat auswählt (Arbeitsmarkt, Submissionswesen, Forschung und Bildung), sind auch von der Kommission als dringlich betrachtet worden. Allerdings wurde in der Kommission auf einige Lücken hingewiesen, die der Bundesrat in einem zweiten Paket zu schliessen versprochen hat. Einige Stichworte: Liberalisierung der Lex Furgler, Aufhebung der Sperrfristen, Bekenntnis zu einer disziplinierten Finanzpolitik, vor allem auch die tatkräftige Unterstützung des Uebergangs zur Mehrwertsteuer und nicht zuletzt der Abbau von zahlreichen staatlichen Regulierungen und Administrierungen.

Es gibt einen Rückweisungsantrag Blocher, der einige inhaltliche Vorschläge enthält. Ich darf Sie aber darauf hinweisen, dass der Antrag Blocher inhaltlich bereits in der Kommission zur Debatte stand und die Kommission Eintreten auf die Vorschläge von Herrn Blocher beschlossen hat. Insofern kann dieser Rückweisungsantrag jetzt abgelehnt werden. In der WAK wird man an der nächsten Sitzung inhaltlich auf seine Vorschläge ohnehin im einzelnen eintreten.

Wir können deshalb den Bericht des Bundesrates zustimmend zur Kenntnis nehmen. Wir müssen uns dabei bewusst sein, dass die marktwirtschaftliche Erneuerung letzten Endes eine Daueraufgabe sein wird, «eine Daueraufgabe im Kampf gegen die ordnungspolitische Verwahrlosung», wie das einmal von Herrn Schwarz in der «NZZ» geschrieben worden ist. Zum Schluss noch etwas – und da waren sich Bundesrat und Kommission einig: Wir können nach dem EWR-Nein nicht den Zugang zu den europäischen und zu anderen Märkten verlangen, wenn wir unsererseits nicht bereit sind, unsere Märkte nach aussen zu öffnen. In diesem Sinne haben wir den Submissionsordnungsvorstoss von Herrn Strahm Rudolf gutgeheissen, der nämlich will, dass wir nicht nur unsere Chancen im Ausland verbessern müssen, sondern dass wir auch etwas anzubieten haben, wie zum Beispiel unsere Möglichkeiten im Zusammenhang mit «Bahn 2000» und Neat.

Ich bitte Sie in diesem Sinne, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und den Rückweisungsantrag Blocher abzulehnen.

Blocher: Ich stelle Ihnen den Antrag, die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens an den Bundesrat zurückzuweisen – mit dem Auftrag, dieses Programm mit Massnahmen zur Verbesserung der Rahmenbedingungen und zur Stärkung der Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft zu ergänzen.

Dieses Geschäft trägt unter anderem die Untertitel «Europapolitische Standortbestimmung» und «Marktwirtschaftliche Erneuerung». Ich finde dieses Programm oder diese Standortbestimmung weder vollständig noch umfassend; auf jeden Fall ist es keine marktwirtschaftliche Erneuerung. Was uns an marktwirtschaftlicher Erneuerung geboten wird, müssen Sie praktisch mit der Lupe suchen.

Zur Standortbestimmung: Der Bundesrat hält mehrmals fest, dass er sich an den Volksentscheid halten werde. Das ist an sich erfreulich. Ich danke dem Bundesrat, dass er sich noch an Volksentscheide hält – anscheinend ist das nicht selbstverständlich, sonst müsste man es nicht dauernd wiederholen –, aber wenn ich dann zwischen den Zeilen lese, merke ich, dass diese grundsätzliche Zustimmung zum Volksentscheid eine höfliche Form der Ablehnung darstellt.

Wenn der Bundesrat sagt, er halte mehrere Optionen offen, so können alle damit leben. «Optionen offenhalten» ist ein Ausdruck aus der Führung und will sagen: Man geht einen Weg und hält für die anderen Wege Möglichkeiten offen, man baut sie noch nicht ab, man verunmöglicht sie noch nicht – das heisst «Optionen offenhalten». Aber gehen kann man nur einen einzigen Weg, man kann doch nicht gleichzeitig entgegengesetzte Wege gehen. Wer das tun will, der bleibt an Ort stehen. Herr Bircher Silvio hat nicht gesagt, man müsse mehrere Optionen offenhalten, sondern – ich weiss, es war ein Versprecher, aber es war ein typischer Versprecher – man solle mehrere Wege gleichzeitig gehen. Das geht aber nicht. Es gibt nach dem Volksentscheid nur eines: Es gilt den Weg zu gehen, auf dem wir ausserhalb des EWR und der EG bleiben – wir müssen nicht in die Isolation – und auf dem wir allfällige Schwierigkeiten durch bilaterale Verhandlungen ausmerzen. Zur marktwirtschaftlichen Erneuerung: Was macht eigentlich die Stärke einer Volkswirtschaft aus? Es sind im wesentlichen fünf Dinge.

1. Wir brauchen eine kleine Staatsquote, und zwar heisst das: geringere Ausgaben, keine höheren Steuern. Darüber haben wir schon oft gesprochen, darüber sagt die Botschaft nichts; das ist wesentlich.

2. Die Zinssituation ist ein wesentlicher Faktor. Die Schweiz hat das Glück, nach der Verwerfung des EWR-Abkommens und den Wirren im Europäischen Währungssystem wieder eine echte Zinsinsel geworden zu sein. Dieses Währungssystem ist ein zentraler Punkt des EG-Gedankens, bei dem der Irrsinn, dass über die Grenzen aller Länder Europas hinweg alles gleich geregelt wird, am besten zum Ausdruck kommt; es soll ja dann im Vertrag von Maastricht gipfeln. Wir müssen alles tun, damit das so bleibt, das ist für die schweizerische Wirtschaft von allergrösster Bedeutung – auch darüber sagt die Botschaft nichts. Ich weiss, die Nationalbank ist autonom, aber der Bundesrat kann ja mit der Nationalbank sprechen, man kann auch mit Vertretern von autonomen Gebilden sprechen.

3. Die Inflation steht im Zusammenhang mit diesem Themenkreis. Darüber sagt die Botschaft nichts.

4. Wir brauchen eine gute Ordnungspolitik. Was uns hier als sogenannte Swisslex vorgeschlagen wird – früher hiess es Eurolex, seit der Abstimmung hat man gemerkt, dass der Schweizer lieber «Swiss» statt «Euro» hört, deshalb sagt man jetzt einfach Swisslex, aber im Grunde genommen ist es nichts anderes –, besteht aus einer Reihe von kleinen ordnungspolitischen Sünden.

Es gibt ganz wenige Bereiche, von denen man sagen kann, dass Swisslex eine marktwirtschaftliche Verbesserung bringe, ich will nicht ungerecht sein; aber 90 Prozent bringen eine zusätzliche Regulierung. Natürlich, ein Gesetz allein ist noch keine Katastrophe, aber im gesamten machen wir genau das Gegenteil von dem, was wir fordern.

5. Wesentlich sind schliesslich offene Märkte: Hier hätte der EWR vielleicht eine gewisse Verbesserung bringen können, mindestens hätte man uns dies versprochen. Die vier anderen fundamentalen Dinge hätte der EWR verschlechtert. Bei offenen Märkten bin ich nicht ganz sicher. Aber wir müssen uns die Märkte offenhalten – wir haben diese Märkte! –, und zwar über Verhandlungen.

In bezug auf die bilateralen Verhandlungen sieht es nicht gut aus, und zwar liegt es nicht an der anderen Seite, sondern an uns. Ich stelle fest, dass wir weder klare Verhandlungsziele noch eine klare Verhandlungsstrategie haben. Man kann doch nicht verhandeln, indem man zu Hause sagt: Ja, wir werden wahrscheinlich nichts durchsetzen können, die EG hat wahrscheinlich keine Zeit, sie hat wahrscheinlich andere Prioritäten; man kann doch nicht sagen, wir wollen das und das, ohne zu wissen, was man dem anderen zu bieten hat. Also hier sieht es schlecht aus!

Ich weiss nicht, Herr Bundesrat Delamuraz: Ist es gut, die gleichen Leute zu schicken, die den EWR wollten? Sie können vielleicht nicht verhandeln. Vielleicht müssen Sie andere Leute nehmen! Das ist sehr gut möglich. Wenn ich als Unternehmer im Ausland so verhandeln würde, wäre ich schon lange bankrott. So geht das nicht!

In den gleichen Zusammenhang gehört, dass ein Staatssekretär nach der Volksabstimmung auf dem Bundesplatz gegen den Volkswillen demonstriert. Und dann soll er die Schweiz noch vertreten können! Das geht einfach nicht. Das Land tut mir leid, nicht der Staatssekretär, aber das Land tut mir leid! Wir sollten schauen, dass Abhilfe geschaffen wird. Wir müssen doch zielgerichtet verhandeln.

In welcher Beziehung ist diese Botschaft vor allem unvollständig, wo ist eine marktwirtschaftliche Ergänzung nötig? Nehmen Sie die Beschleunigung von Bewilligungsverfahren, insbesondere von Baubewilligungsverfahren: Schauen Sie sich den Abschnitt auf Seite 26 an, die paar Zeilen, die darüber geschrieben sind! Das ist ja eines der grundsätzlichen Dinge: Das ist das, woran sich die Wirtschaft viel mehr stösst als an diesen paar Formularen an der Grenze; Aufhebung von Sperrfristen im Grundstücksbereich, die wir – mitten in der Rezession – immer noch haben, darüber ist nichts gesagt. Abschaffung der äusserst zeitraubenden und bürokratischen Massnahmen im Umweltschutzgesetz und deren Verordnungen: Hier haben wir einen dermassen grossen Bewilligungsstau, hier sind derartige Bewilligungshürden zu überwinden, dass bei einer marktwirtschaftlichen Erneuerung doch etwas darüber gesagt werden muss! Vereinheitlichung von technischen Normen, Beseitigung von privaten und staatlichen direkten und indirekten Preisbindungen – es geht nämlich nicht um die Revision des Kartellgesetzes, sondern um die Preisbindungen. Das sind ganz andere Dinge, die Sie mit dem Kartellgesetz nicht einmal tangieren. Hier braucht es möglichst rasch einen Bericht, und dann beseitigen wir!

Die Ausmerzung von wettbewerbsverzerrenden Steuern, insbesondere im Bereich der Doppelbesteuerung von Aktiengesellschaften, Verrechnungssteuern usw., darüber ist nichts gesagt, die Ausmerzung allfälliger Nachteile für die Landwirtschaft aus der Verhandlungsrunde des Gatt – die Landwirtschaft ist doch ein Teil der Volkswirtschaft. Wir beschliessen jetzt Direktzahlungen, ohne ein Finanzierungssystem zu haben. Die Landwirtschaftspolitik braucht heute in erster Linie finanzpolitische Beschlüsse.

Wettbewerbsbeschränkungen im Kommunikationswesen: Hier wird es dramatisch. Ich kann Ihnen sagen: Die Firmen haben sich jetzt ihren Weg im Kommunikationswesen gesucht, und zwar über das Ausland, über ausländische Relaisstationen, an der Schweiz vorbei. Hier brauchen wir dringend neue Beschlüsse. Aber die hätten wir ebenso dringend gebraucht, wenn wir dem EWR zugestimmt hätten. Wir haben ihn abgelehnt. Ich bin froh, dass man jetzt wenigstens darüber redet, beinahe hätte man nicht einmal darüber gesprochen, ob mit oder ohne EWR.

Das Schicksal unseres Landes und das Schicksal unserer Wirtschaft kann doch nur in unseren Händen liegen! Deshalb bringt die Botschaft zu wenig, und deshalb sollten wir sie zurückweisen und ergänzen lassen. Ich bitte Sie, hier eine mutige Tat zu vollziehen.

Sie sehen, ich habe nicht einmal die Worte Liberalisierung, Deregulierung und Revitalisierung gebraucht. Ich mag die Wörter nämlich bald nicht mehr hören. Bei den einen wecken sie Bedenken – mit Recht, weil man darunter etwas sehr Unterschiedliches verstehen kann –, die anderen, die davon reden und etwas Rechtes zu tun meinen, tun in Wirklichkeit das Gegenteil davon. Revitalisierung heisst Wiederbelebung. Unsere Wirtschaft müssen Sie nicht wiederbeleben. Aber es gibt gewisse Dinge im Staat, die tot sind, die man wieder auferwecken sollte, eines davon ist z. B. die marktwirtschaftliche Erneuerung.

Steffen: Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi beantragt Ihnen die Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat, weil sie in einem erheblichen Teil der im allgemeinen Teil der Botschaft gemachten Ueberlegungen mit den Verfassern nicht einiggehen kann. Zwar erklärt der Bundesrat, er habe sich zwei wichtige Legislaturziele gesetzt: erstens die Öffnung gegenüber Europa und zweitens gegenüber der übrigen Welt. Tatsache ist unseres Erachtens hingegen, dass der Bundesrat seit Beginn der Legislaturperiode im Dezember 1991 weitgehend damit beschäftigt war – und im-

mer noch beschäftigt ist –, die Schweiz in den EWR und später in die EG zu führen.

Die Öffnung gegenüber der übrigen Welt – wir denken an die Öffnung in Richtung der Wachstumsmärkte im Fernen Osten – wurde zu stiefmütterlich betrieben, was vermutlich gewisse negative Auswirkungen zeitigen wird. Mit dem erstaunlichen Abstimmungsergebnis vom 6. Dezember 1992 kam Sand ins Getriebe.

Man hätte vom Bundesrat erwarten dürfen, dass er am 7. Dezember 1992 ein Papier mit einer klaren, neuen Lagebeurteilung, mit seinen vorbehaltenen Entschlüssen und mit Alternativvorschlägen zu seiner früheren Europapolitik vorlegen würde. Davon war leider kaum die Rede. Die öffentlichen Erklärungen von Behörden, Diplomaten, Wirtschaft und Medien waren leider wenig vertrauenerweckend und gipfelten zum Teil in Verunglimpfungen der EWR-Gegner. Dabei erwartete das Volk nicht Klagelieder, sondern eine sachliche Beurteilung der neuen Lage. Das, was am 7. Dezember 1992 hätte bereitliegen müssen, wurde endlich am 24. Februar 1993 mit der vorliegenden Botschaft, allerdings unserer Meinung nach in unbefriedigender Form, veröffentlicht.

Gleich zu Beginn der Botschaft akzeptiert der Bundesrat zwar den negativen Volksentscheid, aber der ganze Inhalt des allgemeinen Teils bestätigt, dass er sich nicht vom ursprünglichen Endziel, EG-Beitritt der Schweiz, entfernt hat. Nein, er missversteht den Volksentscheid vom 6. Dezember 1992 sogar als Auftrag, alle Optionen offenzuhalten, wie er sich ausdrückt. Er hält das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG aufrecht, quasi als zweiten Pfeil im Köcher. Mit dem vorliegenden Folgeprogramm werden mittels Salami-taktik die notwendigen rechtlichen Anpassungen des schweizerischen Rechts an das Europarecht eingeleitet, die für einen späteren EG-Beitritt der Schweiz Voraussetzung sein dürften. Ein Umdenken in der Aussenpolitik des Bundesrates hat leider nicht stattgefunden, obwohl eine Mehrheit der souveränen Gliedstaaten der Eidgenossenschaft und eine knappe Mehrheit des Volkes ganz offensichtlich eine Neuausrichtung der Aussenpolitik, insbesondere der Integrationspolitik, wünschen. Es gibt Vorstösse, die hier korrigierend eingreifen wollen. Zu erwähnen wären die parlamentarische Initiative Ruf und die Volksinitiative «EG-Beitrittsverhandlungen vors Volk» der SD/Lega-Fraktion, die zum Ziel haben, einerseits den bundesrätlichen EG-Kurs zu bremsen und andererseits die oberste Bundesbehörde zu zwingen, ihre Aussenpolitik innerhalb der Schranken der gegenwärtigen Verfassung zu gestalten.

Die Integrationspolitik des Bundes darf nicht mehr im Widerspruch zum Verfassungsauftrag stehen, welcher den Bundesrat verpflichtet, die Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz zu behaupten. Seien wir doch ehrlich: Ein Beitritt der Schweiz zur EG aufgrund der Maastrichter Beschlüsse wäre nur möglich, wenn Bund und Kantone bereit wären, grosse Teile ihrer Souveränität an supranationale Instanzen der EG abzutreten. Unsere so gut gehütete Unabhängigkeit und Neutralität müssten ohne Wenn und Aber geopfert werden. Das wäre der Preis, den unser Land nach Erreichen der bundesrätlichen Integrationspolitik zu zahlen hätte.

Verhandlungskonzessionen in diesen Bereichen sind a priori ausgeschlossen. Da dürfen wir uns keine Illusionen machen. Es hätte einen ehrlichen und offenen Weg zur Vorbereitung einer schweizerischen Integrationspolitik gegeben. Aber er wurde leider nicht beschritten. Weshalb wurde der Zweckartikel der Bundesverfassung nicht rechtzeitig so abgeändert, dass ein EWR-Vertrag oder ein EG-Beitritt nicht mehr im Widerspruch zum Zweck des Bundesstaates gestanden hätten? Ob das Schweizervolk allerdings einer Abkehr von Unabhängigkeit und Neutralität zugestimmt hätte, bleibe dahingestellt. Immerhin hätte diese Lösung der EG, der Efta und uns einigen Aererger erspart.

Die Forderung der Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi nach einer weltoffenen statt europabe-schränkten Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik dürfte mittlerweile in diesem Rate hinlänglich bekannt sein, wurde dieses Anliegen doch bei verschiedenen Gelegenheiten an diesem Pult vehement vertreten.

Es ist nicht redlich, dass der Bundesrat in seiner Botschaft den

Alleingang der Schweiz als nicht gangbaren und gegen die Interessen der Schweiz gerichteten Weg bezeichnet. Wir bezweifeln, dass es diesen Alleingang überhaupt gibt. Spätestens mit Abschluss des Freihandelsabkommens von 1972 hat die Schweiz auf den Alleingang verzichtet, und dies sehr zum wirtschaftlichen Nutzen der EG. Einerseits ist die Schweiz der zweitbeste Kunde der EG geworden, andererseits beschäftigen Schweizer Unternehmen im In- und Ausland über eine Million Arbeitskräfte, die aus europäischen Ländern stammen.

Ich fasse diesen ersten Teil meines Votums zusammen: Trotz wiederholter Lippenbekenntnisse, er akzeptiere den Entscheid vom 6. Dezember 1992, ändert der Bundesrat die Integrationspolitik der Schweiz nicht, sondern versucht auf verschlungenen Pfaden, die Schweiz in die EG zu führen. Er verzichtet auf einen Rückzug des Verhandlungsgesuchs, um alle Optionen offenzuhalten. Durch schrittweise Anpassung des schweizerischen Rechts an das EG-Recht will er die Voraussetzungen für die Fertigstellung des Avis der EG-Kommission und für spätere Verhandlungen mit der EG erfüllen. Trotz vorliegenden Verfassungshindernissen gibt der Bundesrat seiner europabeschränkten Integrationspolitik gegenüber einer welt-offenen Aussenwirtschaftspolitik den Vorzug.

Dies sind wichtige Gründe für unseren Rückweisungsantrag. Einen weiteren Grund liefert aber noch die Tatsache, dass für die Behandlung der vorliegenden Eurolex-Geschäfte ein überstürztes Vorgehen gewählt wurde, obwohl nur einzelne Vorlagen einen tatsächlichen Revitalisierungseffekt für die schweizerische Wirtschaft auszulösen vermögen, wie beispielsweise die Revision des Bundesgesetzes über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten (93.101) sowie die Aenderung des Bundesgesetzes über das Messwesen (93.126).

Uebrigere Vorlagen, wie etwa die Aenderungen des Bundesgesetzes über den Konsumkredit (93.110), des Bundesgesetzes über den unlauteren Wettbewerb (93.111) und die Aenderungen betreffend das Widerrufsrecht bei Haustürverkäufen (93.123) tragen kaum etwas zur Revitalisierung der Wirtschaft bei. Sie sind voreilige Anpassungen unseres Rechts an das Europarecht. Es gibt einige Vorlagen, die von der Wirtschaft sogar als revitalisierungshemmend empfunden werden, so die Aenderung beim Arbeitsvertragsrecht (93.124) und die Novelle eines Mitwirkungsgesetzes (93.112).

Ich fasse den zweiten Punkt zusammen: Die SD/Lega-Fraktion empfindet es als unseriös, für die Gesetzesberatung ein übereiltes Vorgehen ohne Vernehmlassungsverfahren zu wählen, dies insbesondere bei umstrittenen Vorlagen und bei solchen, die keinen Revitalisierungseffekt auslösen.

Ich komme auf den dritten Punkt unseres Rückweisungsantrages zu sprechen. Er befasst sich mit den sogenannten Revitalisierungsmassnahmen im Bereich Liberalisierung des Personenverkehrs und mit den früher vom Bundesrat abgegebenen Versprechen, er wolle die ausländische Wohnbevölkerung durch Stabilisierungsmassnahmen nicht mehr anwachsen lassen.

Das Kapitel 13 der Botschaft (Marktwirtschaftliche Erneuerung) gibt Auskunft über die beabsichtigten Massnahmen zur schrittweisen Liberalisierung des Arbeitsmarktes. Die Verwirklichung des freien Personenverkehrs im EWR war trotz Uebergangsfrist von fünf Jahren eines der umstrittensten Themen im Abstimmungskampf. Die äusserst kritische Haltung weiter Teile der Bevölkerung gegenüber dieser Freiheit hat wesentlich zur Ablehnung der EWR-Vorlage beigetragen.

Es ist mittlerweile schon einiges in diesem Bereich geschehen – leider! Statt die Debatte des Nationalrates über den Abschnitt 13.3 (Arbeitsmarkt) auf Seite 23 der Botschaft abzuwarten, beschloss der Bundesrat am letzten Mittwoch, die Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO) auf den 1. Mai 1993 mit folgender Zielrichtung abzuändern:

1. Ausländische Führungskräfte und qualifizierte Fachleute werden bei ihrer Zulassung zum Arbeitsmarkt von den Vorschriften über die Priorität inländischer Arbeitskräfte ausgenommen. Oder anders ausgedrückt: Ein Unternehmer muss nicht mehr nach einheimischen Arbeitnehmern Ausschau halten, bevor er einen Ausländer einstellt.

Dazu ein konkretes Beispiel: Ein Unternehmen entlässt einen schweizerischen Vizedirektor mit einem Monatssalär von 12 000 Franken; der Mann mittleren Alters wird arbeitslos, zwei Monate später stellt das gleiche Unternehmen ein Gesuch um Erteilung einer Bewilligung für einen Grenzgänger für einen Vizedirektorenposten mit einem Monatssalär von 8000 Franken. Das passiert, das ist nicht aus der Luft gegriffen. Bis zum heutigen Tag konnte das Arbeitsamt die Bewilligung verweigern, wenn es arbeitslose oder stellensuchende Einheimische dieser Führungskategorie gab. Ab 1. Mai 1993 wird das Arbeitsamt kein Gesuch mehr wegen Vorrangs der inländischen Arbeitnehmer am Arbeitsplatz verweigern können und dürfen.

2. Ausländische Aufenthalter, die im Auftrage ihres Arbeitgebers oder zur Weiterausbildung im Ausland weilen, werden nach erfolgtem Einholen der behördlichen Zusicherung bei ihrer Rückkehr in die Schweiz von der Kontingentierung ausgenommen.

Hierzu *vorderhand keine Bemerkung.*

3. Rund 85 000 Grenzgänger sollen nach dem 1. Mai weitgehende Freizügigkeit in der Grenzzone geniessen. Die Verlängerung der Erwerbsbewilligung sowie Stellen- und Berufswechsel sollen nur noch verweigert werden können, wenn schwere Störungen auf dem Arbeitsmarkt eine Verweigerung erforderlich machen.

Die SD/Lega-Fraktion ist empört, dass der Bundesrat diese Massnahmen in einer Feuerwehrübung vor der eigentlichen Revitalisierungsdebatte im Nationalrat beschlossen hat, und zwar ausgerechnet in einer Zeit der Arbeitslosigkeit, die ihre Auswirkungen bis in die Führungsetagen hat.

Der Schutz der Schweizerinnen und Schweizer und auch vieler Ausländerinnen und Ausländer am Arbeitsplatz wird so liquidiert. Dazu kommt, dass Grenzgänger gegenüber einheimischen Arbeitskräften insofern privilegiert sind, als sie in ihren Herkunftsländern niedrigere Lebenskosten haben, was es ihnen erlaubt, zu günstigeren Konditionen zu arbeiten. Sie tragen so zum Lohndumping bei.

Meine Ausführungen bestätigen Ihnen, dass die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi in dieser Angelegenheit zornig ist.

Ich bitte Sie höflich, den Antrag von Herrn Blocher, aber auch den Antrag der SD/Lega-Fraktion auf Rückweisung an den Bundesrat zu unterstützen.

Mühlemann: Die freisinnig-demokratische Fraktion nimmt mit Befriedigung zur Kenntnis, dass der Bundesrat auf die Volksabstimmung vom 6. Dezember 1992 vernünftig und realistisch reagiert.

Wir haben wenig Verständnis für die Rückweisungsanträge, weil uns der Bundesrat in einem Doppelschrittverfahren jetzt ja vorerst ein Sofortmassnahmenpaket für die wirtschaftspolitische Erneuerung vorlegt und uns dann die Chance gibt, sein zweites Paket zu beeinflussen. Ich bin mit vielen Vorschlägen von Herrn Blocher einverstanden – er fehlt allerdings wieder im Saal; er ist nur dann da, wenn er am Rednerpult aktiv werden kann. Ich bin also mit verschiedenen Vorschlägen von ihm einverstanden. Aber was er gefordert hat, kann man sehr gut in das zweite Paket des Bundesrates einbauen. Es ist unsere Aufgabe, den Bundesrat zu beeinflussen, und zwar alle Bundesräte, denn es ist nicht der Volkswirtschaftsdirektor allein, der dieses Programm vertreten kann, er muss ja die Unterstützung aller Departemente haben.

Ich spreche über die aussenpolitische Ausrichtung; die wirtschaftspolitische Erneuerung wird von meinem Kollegen Cavadini Adriano beleuchtet werden. Wir gehen damit einig, dass der Bundesrat zu Recht feststellt: Alle Optionen müssen offenbleiben. Wir glauben aber – das hat Herr Nebiker sehr zu Recht dargestellt –, dass klare Prioritäten geschaffen werden müssen. Der Vollbeitrag zur EG ist nur langfristig denkbar und nur, wenn sich der Vertrag von Maastricht positiv entwickelt. Heute kann niemand etwas über das Schicksal dieses Vertrages aussagen.

Eine Neuauflage des EWR-Vertrages ist nur mittelfristig denkbar; sie kommt nur in Frage, wenn der EWR tatsächlich überhaupt besteht und wenn wir pragmatischen Schweizer sehen, was daraus geworden ist. Was im Vordergrund steht, ist ein bi-

laterales Vertragsverhältnis mit der EG. Das hat absolute Priorität, und es ist nicht unrealistisch. Ich entschuldige mich bei Herrn Blocher, weil er mittlerweile da ist, allerdings an einem ungewohnten Platz – hinter der sozialdemokratischen Fraktion.

Wir finden heute in Brüssel relatives Verständnis für die direkte Demokratie der Schweiz, und es ist auch nicht so, dass man bilateralen Vereinbarungen völlig ablehnend gegenüberstehen würde. Die Initiative muss schon von uns ergriffen werden, und die Anregungen müssen von uns kommen. Man darf hier Herrn Staatssekretär Ursprung für seine unermüdliche Reisetätigkeit loben, mit der es ihm immerhin gelungen ist, bei der einen Brücke zur EG, bei den Forschungsverträgen, mindestens Silberstreifen an den Horizont zu zaubern. Unsere Fachleute wurden ja aus dem Forschungsprogramm 3 entlassen; sie haben jetzt gute Aussichten, im Forschungsprogramm des nächsten Jahres wiederaufgenommen zu werden. Das ist der Weg in die richtige Richtung im Bereich der Forschungsverträge.

Sehr viel schwieriger wird es bei der zweiten Brücke sein, beim Transitvertrag. Es sind zwar Vorgespräche geführt worden, aber es geht natürlich hier mehr oder weniger um das Schicksal der eigenständigen Swissair. Und ich bin mir nicht ganz sicher, wie leicht es ist, Verhandlungen zu führen, nachdem man – wahrscheinlich voreilig – den Transitvertrag unterschrieben hat.

Im Mittelpunkt steht aber die Erneuerung des Freihandelsabkommens von 1972. Hier geht es um Anpassungen, die man rasch und zielsicher vornehmen muss, etwa in den Bereichen der Ursprungsregeln oder des öffentlichen Beschaffungswesens. Es geht aber auch um das Ausnützen der sogenannten Entwicklungsklausel, in der man verschiedenste politische Themen einbringen kann. Ich denke etwa an die Oekologie oder an die Asylproblematik, die ins bilaterale Vertragssystem hineinpassen müssen.

Ich bin fest überzeugt, dass wir hier gewisse Chancen haben. Wir sind in der Entwicklung auch weiter, als etwa die osteuropäischen Staaten, die als nächste in der Schlange anstehen. Nur braucht es hier eine Koordination der Aussenpolitik und ein zielstrebiges Angehen der Probleme. In Brüssel selber stehen die Türen für bilaterale Abmachungen offen, und das Ganze kann zum Schluss in einen Freihandelsvertrag 94 oder 95 ausmünden, der dann zeitgemäss ist und dem das Volk auch zustimmen kann und zustimmen wird.

Vollmer: Bei aller Anerkennung für die Botschaft des Bundesrates können wir von der SP-Fraktion unsere Enttäuschung darüber doch nicht verhehlen. Die Formel, alle Optionen offenzuhalten, tönt zwar nicht schlecht. Sie verärgert kurzfristig niemanden, man hat für alle etwas in Aussicht. Auch seitens der Kommissionssprecher wurde der Ruf laut, man müsse sich jetzt zusammenraufen und gemeinsam die Politik dieser drei Optionen vertreten, und zwar nach dem Motto «Gemeinsam hinter dem Bundesrat stehen». Wir haben aber bereits von den wenigen Sprechern der Kommission gehört, wie die inhaltliche Definition dieses Gemeinsamen aussieht: das Minimum des Minimums. Wir meinen, dass das keine tragfähige Politik sein kann!

Trotz allen Bedenken: Es ist gut, dass der Bundesrat das Gesuch um Beitrittsverhandlungen mit der EG nicht zurückziehen will. Es ist auch gut, dass er die Perspektive eines späteren EWR-Beitritts offenlässt, auch wenn dazu neue Verhandlungen nötig sein werden. Doch was bedeutet das hier und jetzt konkret für unsere Politik, die wir heute gestalten müssen?

Bezüglich des Beitrittsgesuches wissen wir, dass die Europäische Gemeinschaft uns ihren Avis, der Voraussetzung für die Aufnahme von Verhandlungen sein kann, erst dann zustellt, wenn ein ganz klares, neues Zeichen von seiten unseres Landes erfolgt, und wir wissen, dass es bezüglich des EWR einen Anstoss von aussen braucht. Es ist deshalb sympathisch, dass von den Jungen eine Volksinitiative gestartet worden ist, die eine gewisse Dynamik einleiten soll, auch wenn wir alle wissen, dass die inhaltliche Formulierung dieser Initiative wahrscheinlich nicht dazu beitragen kann, in einem zweiten

Anlauf eine Mehrheit für den EWR zu finden. Es wird dann als Antwort auf die Initiative unsere Aufgabe sein, neue, kreative Lösungen für den späteren Beitritt zum EWR zu erarbeiten.

Wir bedauern sehr, dass der Bundesrat in seinem Integrationsbericht die Perspektive der europäischen Integration allzu sehr in den Hintergrund gerückt hat. Noch im Mai letzten Jahres hat er in seinem Integrationsbericht nicht im Uebermut gehandelt, als er ganz klar analysierte, für die Schweiz könne es längerfristig nur die Perspektive der europäischen Integration geben, wenn wir unsere Souveränität und letztlich auch unsere Handlungsfreiheit bewahren möchten.

Es geht jetzt unseres Erachtens nicht um die Frage, ob wir den Volkswillen respektieren wollen oder nicht. Kein Zweifel auch von unserer Seite: Der Volkswille, das EWR-Nein, muss respektiert werden. Es geht jetzt darum, sich in den nächsten Schritten darum zu bemühen, dass die Integrationspolitik weitergeführt werden kann.

Wir vermissen aber in der Botschaft des Bundesrates auch eine Analyse des Neins zum EWR. Wir meinen, diese Analyse wäre Voraussetzung dafür, insofern eine tragfähigere Politik aufzubauen, als in Zukunft gerade den sozialen und ökologischen Fragen vermehrt Rechnung getragen werden muss, als diese Fragen innenpolitisch besser abgesichert werden müssen, um so für die künftige Integrationspolitik eine breitere Basis und eine grössere Abstützung zu finden.

Ein Volksentscheid ist immer eine Momentaufnahme. Eine Beurteilung kann sich ändern, und sie wird sich unter Umständen sehr rasch ändern, wenn sich die europapolitischen Rahmenbedingungen verändert haben. Es war schon immer Merkmal einer klugen Politik, sich vorausschauend auf die Probleme und Klippen vorzubereiten, und das hat der Integrationsbericht vom Mai 1992 in aller Deutlichkeit getan.

Jetzt tut man sich schwer. Meine Herren Bundesräte, wir vermissen die Basis für eine Fortsetzung einer Integrationspolitik, nämlich einen Bericht zur Aussenpolitik. Wir vermissen einen Bericht zur Neutralitätspolitik, weil wir meinen, beides wären Standbeine für diese Politik, wären Voraussetzungen, um in Zukunft eine tragfähige Integrationspolitik formulieren zu können.

Wenn wir klares Handeln fordern, so nicht zuletzt deshalb, weil wir der Auffassung sind, dass wir uns hier und jetzt darauf vorbereiten müssen, damit das Schweizervolk in einigen Jahren rechtzeitig über eine neue Option der Integrationspolitik abstimmen kann. Diese Vorbereitung muss jetzt beginnen, sonst landen wir wieder dort, wo wir mit der EWR-Abstimmung gelandet sind: in einem Debakel gegenüber einem unvorbereiteten Volk, gegenüber unvorbereiteten Politikern und auch gegenüber damals noch unvorbereiteten Bundesräten.

Die Botschaft des Bundesrates ist in ihrer Substanz denn auch leider allzu sehr auf die binnenwirtschaftliche und innenpolitische Dimension konzentriert. Das ist in verschiedener Hinsicht ungenügend und fatal. Insbesondere zieht man zu wenige Lehren aus den Erfahrungen mit dem EWR.

Auch all die Bemühungen der Grenzregionen um besondere Regelungen sind zwar sehr unterstützenswert, doch sie ersetzen die gesamtschweizerische Perspektive überhaupt nicht – im Gegenteil: sie verleiten zum falschen Schluss, dass man sich punktuell und pragmatisch dennoch irgendwie befriedigend durchmausern kann.

Es ist sehr wichtig – damit ist die Verbindung und die Verknüpfung zu den innenpolitischen Reformbestrebungen mit diesen aussenpolitischen Dimensionen angesprochen –, dass wir zur Verwirklichung der innenpolitischen Erneuerung, aber auch zur Erreichung einer minimalen europapolitischen Kompatibilität eine klare aussenpolitische Perspektive haben. Das Feilschen um gewisse Swisslex-Vorlagen in den Kommissionen ist ein deutlicher Beweis dieses Mangels.

Die Sozialdemokraten bekennen sich weiterhin zu einer klaren Integrationsperspektive. In dieser Perspektive ist ein späterer Beitritt zum EWR keine Alternative oder andere Option; im Gegenteil, vielleicht wird dies im Rahmen dieser Integrationsperspektive ein sinnvoller nächster Schritt sein. Bei allen Schwierigkeiten innerhalb der Europäischen Gemeinschaft – Maastricht ist nur ein Zeichen dafür – wird immer offensichtlicher, dass trotz allem ein europäischer Grundkonsens vorhan-

den ist, den wir Schweizer immer weniger ignorieren dürfen. Ganz abgesehen davon, dass es sich immer deutlicher zeigt, wie wir allein zunehmend abhängig und unselbständig werden.

Natürlich ist es nicht leicht, angesichts des EWR-Neins und der noch vorhandenen Stimmung in der Schweiz eine offene Europapolitik zu vertreten. Da bräuchte es echte Führungsarbeit, und diese vermissen wir teilweise in der Botschaft des Bundesrates.

Wir wissen alle, dass letztlich integrationspolitische Verhandlungen schon auf der Ebene der bilateralen Abkommen sehr grossen Schwierigkeiten begegnen. Diese Politik gilt es aber voranzutreiben. Eine Integrationspolitik voranzutreiben, heisst nichts anderes, als dem Schweizer Volk in Sachen EWR und EG unter neuen Voraussetzungen klare Entscheidungsgrundlagen zu verschaffen.

Als SP-Fraktion lehnen wir auch die Rückweisungsanträge von Herrn Blocher und der SD/Lega-Fraktion (Steffen) mit aller Entschiedenheit ab.

Herr Blocher, Sie machen es sich wirklich sehr einfach: Zuerst kommt hier ein allgemeiner Rundumschlag, dann präsentieren Sie acht Punkte, welche teilweise – gerade von den EWR-Gegnern – bis aufs Messer bekämpft wurden. Es wurde uns im EWR-Abstimmungskampf immer vorgeworfen, der EWR bringe keinen Abbau von Normen und Vorschriften, und jetzt fordern Sie diese Harmonisierung von Normen und Verordnungen, die ein zentrales Moment des EWR-Vertrags waren. Jetzt soll das plötzlich die Alternative sein.

Bei der Landwirtschaft verlangen Sie locker, dass man allfällige Nachteile des Gatt-Vertrags für die Bauernschaft ausmerzt. Was das im Klartext heisst, wie viele Milliarden Franken das ausmacht, das müssten Sie hier dann noch vertreten; auch woher Sie dieses Geld nehmen und zu Lasten welcher anderer Staatsausgaben Sie diese Ausmerzung allfälliger Nachteile durch das Gatt finanzieren wollen.

Unsere Wirtschaft ist mit diesen allgemeinen Rezepten nicht konkurrenzfähig. Einige, Herr Blocher – und das ist wahrscheinlich der Kern Ihres Programms –, würden mit Ihren Rezepten wahrscheinlich ein bisschen reicher, aber das kann nicht die Politik unserer Partei sein – und ich hoffe, auch nicht die Politik dieses Rates.

Columberg: Heute kann noch niemand sagen, welche Folgen das EWR-Nein für die Schweiz und insbesondere für unsere Wirtschaft haben wird. Denn der EWR-Vertrag ist noch nicht in Kraft, und für die Ermittlung der Auswirkungen einer Nichtteilnahme der Schweiz am EG-Binnenmarkt braucht es erheblich mehr Zeit.

Trotzdem hat der Bundesrat sehr rasch gehandelt. Die CVP-Fraktion begrüsst diese rasche Gangart, denn Resignation ist kein Weg in die Zukunft. Zwar hat der Bundesrat auf eine eingehende und kritische Analyse der Gründe verzichtet, die zu diesem Nein geführt haben. Hingegen hat er ein umfassendes Programm für die Bewältigung der Zukunft und für die Festlegung unseres Weges nach Europa entworfen oder in Vorbereitung.

Die CVP-Fraktion unterstützt grundsätzlich das Vorgehen des Bundesrates. Sie billigt seine integrationspolitische Standortbestimmung und begrüsst die Bestrebungen zur marktwirtschaftlichen Erneuerung, zu gesellschaftlichen Reformen und zur Schaffung europakompatibler Rechtsnormen. Sie lehnt alle Rückweisungsanträge ab. Diese bringen uns nicht weiter, sie sind keine konkreten und konstruktiven Beiträge zur Lösung unserer schwierigen Probleme.

Wir stellen eine sinkende Attraktivität des Standortes Schweiz fest. Eine Aufwertung dieses Standortes und die Revitalisierung unserer Wirtschaft sind jedoch unerlässlich, wenn wir unsere Stellung in Europa und in der Welt halten und unseren Wohlstand und unsere sozialen Errungenschaften sichern wollen. Diese Anstrengungen sind auch unerlässlich für die Behebung der als besorgniserregend und gravierend zu beurteilenden Arbeitslosigkeit. Dazu braucht es eine Verbesserung der Strukturen der Wirtschaft. Nur eine vitale Wirtschaft ist in der Lage, neue Arbeitsplätze zu schaffen. Es geht um die Schaffung eines freien Marktes innerhalb unserer Landes-

grenzen, nachdem es nicht gelungen ist, dies europaweit zu verwirklichen.

Durch das EWR-Nein ist die Bedeutung des Gatt-Abkommens für die Schweiz noch grösser geworden. Die Schweiz hat ein eminentes Interesse am Gelingen und am raschen Abschluss dieses Vorhabens. Allerdings müssen die Folgen für unsere Landwirtschaft tragbar sein. Dafür sind die erforderlichen Massnahmen zu ergreifen.

Der Bundesrat – wir haben es mehrfach gehört – will alle Optionen offenlassen, um eine Isolation der Schweiz zu vermeiden. Der Alleingang wird auch nach dem EWR-Nein nicht als ein gangbarer Weg betrachtet. Die drei Optionen sind bekannt, nämlich:

1. die Vertiefung der bilateralen Beziehungen zur EG und zu den einzelnen EG-Mitgliedstaaten. Diese Option hat gegenwärtig die absolute Priorität;
2. ein späterer Beitritt zum EWR-Abkommen;
3. eine allfällige spätere EG-Mitgliedschaft.

Deshalb darf das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen nicht zurückgezogen, sondern lediglich sistiert werden. Aus innenpolitischen Gründen kommt eine baldige EG-Mitgliedschaft nicht in Frage. Sie muss aber weiterverfolgt werden, denn wir wissen nicht, wie sich die Verhältnisse in Europa verändern. Diese Freihaltung von Optionen kann allerdings – da stimme ich mit den Vorrednern überein – nur eine vorübergehende Lösung sein; denn man kann nicht gleichzeitig auf verschiedenen Hochzeiten tanzen, und man kann nicht gleichzeitig verschiedene Ziele anstreben.

Zu den bilateralen Verhandlungen: Sie sind sicher ein wichtiges Aktionsfeld, und sie müssen mit aller Intensität angestrebt werden. Aber machen wir uns keine Illusionen! Der Erfolg ist ungewiss, und wir dürfen uns keine allzu grossen Hoffnungen machen, dass wir eine umfassende Verbesserung des Marktzutrittes erreichen.

Unsere Verhandlungsdelegation befindet sich nicht in einer beneidenswerten Situation, denn die Schweiz kann nicht als gleichberechtigter Partner auftreten, sondern eher als Bittsteller; deshalb ist eine gewisse Bescheidenheit eher angebracht als Arroganz. Letztere erschwert die Verhandlungsposition unserer Vertreter, und ich möchte deutlich sagen: Wir haben fähige und kompetente Diplomaten, die Lob und Anerkennung verdienen. Ich sage dies ausdrücklich hier in diesem Rat, um anderen Behauptungen entgegenzutreten.

Unsere Anliegen stehen nicht an erster Stelle der Prioritätenliste der EG. Das ist kein böser Wille, das ist einfach eine Tatsache. Der Beweis liegt bereits darin, dass es uns bisher nicht gelungen ist, mit der EG offizielle bilaterale Verhandlungen zu eröffnen. Man war lediglich zu vorbereitenden Gesprächen bereit. Die EG will sich offenbar Zeit lassen für die Ausarbeitung einer Gesamtkonzeption der Beziehungen zur Schweiz. Ob ein EWR-Beitritt noch eine realistische Option darstellt, kann im Augenblick kaum jemand sagen. Es hängt in erster Linie von Elementen ab, die ausserhalb unseres Einflussbereiches stehen, wie die künftige Europapolitik der französischen Regierung, das Schicksal der Maastrichter Verträge und insbesondere der Fortgang der EG-Beitrittsverhandlungen der Efta-Partner.

Je nachdem kann der EWR von kürzerer oder längerer Dauer sein. Die CVP-Fraktion gibt zum weiteren Vorgehen konkret folgende Stellungnahme ab:

1. Sie begrüsst und unterstützt grundsätzlich die vom Bundesrat eingeleitete Integrationspolitik. Gleichzeitig ersuchen wir den Bundesrat, die integrationspolitische Entwicklung sehr intensiv weiterzuverfolgen.
2. Die Zusammenarbeit mit den Kantonen im aussenpolitischen Bereich muss fortgesetzt werden, und die Kantone müssen weiterhin ein angemessenes Mitwirkungsrecht haben.
3. Der Bundesrat muss zu gegebener Zeit einen neuen Integrationsbericht vorlegen, der eine aktuelle Standortbestimmung enthält, die neueste Entwicklung in Europa erfasst und die künftige Marschrichtung festlegt. Darin sollen auch die Fragen beantwortet werden, für welche wir letztes Jahr einen Zusatzbericht verlangten – sofern sie noch aktuell sind.
4. In diesem Zusammenhang muss auch der Stellenwert der Neutralität geprüft und geklärt werden.

5. Ueber die EG hinaus müssen die übrigen europäischen Aktivitäten intensiv bearbeitet und weiterverfolgt werden; ich denke beispielsweise an die Teilnahme an den KSZE-Gesprächen und an eine verstärkte Mitwirkung im Europarat. Die bestehenden Verbindungen müssen besser genutzt werden.

Eine praktische Möglichkeit ergäbe sich beispielsweise beim Gipfeltreffen der Staats- und Regierungschefs des Europarates vom 8./9. Oktober dieses Jahres in Wien. Hier könnte die Schweiz eine Initiative für eine verstärkte Zusammenarbeit und für eine Strukturreform einbringen.

6. Die Information muss fortgesetzt und verbessert werden. In einer direkten Demokratie ist die umfassende, rechtzeitige und gründliche Information der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger eine unerlässliche Voraussetzung für ein gutes Funktionieren unseres Regierungssystems.

Ich fasse zusammen: Die CVP-Fraktion begrüsst den integrationspolitischen Kurs des Bundesrates und unterstützt die vorgeschlagenen Massnahmen zur Revitalisierung unserer Wirtschaft. Sie erwartet in absehbarer Zeit einen neuen Rechenschaftsbericht, damit die künftige Marschrichtung konkret fixiert werden kann.

Die CVP-Fraktion lehnt alle Rückweisungsanträge ab.

M. Eggly: Après le vote du 6 décembre 1992, le Conseil fédéral est embarrassé. Il voit bien, et il le dit, que la Suisse se trouve dans une situation difficile. D'ores et déjà, les faits ont donné tort, n'en déplaise à M. Blocher et à ses amis, aux opposants à l'Accord sur l'EEE qui prétendaient que nous n'en avions pas besoin. A lui seul, certes, l'Accord sur l'EEE ne suffisait pas, mais nous en avions besoin, y compris comme aiguillon à nos efforts de libéralisation, de déréglementation et de revitalisation. Mais enfin, le vote a eu lieu. Il est juste de dire aujourd'hui que toutes les options doivent demeurer ouvertes. Cela, pourtant, ne fait pas encore une politique européenne qui puisse influencer les événements.

Avant et durant la campagne sur l'Espace économique européen, nous avons souffert du manque de clarté dans la définition des objectifs. La parole officielle a trop changé et délivré des messages successifs d'apparence contradictoire. Nous avons souffert des dissonances, pour ne pas dire des discordances, entre ceux qui avaient charge de conduire le pays. Aujourd'hui, cela ne va plus. Certes, les libéraux apportent leur soutien moral aux jeunes qui lancent une initiative pour en appeler du vote négatif du 6 décembre. Toutefois, ce ne sera pas le même Espace économique européen, et il ne faut surtout pas une précipitation qui nous conduirait à un deuxième échec. Certes, l'objectif d'une adhésion à la Communauté européenne doit être clairement réaffirmé, mais cela ne peut pas être pour demain et force est de donner du temps au temps, comme dirait M. Mitterrand. Certes, la volonté d'aboutir à des accords bilatéraux, exprimée par le Conseil fédéral, est à saluer, mais il ne faut pas non plus tomber dans les illusions. Si, malgré tout, les perspectives de collaboration aux programmes de recherche de la Communauté européenne semblent s'ouvrir – on verra ce qu'il en est –, les négociations sur le volet des transports, par exemple, pourtant prévues par l'Accord sur le transit que nous avons ratifié, tardent à démarrer, c'est le moins que l'on puisse dire. Le charme de M. Ogi, à la fin, n'est pas plus magique que la formule gouvernementale du Conseil fédéral.

Tout cela pour dire que la situation actuelle devrait amener à deux conclusions. Nous devrions agir dans deux directions beaucoup plus nettement qu'il n'en est question dans le rapport. Première direction: affirmer la présence et la vision suisses sur tous les théâtres où il est question de l'Europe, et pas seulement dans nos relations avec la Communauté en rattrapage laborieux de l'échec du 6 décembre. Cela inclut le Conseil de l'Europe; cela inclut la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'aide aux pays d'Europe centrale et de l'Est, l'utilisation maximale de l'AELE, sans doute la mise à disposition de casques bleus au travers de l'ONU, etc. Il est dommage, à cet égard, que nous nous apprêtions à classer les initiatives Caccia, Sager et Petitpierre.

Deuxièmement: une volonté d'autant plus incisive de revitaliser notre économie et cela en priorité absolue avant toute

chose, à la fois pour combler les handicaps, les discriminations et pour être prêts, diplomatiquement, à relancer notre politique européenne. Il ne s'agit donc pas d'être eurocompatible à tout prix aujourd'hui; il s'agit de choisir une option prioritaire qui doit être l'accroissement de notre capacité concurrentielle.

Or, lorsqu'on lit le rapport, aussi bien à propos des mesures annoncées qu'à propos des mesures qui nous sont proposées – la reprise d'Eurolex –, nous n'avons pas l'impression que cette priorité se dégage essentiellement vers la libéralisation et la revitalisation. En fait, c'est à une revitalisation non seulement économique, mais politique et mentale que nous devrions procéder.

Je conclus: Messieurs les Conseillers fédéraux, le pays déconnecté, le pays coupé en deux le 6 décembre, le pays qui doute, a besoin d'un gouvernement et d'une majorité parlementaire qui proposent une politique absolument claire, une politique qui ne se dilue pas devant les carrefours des options ouvertes qui sont évoquées, mais une politique qui, en référence à une vision stratégique qu'il faut naturellement définir, poursuive à court terme un but prioritaire nettement défini lui aussi, et c'est indiscutablement la revitalisation, toute la revitalisation économique, et l'ouverture politique. S'il faut donner du temps au temps pour utiliser ce temps au mieux, en revanche, il ne faudrait surtout pas perdre ce temps. Il ne faut pas que la politique continue de sacrifier trop à la politique, au détriment de l'intérêt général.

Moyennant ces réserves, néanmoins, le groupe libéral, qui appelle le gouvernement à nous proposer un programme de revitalisation plus accentué et plus musclé, prendra acte du rapport et refusera toutes les propositions de renvoi qui vous sont adressées.

Fischer-Häggingen: Die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens ist in der SVP-Fraktion auf erhebliche Kritik gestossen. Unsere Fraktion ist der Auffassung, dass die einzuschlagende Strategie vom Bundesrat zu wenig sauber und klar ausgearbeitet wurde. Vieles ist zu vage formuliert. Der Wille zu einer raschen Verwirklichung eines wirtschaftlichen Liberalisierungs- und Deregulierungsprogramms kommt zu wenig klar zum Ausdruck. Viele nötige Massnahmen finden keine oder nicht genügend Erwähnung. Deshalb wollte unsere Fraktion einen Ergänzungsbereich beantragen, damit konkrete Vorlagen erarbeitet werden. Da dies scheinbar vom Reglement her nicht möglich ist, wird die Fraktion mehrheitlich dem Rückweisungsantrag Blocher zustimmen. Zu den verschiedenen Mängeln im Kapitel «Marktwirtschaftliche Erneuerung» wird Kollegin Zölch sprechen. Ich beschränke mich hier auf das Kapitel «Europapolitische Standortbestimmung».

Hier fehlt eine klare Ausrichtung der Aussenpolitik nach dem EWR-Nein. Zwar ist es richtig, dass man sich den eigenen Handlungsspielraum nicht selber begrenzt, sondern alle Optionen offenhält. Die aufgezeigten drei Optionen können nicht gleichzeitig als Ziele unserer Aussenpolitik verfolgt werden. Für die Gestaltung der Aussenpolitik in den nächsten Jahren hat man sich für eine dieser Optionen zu entscheiden, und zwar aufgrund des EWR-Neins für jene des bilateralen Verhandlungsweges. Ob in späteren Jahren auf eine der beiden anderen Optionen zurückzugreifen ist, ist heute offenzulassen und auch nicht zu entscheiden. Das kann sich aufgrund von aussenpolitischen und innenpolitischen Veränderungen ergeben, muss es aber nicht.

Das Schweizervolk hat am 6. Dezember 1992 den EWR-Vertrag abgelehnt. Es macht wenig Sinn, diesem Entscheid immer wieder nachzutruern. Der Auftrag aus diesem Abstimmungsresultat lautet klar, mit bilateralen Verhandlungen für die Schweiz in Europa möglichst günstige Voraussetzungen zu schaffen. Die Schweiz wählte nicht die Isolation, sondern eine eigenständige Oeffnung der Schweiz nach Europa. Es wird nicht immer leicht sein, auf bilateralem Weg zu Resultaten zu kommen, aber die Chancen stehen auch nicht so schlecht, wie da und dort immer wieder behauptet wird. Wo sich die gegenseitigen Interessen treffen, wird es zu Vereinbarungen kommen.

Bundesrat, Verwaltung und Diplomatie sind aufgerufen, zielstrebig und beharrlich in diese Verhandlungen zu steigen. Wenn man im Hinterkopf immer noch dem EWR-Vertrag nachtrauert und in Gedanken mit einem möglichst baldigen EG-Beitritt spielt, entstehen mentale Barrieren, die es einem schwermachen, neue Wege zu suchen, um beim Verhandlungspartner Eindruck zu machen. Eine zweite Auflage des EWR käme einer Missachtung des Volkswillens gleich und würde zu schweren innenpolitischen Erschütterungen mit einem weiteren Vertrauensverlust gegenüber Bundesrat und Parlament führen. Zudem kann der abgelehnte Vertrag nicht tel quel übernommen werden, sondern es müsste ein neuer Vertrag ausgearbeitet werden. Dies müsste auch jenen, die eine Neuauflage forcieren, einmal klargemacht werden.

Nötig ist eine klare Aussage über den weiteren europäischen Kurs unseres Landes auch für unsere Industrie und unsere Wirtschaft. Sie müssen wissen, unter welchen Bedingungen sie in den nächsten Jahren ihre wirtschaftlichen Tätigkeiten und Beziehungen zu gestalten haben. Gerade für das Erreichen eines günstigen Investitionsklimas ist es wichtig, dass unsere Wirtschaft weiss, dass die Schweiz bis auf weiteres ausserhalb der EG bleibt und ihre Beziehungen zu den europäischen Partnern auf bilateralem Weg gestalten wird.

Je fester und klarer die Schweiz den bilateralen Kurs beibehält, um so glaubwürdiger wirkt sie auf die ausländischen Verhandlungspartner. Mit einer Sowohl-als-auch-Politik wird unsere Politik in Europa geschwächt; man wird den Eindruck gewinnen, dass wir gar nicht wissen, was wir wollen. Man wird weniger zu Konzessionen bereit sein und uns auf den EWR- oder EG-Beitritt verweisen.

Die SVP-Fraktion ist überzeugt, dass nur eine überzeugende und konsequente bilaterale Europapolitik unser Land weiterbringt. Dazu braucht es zusätzlich ein wirtschaftliches Erneuerungsprogramm, das diesen Namen verdient und bei dem nicht schon bei der ersten Formulierung nach allen Seiten Konzessionen gemacht werden.

Frau Zölich: Die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens ist zwar eine sehr wertvolle Auslegeordnung betreffend die aktuellen Probleme unserer Aussen- und Innenpolitik. Sie ist jedoch unvollständig und vor allem zu wenig konkret. Die heutige Zeit erfordert klare Zielsetzungen und das Aufzeigen des Weges zur Erreichung dieser Ziele, vor allem auch in zeitlicher Hinsicht. Dabei ist auch auf die Vorteile des EWR-Neins hinzuweisen und nicht immer nur von den Nachteilen zu sprechen. Im ersten Kapitel der Botschaft geht der Bundesrat davon aus, dass alle bestehenden aussenpolitischen Optionen praktisch gleichwertig verfolgt werden sollen. Man kann aber nicht drei Wege zugleich gehen, ohne sich dabei – für jeden Weg – dem Vorwurf der Halbherzigkeit auszusetzen. Bei den bestehenden Optionen ist ein Schwergewicht zu legen. Der Weg der bilateralen Verhandlungen mit der EG muss als Hauptkonzept und als Folge der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 klarer herausgearbeitet werden. Wir fragen den Bundesrat: Wie sieht das Verhandlungskonzept aus, und wie präsentiert sich heute das Verhandlungspaket?

Im zweiten Kapitel geht es um die marktwirtschaftliche Erneuerung. Verschiedene Massnahmen wurden in der Botschaft formuliert und Fristen wurden festgelegt. Ziel des Programms muss es sein, die Wettbewerbs- und Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft zu erhalten und zu verstärken. Wir sind mit dem Bundesrat der Auffassung, dass die Bereiche Wettbewerb, Arbeitsmarkt, Beschleunigung von Verfahren und Bildung im Zentrum stehen müssen. In der Botschaft fehlt jedoch ein klares Gesetzgebungsprogramm zur Stärkung der schweizerischen Wirtschaft. Insbesondere fehlen Leitlinien für die zeitliche Verwirklichung. Zeitliche Vorstellungen sind zwar zum Teil formuliert, hingegen ist nicht klar, wann die Botschaften den Räten unterbreitet werden sollen. Wir möchten diesbezüglich konkretere Antworten.

Zudem bitten wir den Bundesrat, uns folgende Fragen zu beantworten:

1. Sind Massnahmen zur Aufhebung der Sperrfristen im Grundstücksbereich geplant?

2. Wie will der Bundesrat auf die Beschleunigung von Verfahren, speziell im Baubereich, hinwirken?

3. Welche Massnahmen sind geplant, um eine Vereinfachung der Abläufe im Umweltschutzbereich zu erreichen – ohne Verschlechterung des Schutzes unserer Umwelt?

4. Sind Massnahmen zur Beschränkung der Umweltverträglichkeit von Grossbauten geplant?

5. Gibt es konkrete Vorschläge zur Vereinheitlichung von technischen Normen?

6. Hat der Bundesrat bereits eine Uebersicht über diejenigen Bereiche erarbeitet, in denen private oder staatliche Wettbewerbsbehinderungen bestehen? Bis wann und wie sollen solche Wettbewerbsbehinderungen, zum Beispiel Preisbindungen, Kartelle, beseitigt werden?

7. Gibt es ein inhaltliches und auch ein zeitliches Konzept für unser Bildungswesen, um dem hohen erforderlichen Qualitätsstandard der Schweiz gerecht zu werden?

Was den erläuternden Teil zu den Gesetzesvorlagen anbetrifft, werden wir nur auf diejenigen Swisslex-Vorlagen eintreten, die klar die Konkurrenz- und Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft stärken. Ich bitte den Bundesrat, in seinen Ausführungen klar hervorzuheben, welche Gesetzgebungsvorlagen ausschliesslich der Konkurrenz- und Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft dienen.

Falls die vorliegende Botschaft durch die Antworten des Bundesrates auf unsere Fragen ergänzt wird, könnten wir ihr zustimmen. Andernfalls müssten wir die Rückweisungsanträge unterstützen.

Frau Bär: «Jahrhundertabstimmung» und «historische Abstimmung» wurde der Entscheid vom 6. Dezember des letzten Jahres genannt, ihr Ausgang als existentiell für unser Land bezeichnet, das Verdikt des Volkes und der Stände dementsprechend als Katastrophe gewertet. Um so krasser fällt jetzt der Kontrast des sogenannten Folgeprogrammes nach der Ablehnung des EWR-Abkommens aus.

Am 6. Juni 1988 hat Bundesrat Stich bei der Behandlung der Legislaturplanung 1987–1991 eine Aussage gemacht, die sich nun mit aller Deutlichkeit bewahrheitet. Er sagte damals, «dass der Bundesrat nach Gesetz nicht verpflichtet ist, Visionen zu haben». Stich weiter: «Ich bin auch froh, dass der Bundesrat keine Visionen haben muss» (AB 1988 N 509) Das Folgeprogramm ist ein Beweis für diese Aussage, aber kein Ruhmesblatt.

27 Eurolex-Vorlagen unter dem Titel Eurokompatibilität, Revitalisierung und Deregulierung zu Swisslex-Vorlagen machen und nach dem Prinzip «Alle Optionen offenhalten» weiterfahren, das ist für die grüne Fraktion eine ungenügende Antwort. Sie entspricht auch nicht dem, was der Bundesrat gleich zu Beginn seiner Botschaft verspricht: «Es gehört zu seiner Führungsaufgabe, aus dieser Situation heraus die nötigen Massnahmen zu treffen, um unsere Interessen in Europa solidarisches wahrzunehmen.»

Wir sehen den Handlungsbedarf auf einer viel breiteren politischen Ebene, als sie vom Bundesrat skizziert wird, sowohl innenpolitisch wie aussenpolitisch. Immerhin heisst das gültige Legislaturziel: «Öffnung nach aussen – Reformen im Innern». Daran hat sich nichts geändert. «Öffnung nach aussen» beinhaltet mehr als den EWR-Vertrag und die EG-Perspektive. Davon steht in der Botschaft leider wenig bis nichts.

Was wir schmerzlich vermissen, ist eine umfassende Analyse, weshalb Bundesrat und Parlament mit diesem EWR-Vertrag gescheitert sind. Eine solche Analyse braucht es aber, wenn wir nicht eine Politik des Durchwursteins und des Aussitzens der Probleme betreiben wollen, sondern tatsächlich ein wirksames Folgeprogramm mit Langzeitwirkung erarbeiten.

Die Zeiten sind endgültig vorbei, wo Aussenpolitik unter Ausschluss der Öffentlichkeit stattfinden kann. Innen- und Aussenpolitik müssen endlich verknüpft werden. Unsere Aussenminister können nicht an internationalen Konferenzen von «Weltinnenpolitik» reden, während zu Hause die Bevölkerung vom weltpolitischen Geschehen abgekoppelt ist.

In dieser Beziehung unterscheiden wir uns nicht von den EGT-Ländern und den anderen Efta-Staaten. Europa hat die Zustimmung der Diplomaten und Regierungschefs, aber es fehlt

die Zustimmung seiner Bürgerinnen und Bürger. Das zeigen die Maastricht-Abstimmungen in Dänemark und Frankreich. Das zeigen die Umfragen in den skandinavischen Ländern und zuletzt die Angst der Regierung in England, eine Volksbefragung durchzuführen.

Es war einer der Architekten der EG, Jean Monnet, der gesagt hat: «Die europäische Konstruktion braucht Zeit – Zeit zum Ueberzeugen.» Es braucht in Zukunft aber auch Transparenz. Es braucht einen ständigen Dialog und innenpolitische Reformen. Das ist für die grüne Fraktion zentral. Sonst wird der nächste Integrationsschritt wieder zu einem Misstritt.

Das gesellschaftspolitische Konfliktpotential, das sich am 6. Dezember 1992 manifestiert hat, muss abgebaut werden, und das bedeutet: Aussenpolitik muss auch Innenpolitik sein, in Taten, nicht bloss in Worten. Anders gesagt: Es geht nicht darum, ein «dummes Volk», wie es nach dem Nein oftmals geschimpft wurde, gescheiter zu machen. Es geht darum, eine mündige Bevölkerung mit ihren Aengsten, die sich manifestiert haben, ernst zu nehmen. Für die grüne Fraktion heisst das unter anderem: kein Sozialabbau, kein Infragestellen unserer Umweltschutzmassnahmen, kein Demokratieabbau.

Jahrzehntelang wurde der soziale Friede als Wettbewerbsvorteil unserer Wirtschaft gepriesen. Daran hat sich nichts geändert; daran darf nichts geändert werden. Die Situation der Arbeitslosen in unserem Land ist zu ernst, um damit den neoliberalen Marktschreibern ihre ökonomischen Ladenaugen abzuverkaufen. Den Kahlschlag, den uns Herr Blocher vorschlägt, halten wir für völlig unverantwortbar. Reagan hat uns in den USA vorgemacht, wie wir es nicht machen dürfen. Am kommenden Donnerstag haben wir vielmehr die Gelegenheit, einen unserer sozialpolitischen und europäischen Schandflecke zu tilgen: Wir müssen endlich die Sozialcharta des Europarates ratifizieren.

Bei der Einreichung des Gesuchs um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen zur EG argumentierte der Bundesrat, er habe diesen Schritt unternommen, um Gewissheit zu haben, dass Verhandlungen stattfinden werden, unabhängig vom Ausgang der EWR-Abstimmung. Die grosse Mehrheit der grünen Fraktion hat dieses Vorgehen im Mai letzten Jahres begrüsst. Der Bundesrat ist nach dem 6. Dezember 1992 aber von seiner Haltung abgerückt. Die Beitrittsverhandlungen sollen «erst aufgenommen werden, wenn die innen-, aussen- und wirtschaftspolitischen Voraussetzungen erfüllt sind» (Botschaft S. 6). Wie und wann dieses Ziel erreicht wird, darüber schweigt er sich aus.

Ohne aktive Politik geht aber nichts. Wir fordern deshalb den Bundesrat auf, zu erwirken, dass der Avis, der von Brüssel zu unserem Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen erarbeitet wurde, jetzt veröffentlicht wird. Dann wissen wir, wo unsere integrationspolitischen Schwächen gesehen werden. Das Beitrittsgesuch solle nicht auf Eis gelegt werden, haben wir nach dem 6. Dezember 1992 gefordert. Die grosse Mehrheit der grünen Fraktion bestätigt das heute nochmals.

Die Verhandlungen sollen geführt werden. Von uns aus gesehen ist der Verhandlungsspielraum in letzter Zeit grösser geworden. Eine Entschliessung des EG-Parlamentes vom Januar dieses Jahres, die leider bei uns nicht zur Kenntnis genommen wurde, gibt zu Hoffnungen Anlass. Darin werden die EG-Kommission und der Rat aufgefordert, die Beitrittsverhandlungen mit den Efta-Staaten zu führen und gleichzeitig eine demokratischere Form der EG-Institutionen einzubeziehen und einen europäischen Verfassungsentwurf auszuarbeiten.

Die Stimmberechtigten in unserem Lande müssen die Gewissheit haben, dass sie am Ende eines zweifellos langen Verhandlungsprozesses in aller demokratischen Freiheit ja oder nein zum ausgehandelten Ergebnis sagen können – das scheint uns zentral.

Die Verhandlungen müssen aber anders geführt werden als beim EWR-Vertrag; die innenpolitischen Reformen müssen gleichzeitig an die Hand genommen werden, sonst ist der nächste politische Scherbenhaufen in Sicht. Von allem Anfang an braucht es Offenheit und Transparenz.

Das Parlament hat über das Verhandlungsmandat mitzubestimmen. Es reicht nicht, wie der Bundesrat schreibt, wenn er

das Parlament via Kommissionen laufend und detailliert über die Einzelheiten der Integrationspolitik orientiert. Die Bevölkerung hat ein Recht darauf, in einem ständigen Prozess in die Diskussion einbezogen zu werden. Im Verhandlungsauftrag müssen die sozialen und ökologischen Leitplanken formuliert und die Rolle der direkten Demokratie und der Stellenwert der Neutralität festgelegt sein. Dass die Verhandlungsdelegation paritätisch aus Frauen und Männern zusammengesetzt sein wird, ist für die grüne Fraktion eine Selbstverständlichkeit.

Die Grünen sind überzeugt, dass kosmetische innenpolitische Strukturreformen nicht mehr genügen. Unser Staat kann wirtschaftlich nur mit einem Minimum an Gemeinsamkeiten wettbewerbsfähig bleiben. Viel länger können sich Bundesrat und Parlament nicht mehr um die Frage herumdrücken, welche Gesellschaft wir in Zukunft wollen. Und um diese Frage geht es doch schliesslich! Wenn etwas revitalisiert werden muss, dann ist es der alte Begriff des Gesellschaftsvertrages. Aber dazu braucht es wohl eine andere Botschaft.

Wir lehnen die beiden Rückweisungsanträge von Herrn Blocher und der SD/Lega-Fraktion (Steffen) kategorisch ab.

Frau Grendelmeier: Ich kann meine Vorrednerin nicht unterstützen. Wir sind nicht der Meinung, dass der Bundesrat diese Scheitel verdient. Wir stellen aber schmunzelnd fest, dass für die Grünen «Brüssel» nun plötzlich ein sehr erstrebenswertes Ziel ist, und nicht mehr der antidemokratische, zentralistische «Moloch» wie vor dem 6. Dezember 1992.

Um es vorwegzunehmen: Unsere Fraktion akzeptiert den negativen Entscheid vom 6. Dezember 1992 voll und ganz. Wir suchen nun nach gemeinsamen Wegen, um aus der Sackgasse herauszukommen. Was wir diskutieren, sind die Vorschläge des Bundesrates. Aus unserer Sicht zeichnet sich diese Botschaft durch eine wohlthuende Knappheit und eine ebenso wohlthuende, aber auch ernüchternde Sachlichkeit aus. Wenn wir sie genau anschauen, so enthält sie eigentlich nichts Neues, nichts mindestens, was wir nicht bereits vor dem 6. Dezember 1992 hätten wissen können, also nichts, das im Falle einer Ablehnung nicht zur Sprache gekommen wäre.

Tatsache ist, dass unser Nein vor allem die Efta-Länder in Schwierigkeiten gebracht hat. Für sie gilt es nun, neue Lösungen zu suchen, damit das EWR-Abkommen überhaupt in Kraft treten kann. Sie verdanken uns also eine massive Verzögerung.

Eine weitere Tatsache ist, dass die EG unseren Entscheid zwar bedauert, aber voll respektiert. Wer also glaubt, die EG würde uns deswegen böswillig behandeln oder gar hassen, der erliegt vermutlich seinem eigenen Wunschdenken: Wer gehasst wird, bedeutet dem, der hasst, recht viel.

Somit müssen wir die dritte und für uns entscheidende Tatsache zur Kenntnis nehmen: Wir haben uns am 6. Dezember 1992 verabschiedet. Die EG akzeptiert das, und zwar selbstverständlich, d. h., sie streicht uns, die Schweiz, schlicht von der Traktandenliste; wir figurieren allenfalls noch unter «Varia». Nun, was schlägt der Bundesrat vor? Wir wissen es längst: Es sind die drei berühmten Optionen, die bereits im Vorfeld dieser Debatte ungeheuer viel Wirbel ausgelöst haben. Die Vorwürfe an die Adresse unserer Regierung sind ebenfalls bekannt: der Bundesrat sei entscheidungsschwach, er bringe drei statt einer neuen Lösung und sei damit phantasie- oder gar hilflos. Wer so argumentiert, verkennt erstens die Realität, und wechselt zweitens zwei Begriffe.

Zum ersten, zur Realitätsverkennerung: Wenn wir das Wort Option einfach übersetzen, so heisst Option: freier Wille, freie Wahl. Das scheint mir nun allerdings für unseren Fall etwas gar vollmundig, ja sogar euphemistisch zu sein, beschränkt sich doch unser sogenannter «freier Wille» zunächst einmal auf eine simple Schadenbegrenzung. Es scheint mir daher sachdienlicher, vor allem aber ehrlicher zu sein, das Wort Option vom Verb «optare» abzuleiten, und dann heisst es ganz einfach «wünschen». Das kommt unserer heutigen Situation doch sehr viel näher. Wir wünschen uns etwas; d. h., man wünscht sich etwas von jemandem. Wir wünschen uns in diesem Falle – das ist auch klar –, nicht diskriminiert zu werden, nicht abgekoppelt zu werden, nicht in die Isolation zu geraten. Mit diesen sogenannten Optionen versucht der Bundesrat, die

verbleibenden Möglichkeiten zu skizzieren, die Mittel zu nennen, die uns allenfalls offenbleiben, uns diesen Wunsch zu erfüllen.

Damit komme ich zum zweiten Punkt, zur Verwechslung der Begriffe: Der Vorwurf, die Drei-Optionen-Politik führe in die Sackgasse, verwechselt Weg und Ziel. Das Ziel ist – ich wiederhole es –, politisch nicht isoliert und wirtschaftlich nicht diskriminiert zu werden. Darin sind wir uns, glaube ich, alle einig. Schade nur, dass wir mit einem negativ formulierten Ziel an die Arbeit gehen: Wir versuchen lediglich, etwas zu verhindern. Wir versuchen lediglich, ein Unheil abzuwenden. Positiv formuliert hiesse es nämlich ganz anders; positiv formuliert hiesse dasselbe Ziel: Wir wollen trotzdem mitmachen, wir wollen trotzdem mitentscheiden, und – vor allem – wir wollen trotzdem dabei sein. Mit einem solchermassen optimistischen Ziel würde es uns auch leichter fallen, mit den drei Instrumenten – das sind die Optionen – umzugehen. Erweise sich nämlich das eine Instrument als untauglich, hätten wir noch einen zweiten und allenfalls auch einen dritten Pfeil im Köcher. So könnten wir unsere Chancen wahrnehmen.

Der wirtschaftliche Teil enthält ein erstes Paket konkreter Anpassungen, die – wir haben es schon gehört – nichts anderes sind als in Swisslex umgetaufte Eurolex-Vorlagen. Darüber brauchen wir nicht lange zu diskutieren; denn wir haben ihnen vor einem halben Jahr zugestimmt.

Ich gebe zu, dass es für viele EWR-Gegner eine harte Nuss sein mag, sich nun mit diesen von ihnen sehr bekämpften Eurolex-Vorlagen nochmals befassen zu müssen. Aber gerade in diesem Lager finden sich doch diejenigen, die bilaterale Verhandlungen als einzige Option betrachten. Sie müssen sich dann aber darüber klar sein, dass die möglichen bilateralen Partner dann zumal in einen Vertrag mit den anderen EWR-Ländern eingebunden sind. Grundlage des EWR ist nun einmal die gegenseitige Rechtsanpassung. Wenn wir also eine möglichst breitgefächerte Handelsmöglichkeit erhalten möchten, müssen wir diese Rechtsnormen halt anpassen, auch wenn wir nicht Mitglied dieses EWR sind. Mit anderen Worten und in Abwandlung eines inzwischen berühmt gewordenen Ausspruches: «Wir müssen EWR-fähig werden, weil wir nicht im EWR sind.»

Ganz entscheidend aber ist – das wurde von anderen auch erwähnt, nicht zuletzt von Herrn Blocher – die Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit im Innern unseres Landes. Hier zeigt es sich, dass die Verkrustung unserer Strukturen – dies völlig unabhängig vom EWR, notabene – am wirtschaftlichen Krebsgang der Schweiz mitverantwortlich ist. Auch wenn wirtschaftliche Probleme heute weitgehend international gelöst werden, müssen wir vor allem vor der eigenen Tür wischen – das gilt übrigens für jedes andere Land auch –, d. h., wir müssen unsere eigene Wirtschaft marktauglich machen.

Konkret heisst das, Marktwirtschaft nicht nur als Sonntagsideologie im Wappen zu führen, um sich dann an Werktagen vor diesem Markt zu schützen, wo es immer geht – z. B. durch Kartelle, Subventionen, Protektionismus usw. Etwas mehr Ehrlichkeit wäre eigentlich angezeigt, d. h., wir müssen aufhören, Marktwirtschaftswasser zu predigen und Subventions- oder Kartellwein zu trinken. Dabei spreche ich – das möchte ich in aller Form betonen – keineswegs dem neudeutschen Modewort «Deregulierung» das Wort, denn dahinter versteckt sich die Lust nach Manchester-Liberalismus, dem bedingungslosen Recht des Stärkeren, wie wir es zum Teil in Osteuropa beobachten müssen – ein Rambo-Liberalismus, der, wenn man es genau ansieht, zwangsläufig schnurstracks zurück in den Kommunismus, in den Sozialismus führen muss.

Liberalisierung heisst für unsere Fraktion – und das, seit es unsere Partei, den Landesring, gibt – soziale Marktwirtschaft, heisst Wettbewerb unter Berücksichtigung des Schwächeren, aber auch unter Erhaltung und Wiederherstellung der gesunden Umwelt. Schaffen wir also vor allem einmal unseren eigenen Binnenmarkt, unseren «EWR», den «Eidgenössischen Wirtschaftsraum» – auch dann, wenn es weh tut.

Die LdU/EVP-Fraktion stimmt dem Folgeprogramm des Bundesrates zu und lehnt den Rückweisungsantrag Blocher und denjenigen der SD/Lega-Fraktion ab.

Schmid Peter: Frau Grendelmeier hat gesagt, dass der «Moloch» Brüssel für die Grünen ein erstrebenswertes Ziel sei. Ich möchte Sie bitten, zur Kenntnis zu nehmen: Verhandlungen sind noch kein Beitritt. Wir sind für das offene und unvoreingenommene Gespräch. Wenn es in dieser Politik mehr Gespräche gäbe, müsste man nicht unablässig Stellungen behaupten, dann würden die Karten von Anfang an offen auf den Tisch gelegt und wir könnten in Abwägung der Dinge entscheiden. Das ist bis jetzt nicht passiert, und wir haben keinen Grund, unsere Meinung zu ändern. Wenn Brüssel uns das Paradies auf Erden prophezeit – warum nicht? –, dann können wir sehen. Bis jetzt sieht es wirklich nicht danach aus.

Moser: Die Fraktion der Auto-Partei begrüsst alle Massnahmen, die einen Beitrag zur Verbesserung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit leisten. Ein längst notwendiges Liberalisierungsprogramm zur Wiederbelebung unserer Wirtschaft muss die Antwort auf den teilweisen Zusammenbruch unseres Binnenmarktes sein. Die vom Bundesrat angekündigten einzelnen Schritte zur Verbesserung des Wirtschaftsstandortes Schweiz sind für uns von grösster Bedeutung und Wichtigkeit. Wir sind der Meinung, dass eine Rückkehr zu einer sauberen Ordnungspolitik heute notwendiger ist denn je.

Die Fraktion der Auto-Partei nimmt von der vorliegenden Botschaft Kenntnis, sie tut dies jedoch ohne jede Begeisterung. Diese Botschaft ist unserer Meinung nach sehr mangelhaft und einseitig nur auf die EG ausgerichtet. Mangelhaft deshalb, weil sie zur dringend notwendigen Wiederbelebung der schweizerischen Wirtschaft nicht den erforderlichen Beitrag leistet. Besonders die unter dem Titel «Swisslex» vorgeschlagenen Gesetzesänderungen überzeugen uns weitgehend nicht. Wir stellen zudem fest, dass einzelne davon sogar eine Verschlechterung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen für unsere Industrie und das Gewerbe bringen würden. Im vorliegenden Programm fehlen zudem wichtige Teile wie jener des Finanzbereiches oder Szenarien für die Aussenwirtschaftspolitik ausserhalb des EWR. Ich werde später noch darauf zurückkommen.

Zur Botschaft im einzelnen:

1. Sie bezieht sich praktisch nur auf die europäische Integrationspolitik. Der Titel heisst aber «Botschaft über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens». Und das heisst doch ganz klar, dass alle vitalen Wirtschaftsbeziehungen – zum Beispiel jene, die über das Gatt-Abkommen laufen, oder Szenarien über Wirtschaftsräume ausserhalb des EWR – gleichwertig behandelt werden müssen. Es ist erschreckend, dass unsere Haltung gegenüber den Staaten ausserhalb des EWR ganz kurz in zwei kleinen Absätzen in dieser Botschaft abgehandelt wird. Was uns aber wirklich ärgert, ist die Tatsache, dass der Bundesrat wie auch einige Eurokraten der Verwaltung in Erstarrung über das EWR-Nein jetzt noch eine teure Schadensstudie in St. Gallen in Auftrag geben wollen. Anstatt mit vereinten Kräften Zukunftsstrategien zu planen, wollen offenbar nicht wenige Politiker für teure Steuergelder Bilanzen und Buchhaltungen über das Volksnein erstellen lassen. Hören Sie doch bitte mit solchen Uebungen auf! Verwenden Sie das Geld für Gescheiteres, nämlich für eine professionelle Studie über die strategischen Möglichkeiten unseres bislang wirtschaftlich erfolgreichen Kleinstaates.

2. Die vorliegende Botschaft bestätigt die Fortführung der Politik des Bundesrates, wie sie vor der EWR-Abstimmung bestand. Der Bundesrat akzeptiert zwar formal in einem kurzen Satz den Volksentscheid, kehrt dann aber gleich wieder zum eigenen Kurs zurück und doziert hartnäckig die vom Volk verworfene Aussenpolitik weiter.

Völlig unhaltbar ist die Anmerkung auf Seite 5: «Das Resultat bedeutet, dass die Schweiz am europäischen Binnenmarkt nicht teilnehmen kann.» Das ist völlig absurd. Richtig ist, dass die Schweiz nach wie vor in diesem vertraglich und geographisch abgegrenzten Binnenmarkt tätig sein kann, nur unter erschwerten Bedingungen. Jetzt müssen wir einfach wieder wie in alten Zeiten härter und mit innovativen Marktleistungen gegen verschärfte Markteintrittsbarrieren kämpfen. Wie man das macht, scheinen einige kurzfristige Politiker bereits vergessen zu haben, oder sie haben es überhaupt noch nie gelernt.

3. Auf Seite 12 des Berichtes heisst es, man wolle den EWR-Beitritt unserem Volk erst wieder vorschlagen, wenn die innen- und aussenwirtschaftspolitischen Voraussetzungen dazu erfüllt seien. Auch zum EG-Beitritt ist auf Seite 13 zu lesen: «Beitrittsverhandlungen kommen freilich solange nicht in Betracht, als die äusseren und die inneren Grundlagen dafür nicht vorliegen.» Zu guter Letzt meint der Bundesrat, es wäre sein Ziel, sämtliche Optionen offenzuhalten und eine aktive Zusammenarbeit mit EG und Efta zu gewährleisten.

Diese Aussage lehnt die Fraktion der Auto-Partei klar ab, denn für uns gibt es nach dem 6. Dezember 1992 in der europäischen Integrationsfrage lediglich den Weg der bilateralen Abkommen und sonst vorderhand gar nichts. Ich frage mich bei solchen Erklärungen natürlich schon, wie weit entfernt von der Mehrheit unseres Volkes sich der Bundesrat eigentlich bewegen will. Die Aeusserung des CVP-Fraktionsprechers ist völlig daneben; er meinte, es müssten nur noch Vorbereitungsgespräche zum EG-Beitritt geführt werden.

4. Im Kapitel «Marktwirtschaftliche Erneuerung» erklärt der Bundesrat, dass sich neben stabilitätspolitischen auch gewisse ordnungspolitische Rahmenbedingungen im Vergleich zum Ausland verschlechtert hätten. Ja, da muss ich Sie schon fragen, wer denn hierzulande die Verantwortung für diesen Zustand trägt – doch sicher nicht die EG, sondern es war ein grosser Teil der Verantwortlichen hier in diesem Saal, die laufend nicht genug von neuen Gesetzeskorsetts hatten.

Wir unterstützen den Bundesrat aber selbstverständlich klar in folgender Aussage: «Es ist der Wille des Bundesrates, die in den letzten Jahren sichtbar verminderte Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Schweiz wiederherzustellen.» Dessen These «Es gilt, unsere internationale Konkurrenzfähigkeit insbesondere durch mehr Wettbewerb auf dem schweizerischen Binnenmarkt zu stärken» können wir aber nur akzeptieren, wenn er jetzt dafür sorgt, dass entsprechende Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft auch tatsächlich geschaffen werden. Ansonst werden wir einem Bankrott entgegenlaufen.

5. Dass wir unter dem Begriff *Swisslex* eine Reihe von Gesetzen aus dem ehemaligen *Eurolex*-Paket zur wirtschaftlichen Erneuerung wiederaufnehmen müssen, ist unbestritten. Es stellt sich aber die Frage, ob wir mit Katalogpositionen wie der Aenderung des Bundesgesetzes über den unlauteren Wettbewerb, Aenderung von Teilen des Obligationenrechts, einem Bundesgesetz über die Information und Mitsprache der Arbeitnehmer in den Betrieben oder der Aenderung des Arbeitsgesetzes nicht gerade das Gegenteil einer solchen Belebung bewirken.

Die Auto-Partei lehnt alle solche neuen Belastungen für unsere Industrie und unser Gewerbe klar ab; wir werden auch zusätzliche Begehren gewisser Systemveränderer in diesem Hause, welche darauf abzielen, unsere noch intakte Produktivität abzusenken, mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln bekämpfen.

Ich komme zum Fazit: Wir begrüessen grundsätzlich alle Bemühungen für ein umfassendes und weitreichendes wirtschaftliches Liberalisierungsprogramm. Viele dieser *Swisslex*-Vorlagen sind aus wirtschaftlicher Sicht – durchaus so schnell wie möglich – im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren zu verabschieden. Alle, aber auch alle Deregulierungsmöglichkeiten müssen jetzt ausgeschöpft werden; dazu gehören auch klare Ergänzungen im Bereich Finanzen, der Anschluss an Europa über Forschungs- und Bildungsprogramme, ein professionelles Konzept zur Aussenwirtschaftspolitik ausserhalb des EWR und unseres Erachtens vor allem ein verfassungsmässiger und institutioneller Schutz gegen die Erhöhung der Staatsquote.

Nach Abwägung aller positiven und negativen Aspekte dieser Botschaft sind wir zum Schluss gekommen, dass die Nachteile leider überwiegen.

Wir unterstützen deshalb die Rückweisungsanträge, um dem Bundesrat Gelegenheit zu geben, die gravierenden Mängel auszumerzen.

M. Borel François: Le groupe socialiste prendra acte du message du Conseil fédéral, entrera en matière, rejettera les propositions de renvoi du groupe DS/Ligue (Steffen) et de

M. Blocher, mais sans pouvoir dire que la lecture de ce rapport et la politique de ces derniers mois du Conseil fédéral ont provoqué de l'enthousiasme.

Au chapitre de l'intégration européenne, et pour relativiser les quelques critiques que je devrai énoncer à l'égard du gouvernement, un constat s'impose. On a dit, avant la votation du 6 décembre 1992, que ceux qui prônaient le non n'avaient pas d'alternatives concrètes. Or, il faut constater qu'aujourd'hui encore ces mêmes personnes n'ont toujours pas d'alternatives concrètes. Si on lit le «programme» de M. Blocher, c'est du réchauffé, du réchauffé et encore du réchauffé. Toutes ces questions sont débattues de longue date entre Conseil fédéral et Parlement au sein de commissions. Il y a peut-être une petite idée nouvelle, pour bien compliquer les choses, qui est de mêler encore la question des conséquences d'un accord du Gatt sur l'agriculture à ce dossier de notre intégration européenne.

Nous ne sommes pas d'accord, Messieurs les Conseillers fédéraux, avec votre politique actuelle, pour la raison suivante: vous dites maintenir toutes les options ouvertes. Cà, c'est la théorie. Mais ce que nous constatons en réalité, c'est que vous pratiquez l'«Alleingang», justement l'option que vous refusez. En fait, pour nous socialistes, il n'y a pas tellement d'options. Il y en a une, celle de l'«Alleingang» que nous rejetons, et une autre, celle de l'intégration européenne que nous soutenons. La voie des négociations bilatérales est bouchée; nous le voyons d'abord aux résultats des actuelles négociations. Et ensuite nous devons constater qu'en matière de relations internationales on fait de plus en plus des accords multilatéraux, de moins en moins des accords bilatéraux. Que cela plaise ou non à certains députés de l'UDC, nous devons tenir compte de cette réalité des relations internationales.

Toutefois, nous n'excluons absolument pas qu'il puisse y avoir, de cas en cas, quelques petites réussites en matière de négociations bilatérales, mais seulement si la volonté claire d'une intégration européenne est exprimée par notre gouvernement. A ce moment-là, comme sous-produit, comme étape intermédiaire, pour résoudre un petit problème concret, il n'est pas exclu qu'une négociation bilatérale aboutisse, mais l'option négociations bilatérales, accords bilatéraux n'est, au mieux, pour nous, qu'un «Alleingang plus», et nous ne voudrions pas que le Conseil fédéral perde trop de temps à explorer encore longtemps cette voie. Notre option est l'intégration européenne.

Le but à long terme du gouvernement était l'adhésion, il doit le rester. Nous demandons donc fermement au Conseil fédéral de ne pas retirer sa demande d'ouverture de négociations. Nous l'encourageons même à ne pas donner trop de signes, afin d'éviter que l'avis de la Commission ne vienne jamais. Je crois que la négociation prendra du temps et que, pour faire avancer les idées au sein de la Suisse, nous devons savoir de quoi nous parlons. Il est donc opportun de connaître bientôt cet avis.

L'intégration européenne se fera, à vues humaines aujourd'hui, en deux étapes, en passant par l'Espace économique européen. C'est la solution qui semble réaliste aujourd'hui. Nous attendons donc du Conseil fédéral qu'il maintienne ce cap et qu'il le dise haut et fort, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour maintenir son crédit, pour qu'il soit clair qu'il sait où il va et qu'il ne donne pas l'impression de naviguer à vue.

Nous souhaitons que le Conseil fédéral ait pour objectif l'ouverture de négociations globales, au plus tard au début de l'année prochaine, mais sans donner à ces négociations, pour l'instant, des titres tels que «négociations en vue d'une nouvelle version de l'Espace économique européen», ou «négociations en vue d'une adhésion». Laissons les choses floues pour le moment. Le Conseil fédéral aurait de cette façon six mois pour déterminer un mandat à l'intention de ses négociateurs.

N'oublions pas, par ailleurs, que l'Espace économique européen et le fait de voter ou non une deuxième fois sur cet objet ne pourront être oubliés ni par le gouvernement ni par le Parlement, car une initiative populaire est en voie d'aboutir, et cette question sera forcément à l'ordre du jour de nos délibérations d'ici quelque temps.

Un mot concernant la formation et l'information. Le Conseil fédéral insiste sur la nécessité de former le personnel de son administration à la question européenne, au développement européen. Nous ne pouvons que l'appuyer. Nous pensons qu'une des raisons du non était due au manque de préparation de l'administration fédérale. Bien des personnes se sont donné beaucoup de peine en peu de temps, c'est clair, mais la formation mériterait d'être beaucoup plus large au sein de l'administration fédérale.

Quant à l'information de la population, on a déjà dit à plusieurs reprises dans ce débat que le Conseil fédéral ne parlait pratiquement pas d'une analyse concernant les causes du non dans ce rapport. Pour moi, une des causes du non, c'est que, relativement vite pour le peuple suisse, le Conseil fédéral a pris un virage à 180 degrés, qui n'a pas été compris, et nous constatons à l'heure actuelle qu'après un effort d'information important avant les votations, nous sommes au creux de la vague; nous estimons que la ligne directrice claire «intégration européenne» doit être appuyée par une politique régulière d'information au sujet des intentions du gouvernement et du Parlement en la matière. C'est la seule manière de ne pas aboutir un jour à un nouveau non à une question similaire, posée peut-être sous une autre forme, concernant notre rapprochement de l'Europe.

Une autre raison du non me paraît importante: j'ai cru ressentir, en tout cas au sein de l'électorat socialiste, que la raison principale des rares personnes qui ont voté non était leur crainte que la question des travailleurs immigrés ne soit que mal réglée. Nous avons besoin ici de savoir que si nous venons avec une nouvelle proposition, des mesures claires d'accompagnement devront être formulées. Nous encourageons donc le Conseil fédéral à aller dans la voie de l'intégration européenne: retrouvons nos manches, négocions à l'extérieur, informons à l'intérieur.

Je passe au chapitre régénération de l'économie. C'est la volonté du Conseil fédéral «de redonner à la place économique suisse l'attrait qu'elle a visiblement perdu ces dernières années». Je cite le rapport du Conseil fédéral, page 18. Et il en reste pratiquement là dans l'analyse de la situation. Nous estimons que, relativement vite, il serait opportun de poursuivre un peu cette analyse pour savoir quelles sont les causes de la perte de cet attrait pour notre place économique. En effet, on entend de la part de la droite un certain nombre de slogans et il semblerait que toutes les solutions devraient venir de l'Etat, ce qui est un peu étonnant de la part de tous ceux qui prônent le «moins d'Etat». Lorsqu'on creuse un peu, on entend, surtout de la part de chefs d'entreprises, les mots «moins d'impôts», et à part ça pas grand-chose!

Dans un pays, que l'on sait être parmi les pays industrialisés où la pression fiscale est la plus faible, ça m'étonne que seule cette solution soit proposée. Il y a probablement d'autres facteurs qui expliquent les difficultés de notre économie. Nos dirigeants d'entreprise sont devenus, en comparaison internationale, moins compétents; nos entreprises, moins bien organisées pour affronter la concurrence; et nous sommes devenus moins fiables et moins innovateurs que beaucoup d'autres, bref nous nous sommes endormis sur nos lauriers. Nous attendons donc du Conseil fédéral une analyse fouillée pour pouvoir expliquer à nos partenaires de l'économie privée dans quelle mesure – bien sûr, la Confédération peut un petit peu les aider pour la relance –, mais dans quelle mesure beaucoup plus importante, ils doivent d'abord commencer par s'aider eux-mêmes.

Dans l'ensemble, nous entrerons en matière sur les propositions précisément formulées sur lesquelles nous voterons à cette session encore et sur le calendrier du Conseil fédéral. Nous constatons qu'en matière de cartel le Conseil fédéral est beaucoup trop prudent. Nous souhaitons une loi eurocompatible interdisant les cartels, sauf exception, et réglant la surveillance des fusions. Nous considérons aussi que la petite phrase qui concerne le travail de nuit ne permet pas pour l'instant notre adhésion. Nous attendons de connaître plus précisément les intentions du Conseil fédéral en la matière, avant de dire si nous pourrions ou non adhérer à son point de vue. Pour l'instant, le fait de mettre sur un pied d'égalité la question

des soldes dans les magasins et celle, beaucoup plus controversée, du travail de nuit, nous paraît être un mauvais indice; nous attendons du Conseil fédéral qu'il arrive, dans ce domaine très délicat, avec une solution socialement équilibrée. Nous prendrons acte du rapport et rejetterons les propositions de renvoi du groupe DS/Ligue (Steffen) et de M. Blocher.

Iten Joseph: Unter dem Gesichtspunkt der Volkswirtschaft hat die Schweiz seit dem 6. Dezember 1992 ein anderes europapolitisches Gesicht. Das wirtschaftliche Umfeld ist deshalb neu zu definieren, und die Verantwortlichen in diesem Land haben sich auf diese neue Situation einzustellen. Es sind neue Strategien gesucht.

Die erste Strategie – meine ich – oder der erste Schritt zur Schaffung von neuen Arbeitsplätzen ist, dafür zu sorgen, dass von den bisherigen keine verlorengehen. Wenn wir jetzt von der Revitalisierung der Wirtschaft reden, dann kann und darf ich hier nicht schweigen zu einem Thema, das den grössten Arbeitgeber meines Kantons, die Pilatus-Flugzeugwerke in Stans, betrifft. Zu diesem Thema möchte ich in dieser Debatte auch vom Bundesrat etwas hören.

Stellen Sie sich einmal vor, was sich hier auf der Tribüne abspielen würde, wenn in Ihrem Kanton oder in einem sehr grossen Kanton der Weiterbestand des grössten Arbeitgebers gerade in der jetzigen schwierigen Phase davon abhängen würde, ob der Bundesrat ein Exportgeschäft bewilligt oder nicht! Ein Exportgeschäft, das in der gleichen Art bisher zwar nicht unkritisiert, aber doch bewilligt war und jetzt in der schwierigsten und entscheidendsten Phase des Unternehmens nicht mehr toleriert werden soll.

Dass der Export von PC-7-Flugzeugen politisch nicht mehr unumstritten ist, ist auch der Bevölkerung und den Behörden meines Kantons bekannt. Man hat der Unternehmensführung empfohlen, ihre langfristigen Unternehmensziele in verschiedenen Etappen vermehrt auf den zivilen Flugsektor auszurichten. Vor wenigen Monaten haben wir von der Entwicklung des PC-12 als ziviles Personentransportflugzeug Kenntnis genommen. Es ist aber eine betriebswirtschaftlich einleuchtende Argumentation, dass die Erträge aus dem Export des PC-7 jetzt dringend gebraucht werden für den weiteren Aufbau und vor allem auch für einen überzeugenden Marktauftritt für den PC-12, also für das zivile Personentransportflugzeug.

Wenn der Bundesrat die Ausfuhrbewilligung, die zurzeit bei ihm hängig ist, verweigert, geschehen drei Dinge:

Es fehlen die Mittel für die weitere Marktorientierung in Richtung Zivillflugzeuge; es wird das Projekt der Zivillflugzeuge wegfallen oder jedenfalls in höchstem Masse gefährdet sein; und schliesslich – das ist der wichtigste Punkt in der jetzigen Debatte –: Der grösste Arbeitgeber meines Kantons wird in der wohl kritischsten Phase seiner Geschichte und der Volkswirtschaft des Kantons enorm viele Stellen abbauen müssen. Es wird Ihnen dann nicht gelingen, diesen Frauen und Männern und ihren Familien zu erklären, welche Motive den Ausschlag gaben, dass ausgerechnet im jetzigen Zeitpunkt die Exportbewilligung verweigert wird. Jedenfalls wird der Hinweis auf die Empfehlung einer Uno-Kommission nicht ausreichen – um so mehr, als sich in der Belegschaft dieses Unternehmens hartnäckig die Ueberzeugung hält, es hätten vor allem konkurrenzierende Staaten diesen Entscheid gewünscht und gefördert. Sollte sich diese Vermutung tatsächlich erhärten, käme zur wirtschaftlichen und zur sozialen Katastrophe auch noch eine politische.

Die Regierung, die Geschäftsleitung und die Belegschaft sind bereit, mit dem Bundesrat zusammenzuarbeiten, um das Problem, das sich bei jeder kritischen Exportbewilligung für sie stellt, langfristig zu lösen, aber es braucht noch etwas Zeit dafür. Sie können die zeitlichen Vorgaben konkretisieren, Sie können auch technische Vorgaben konkretisieren. Aber lösen Sie bitte nicht gerade jetzt diese soziale Katastrophe aus, in einem Kanton, der weiss Gott diesem Land auch in anderen öffentlichen Bereichen seine Leistungen zu erbringen hat! Für uns heisst Revitalisierung der Wirtschaft: zuerst zu dem Sorge tragen, was man hat.

Rechsteiner: Ich bin sehr verwundert darüber, dass Herr Iten Joseph jetzt nicht zum EWR gesprochen hat, sondern eine Lobbyrede zugunsten des völkerrechtswidrigen Exportes des PC-7 gehalten hat. Es geht nicht an, an diesem Ort und in diesem Zusammenhang mit diesem Geschäft nun Lobbyarbeit für den PC-7 zu machen. Der Bundesrat ist aufzufordern, dieses völkerrechtswidrige Geschäft endlich zu verbieten. Dass es umgekehrt in Nidwalden endlich eine Konversion braucht, ist ebenso klar.

Nebiker: Zu diesem interessanten Intermezzo wäre noch beizutragen, dass die Unsicherheit bezüglich Export vom PC-7 viel mehr Arbeitsplätze gefährdet, als beispielsweise durch das Konsumkreditgesetz gefördert werden, das im Swisslex-Programm enthalten ist – das nur nebenbei gesagt.

Ich möchte mich nur zum dritten Teil der Botschaft äussern, zur Wiederaufnahme der Eurolex-Vorlagen, zu den Eurolex-Vorlagen, die sich zur Swisslex mutiert haben. In der Tierzucht sind Mutationen nur mit Genmanipulation möglich.

Wie Sie wissen, habe ich mich sehr intensiv für den EWR eingesetzt. Die Stimmbürger haben nun einmal anders entschieden, und das ist zu akzeptieren. Die Mehrheit der Schweizerinnen und Schweizer wollen eine möglichst eigenständige Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik. Die Zusammenarbeit mit der EG, mit den europäischen Staaten, aber auch mit der übrigen Welt soll über bilaterale Verhandlungen weiterentwickelt werden.

Es geht nun darum, diesen Weg konsequent zu beschreiten, auch wenn er mühsam ist. Der Bundesrat will aber nicht nur diesen einen Weg einschlagen, sondern gleichzeitig drei verschiedene Wege gehen: Er will auch ein bisschen EWR und ein bisschen EG gleichzeitig vertreten. Das führt zu einer unklaren Sowohl-als-auch-Politik, zum unmöglichen Versuch, drei verschiedene Wege gleichzeitig zu beschreiten, zum Anstreben von drei Zielen, die sich selbst widersprechen.

Diese Schaukelpolitik findet auch im Swisslex-Programm ihren Niederschlag; Sie sehen das beispielsweise bei der Zielsetzung der Swisslex-Vorlagen auf Seite 30 der Botschaft. Laut Bundesrat soll die Wiederaufnahme von Eurolex-Vorlagen erstens «dazu beitragen, unser Recht eurokompatibel zu machen». Eurokompatibilität für sich allein kann doch kein Ziel sein, das ist zuwenig konkret. Es geht vielmehr darum, dass wir aufgrund eigener Gesetze möglichst wettbewerbsfähig sind, dass wir uns im harten Wettbewerbskampf keine hausgemachten Schwierigkeiten bereiten. Unsere Gesetze müssen besser oder liberaler sein; wenn sie dann auch noch eurokompatibel sind, schadet das nichts, aber als Zielsetzung ist das zu kurz gegriffen. Natürlich ist es auch angezeigt, Gesetzesänderungen anzustreben, dort wo es notwendig ist, damit wir die bilateralen Verhandlungen erleichtern, oder überhaupt entsprechende Abkommen abschliessen können.

Mit dem zweiten Ziel der Swisslex-Vorlagen, «einen Beitrag zur Erneuerung der schweizerischen Wirtschaft leisten», sind wir vollumfänglich einverstanden, das muss unser wichtigstes Anliegen sein.

Aber mit dem dritten Ziel, «die Realisierung verschiedener gesellschaftspolitischer Reformen erleichtern», kann sich die SVP-Fraktion keineswegs befreunden. Abgesehen vom formellen Mangel, nämlich die Vernehmlassungsverfahren überhaupt nicht durchzuführen, machen wir damit meist genau das Gegenteil von dem, was dem Wirtschaftsstandort Schweiz not tut: Wir schaffen mehr Vorschriften statt solche abzubauen; wir schränken ohne Gegenrechte und Reziprozität unseren Handlungsspielraum ein; wir vergeben unsere Trümpfe für bilaterale Verhandlungen.

Europäischer Standard ist nicht auf alle Fälle besser. Was zählt, sind bessere Bedingungen für den Arbeitsplatz Schweiz; nur so können neue Arbeitsplätze geschaffen werden und bestehende erhalten bleiben.

Wenn man im Sinne des Volksentscheides eine konsequente Aussenpolitik und Aussenwirtschaftspolitik zu verfolgen hat, dann können nur die folgenden Zielsetzungen und Kriterien für die Auswahl der Swisslex-Geschäfte Geltung haben:

1. Stärkung und Verbesserung der Schweizer Wirtschaft und ihrer Wettbewerbsfähigkeit sowie eine marktwirtschaftliche Erneuerung;
 2. Stärkung der Verhandlungspositionen der Schweiz für bilaterale Verhandlungen, das heisst, auch Reziprozität beanspruchen;
 3. Verbesserung der Grundlage für die Handelsbeziehungen zur EG, den europäischen und den übrigen Ländern.
- Alles andere ist – wenn überhaupt nötig – auf das übliche Gesetzgebungsverfahren mit Vernehmlassungsverfahren usw. zu verweisen. Dazu brauchen wir den Sonderzug Swisslex nicht.

Ich möchte zum Schluss den Bundesrat auffordern, nun konsequent den Weg der sogenannten bilateralen Verhandlungen zu gehen und nicht nach andern Optionen zu schieben. Andere Optionen werden auch bei bilateralen Verhandlungen nicht verunmöglicht. Wenn sich die Verhältnisse ändern, können auch andere Formen der Integration richtig sein. Wir schlagen mit bilateralen Verhandlungen keine anderen integrationspolitischen Möglichkeiten aus. Dieser «bilaterale» Weg muss aber konsequent verfolgt werden: Wir müssen günstige Voraussetzungen schaffen, damit die Verhandlungen tatsächlich ein Ziel erreichen können. Alles andere, das Spiel mit Optionen, schwächt unsere Verhandlungspositionen.

Wir von der SVP-Fraktion werden deshalb die Swisslex-Vorlagen in diesem Sinne prüfen und differenziert beurteilen, welche tatsächlich notwendig sind und welche nicht.

M^{me} Gardiol: Je ressens ce message comme un S.O.S du Conseil fédéral pour qu'on l'aide à retrouver son dynamisme et que l'on relativise ses craintes. Face à la situation politique et économique, ce message est trop timoré, trop prudent. Il faudrait plus d'imagination et de courage. C'est un message d'apaisement et d'équilibre alors que nous avons besoin d'audace, d'une vision de la politique extérieure claire et précise afin de vivifier la politique intérieure; elle devrait être marquée par une volonté d'ouverture et de coopération avec les autres pays européens de l'Est et de l'Ouest.

Le message montre sa faiblesse quant à la stratégie du Conseil fédéral en ce qui concerne la politique d'adhésion à la Communauté européenne. Cette politique n'est pas enterrée, mais elle n'est pas active. Elle reste à l'arrière-plan. La majorité des écologistes estime qu'il est temps de rendre public l'avis de la Communauté européenne sur la demande d'adhésion de la Suisse et de dire aux citoyens suisses quels sont les points de discussion, de concessions demandées, de négociation avec la CE. Il faut préparer le terrain helvétique dès maintenant afin que l'entrée en négociation puisse démarrer dès que possible. Ne pas retirer la demande d'adhésion est une chose, mais travailler pour qu'elle puisse être possible en est une autre. Les analyses, suite au rejet serré du 6 décembre 1992, nous disent que les partisans de l'accord sont entrés trop tard dans la danse. Ne répétons donc pas les erreurs du passé. Du reste, Jean de La Fontaine nous le disait déjà: «Rien ne sert de courir, il faut partir à point.» Et c'est bien ça que je demande maintenant.

Le message affirme à plusieurs reprises que le Conseil fédéral, dans son programme de revitalisation, ne remet pas en cause les acquis sociaux et environnementaux. C'est très bien. Mais que va-t-il entreprendre pratiquement pour réaliser cet objectif? Quelles garanties nous offre-t-il, par exemple, face aux demandes de M. Blocher et de ses amis lorsqu'ils réclament le démantèlement de notre législation sur la protection de l'environnement? Avons-nous une réponse?

Sur d'autres points encore j'aimerais voir comment ces acquis sociaux et environnementaux seront respectés, par exemple face à l'augmentation du chômage, face à la dépression du marché du travail. Nous souhaitons des mesures anticycliques favorables à l'environnement. Donner la priorité aux travaux d'économie d'énergie, d'isolation, de production d'énergies renouvelables: il y a là de grandes réserves pour la création d'emplois. Le Conseil fédéral envisage-t-il un soutien à l'innovation, en particulier à l'innovation écologique pour favoriser la création de places de travail dans ce sens?

Le message, page 23, parle du recrutement de cadres et de

spécialistes à l'étranger, pourquoi le lier à la politique fort contestable des trois cercles qui est plus proche de considérations racistes que d'une réflexion économique? Mais surtout, en Suisse, nous avons de nombreuses femmes bien formées qui ne peuvent exercer leur profession à cause des lacunes dans la politique scolaire et sociale. Le Conseil fédéral a-t-il des propositions à nous faire pour un meilleur usage de toutes ces forces?

Il serait peut-être aussi le moment de parler des intentions du Conseil fédéral à propos du travail et des emplois à temps partiel. Le postulat de M. Rebeaud a été accepté. Où en est maintenant l'étude?

Pour terminer, quelques mots sur l'Uruguay Round. Le message, page 13, mentionne les intentions du Conseil fédéral de contribuer à l'achèvement de l'Uruguay Round. Je comprends bien le sens d'achever, dans le sens de mener à bien et non pas de donner le coup de grâce. En accord avec les informations du message, je considère qu'il s'agit de mettre l'accent sur l'écologie et la vérité des prix avant la fin de ces négociations. C'est un créneau essentiel sur lequel nos négociateurs devraient se profiler. Le vice-président américain, Al Gore, est très clair lorsqu'il dit: «Les gouvernements doivent exiger l'introduction de critères de protection de l'environnement dans les traités et accords internationaux, y compris dans les accords commerciaux.» Nos négociateurs devraient donc trouver des alliés pour soutenir des propositions dans ce sens. Si l'initiative venait des Etats-Unis, ou d'ailleurs, nos négociateurs soutiendraient-ils ce point de vue? Il est plus important à nos yeux de faire aboutir dans le cadre de l'Uruguay Round ces propositions que de le boucler rapidement. La Suisse peut prendre une position de pointe dans ce domaine et faire avancer cette idée. Les politiques extérieure et intérieure prenant appui sur des idées identiques se renforceraient donc mutuellement.

Dünki: Als Vertreter einer kleinen Minderheit in diesem Rat möchte ich ganz kurz zum Folgeprogramm des Bundesrates und zu einigen Grundsatzfragen Stellung nehmen.

Das Nein des Schweizervolkes zum EWR-Vertrag ist eine Tatsache, die wir zu akzeptieren haben, ob uns das passt oder nicht. Dabei spielt es wirklich keine Rolle, wie gross der Stimmenunterschied war. Es ist deshalb richtig, dass der Bundesrat von sich aus keine Bemühungen unternimmt, eine neue Volksabstimmung in die Wege zu leiten. Wenn ein solches Begehren von der Basis her kommt, wenn also die Volksinitiative zustande kommt, ist es ja unsere Pflicht und Aufgabe, wieder über diese Frage zu sprechen.

Wir loben den Bundesrat, dass er trotzdem nach vorne schaut und uns ein einigermassen ausgewogenes Gesamtpaket unterbreitet, das uns erlaubt, Verbesserungen zu beschliessen, um zu retten, was überhaupt noch zu retten ist. Wir ermuntern ihn auch, bilaterale Verhandlungen aufzunehmen, und zwar in allen Bereichen, wo wir auf Vereinbarungen mit EG-Staaten angewiesen sind. Es wäre aber gefährlich, wenn wir uns in bilaterale Verhandlungen über Gegenstände einlassen würden, an denen die EG einseitig interessiert ist. Wir sollten unsere Trümpfe nicht allzufrüh aus der Hand geben.

Wir haben Verständnis dafür, dass im Moment die wirtschaftlichen Fragen im Vordergrund stehen, denn jetzt geht es ums Ueberleben. Der wirtschaftliche Konkurrenzkampf wird ohne Zweifel härter werden. Darüber dürfte in allen Lagern Einigkeit herrschen. Ich möchte aber den Bundesrat bitten, bei der veränderten Situation auch die Stellung der Arbeitnehmer nicht zu vergessen. Die eigenständige Anpassung des schweizerischen Rechts an die europäischen Verhältnisse muss so erfolgen, dass auch die Interessen der Arbeitnehmer voll gewahrt werden. Der Schutz der schweizerischen Arbeitnehmer und die soziale Sicherheit der Unselbständigerwerbenden müssen auch erste Priorität erhalten.

Der innenpolitische soziale Friede kann nur erhalten bleiben, wenn die Integrationsbemühungen nicht einseitig zugunsten der Unternehmergewinne gestaltet werden. Ohne qualifizierte, motivierte und zufriedene Arbeiter und Angestellte kommt die schweizerische Wirtschaft auch in Zukunft nicht aus. Mit der Technik können wir nicht alle Arbeitskräfte erset-

zen. Wir begrüessen deshalb die Absichtserklärung, dass nebst der Gestaltung einer zukunftsorientierten Berufsbildung auch der Arbeitsmarktpolitik volle Beachtung geschenkt werden soll.

Wir lehnen aber das Dreikreismodell, wie es der Bundesrat 1991 vorgestellt hat, nach wie vor ab. Es ist falsch, ein neues Kontingent von qualifizierten ausländischen Arbeitskräften zu schaffen, ohne an einem anderen Ort abzubauen. Eine Gesamtplafonierung muss angestrebt werden. Eine nochmalige Erhöhung des Ausländerbestandes lehnen wir in Zeiten der Rezession ab.

Wegen des EWR-Neins dürfen wir auf keinen Fall den Anschluss an europäische Bildungs- und Forschungsprogramme verpassen. Der Bundesrat muss beweisen, dass die Schweiz auf diesem Gebiet auch etwas einbringen kann. Wir wollen von der Europäischen Gemeinschaft nicht nur profitieren; wir haben auch etwas zu geben. Ich bin davon überzeugt, dass uns – beachten wir diesen Gesichtspunkt – die Türen geöffnet werden, wenn wir anknöpfen.

Im weiteren wäre ich dankbar, wenn der Bundesrat seine Verantwortung gegenüber der bedrohten Umwelt im Rahmen der Gespräche mit der EG besser wahrnehmen würde. Es darf keinen Rückschritt geben.

Ich bin mir voll bewusst, dass bei der heute zu diskutierenden künftigen Europapolitik der Schweiz das wirtschaftliche Element im Vordergrund steht. Andere Zielsetzungen unserer Aussenpolitik sind bei dieser Vorlage nicht anvisiert. Auch die Sicherheitspolitik ist mit keinem Wort erwähnt. Der Bundesrat schreibt aber in seinem Bericht, dass er alle Optionen offenhalten will, was die künftige Europapolitik der Schweiz betrifft. Heute geht es tatsächlich nur um eine Verbesserung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen.

Trotzdem müssen wir unsere Aussenpolitik in einem Gesamtrahmen betrachten. Darum erlaube ich mir eine unkonventionelle Frage; die Antwort darauf dürfte viele Schweizerinnen und Schweizer interessieren. Ich habe einem Zeitungsbericht entnommen, dass im Moment im Gesamtbundesrat die Frage verhandelt wird, wie das künftige Sicherheitskonzept der Schweiz aussehen solle. Es soll geprüft werden – immer nach den Ausführungen dieser Zeitung –, ob sich die Schweiz nicht der europäischen Verteidigungsgemeinschaft annähern sollte. Für mich würde das bedeuten, dass wir die bewaffnete Neutralität aufgeben müssten, wenn ein Schulterchluss mit der Nato stattfände. Ob dies richtig ist oder nicht, interessiert mich im Moment nicht. Ich finde nur, dass ein EWR- oder EG-Beitritt der Schweiz in einem ganz anderen Licht beurteilt werden müsste, wenn die Schweiz in Zukunft nicht an der bewaffneten Neutralität festhielte.

Ich frage deshalb den Bundesrat in diesem Zusammenhang an: Stimmt es, dass solche Bestrebungen im Gange sind? Sucht der Bundesrat bezüglich unserer militärischen Landesverteidigung einen Kurs Richtung Europa bzw. Richtung Nato? Wenn es sich nicht um eine sogenannte Zeitungssente handelt, wäre es angebracht, dass wir sehr bald unsere künftige Europapolitik – inklusive Sicherheitspolitik – einer Gesamtüberprüfung unterziehen. Wenn wir auf diesem Gebiet irgendeine Option anstreben, dürfen die rein wirtschaftlichen Ueberlegungen nicht mehr isoliert betrachtet werden, dann geht es wirklich um sehr viel mehr.

Zum Schluss danken wir dem Bundesrat für seinen umfassenden und relativ guten Bericht in der Botschaft. Wir unterstützen das Folgeprogramm nach dem EWR-Nein. Wir lehnen die Rückweisungsanträge Blocher bzw. der SD/Lega-Fraktion entschieden ab.

Präsident: Das Wort hat Herr Tschopp. Als gezielte Auflockerung der langatmigen Debatte wünsche ich ihm Happy Birthday! (Beifall)

M. Tschopp: Je vous remercie infiniment de ces applaudissements, encore qu'il n'y a pas de mérite à ajouter une année de plus à un certain nombre d'années, mais enfin, merci!

Avec mon groupe et en tant que radical, j'ai pris connaissance de ce message avec grand intérêt, quelquefois avec un peu de déception, mais puisque c'est un rapport intermédiaire, j'ap-

prouve son contenu et, évidemment, je plaide contre les propositions de non-entrée en matière qui nous ont été présentées.

Il n'aura pas échappé à votre sagacité de constater que ce rapport est intermédiaire, puisqu'il interrompt momentanément une série de trois rapports dits sur l'intégration et se contente, à chaud, de présenter un programme consécutif au rejet de l'Accord sur l'EEE. On admet le verdict, c'est normal; d'autres ont aussi des accidents de parcours marqués d'élections parlementaires qui voient des changements de gouvernement ou encore de présidence, qui touchent évidemment aussi les efforts internationaux en matière d'intégration. On met l'accent sur un programme de revitalisation – j'y reviendrai –, on fait l'effort de rendre eurocompatible notre législation, et on dit qu'on veut laisser, en matière de politique extérieure, les options ouvertes. Plus question de but pour le moment.

Sur le front extérieur – là je fais référence à ces options –, nos possibilités sont extrêmement limitées. Nous avons été amenés à suivre l'événement, l'événement s'imposera à nous, ce n'est pas nous qui pouvons véritablement choisir les options, ce n'est pas nous qui pouvons fixer les cadences, mais sur le front intérieur, nous sommes forts; nous pouvons être performants.

Toutefois, je regrette personnellement, et ce sera le centre de mon intervention, qu'on exagère le côté économique des problèmes qui se posent à nous. Certes, notre économie va mal, certes nous avons toutes sortes d'artérioscléroses dans nos façons de nous y prendre avec l'économie et avec la régulation étatique de celle-ci, mais, fondamentalement, je vous pose la question suivante: avons-nous déjà oublié les discours que nous avons tenus avant le 6 décembre 1992, discours qui comportaient toujours un couplet qui soulignait que l'Espace économique européen n'était pas seulement une construction mercantile, mais qu'il ouvrait aussi des perspectives culturelles, de formation et de recherche scientifique? Sur ce plan-là, le moins qu'on puisse dire, Messieurs les Conseillers fédéraux, c'est que votre programme consécutif à l'échec pêche par une modestie telle que je dois diagnostiquer une assez large absence de ces problèmes culturels et de formation.

Et pourtant, si l'on peut, avec M. Blocher, se réjouir de la bonne tenue de la bourse, qui marche formidablement bien, si l'on peut applaudir, du côté des banques, à cette arrivée en masse de capitaux, il est un capital qui est déjà en train de ranger ses affaires pour partir: le capital «savoir». Là, les discriminations sont fortes. J'ai l'honneur d'être dans une faculté où nous avons déjà enregistré deux démissions d'éminents spécialistes en informatique de gestion dont nous étions fiers; ils sont partis, l'un pour Paris, l'autre pour la CE directement, puisqu'ils trouvent que les discriminations dont ils font l'objet dans leur travail sont trop fortes. De plus, les cerveaux sont en panne puisque l'accès à des infrastructures de formation, notamment postgrade, au large de l'Europe, est de plus en plus restreint.

Nous parlons tout le temps de revitalisation en termes productivistes, et nous nous concentrons essentiellement sur la productivité de l'Etat et sur celle de l'économie privée. J'en appelle pour ma part de mes vœux à un effort de revitalisation de la scène universitaire suisse au sens le plus large. Je vois peu d'efforts qui promettent des concrétisations de ce côté-là; et j'en appelle aussi de mes vœux – et là je me permets de faire allusion à mon récent rôle de président de la Commission fédérale du cinéma – à un effort sur le plan de la création culturelle. Aujourd'hui, ni dans la littérature, ni dans les arts en rapport avec le cinéma, ni dans la difficile construction des savoirs nouveaux, on ne peut se passer de l'Europe, et force nous est de constater que le bilatéralisme, cette option qui nous est imposée, sera extrêmement difficile – et ça a aussi été dit tout à l'heure déjà: on n'attend pas la Suisse, on attend peut-être quelquefois nos sous, mais enfin, il faut là aussi être modeste, nos contributions ne sont pas suffisantes pour nous rendre indispensables.

Je pense donc, et je termine par cette réflexion, que lorsque nous en serons de nouveau à la formulation du 4e rapport sur l'intégration, nous aurons un acquis en terme de revitalisation,

nous serons fiers de nos avances en terme de productivité et nous aurons, de ce fait-là, le loisir de consacrer une vingtaine de pages à ce qui fait fondamentalement la Suisse, car vous savez bien ce ne sont pas seulement les sous que nous gagnons, ce sont aussi les valeurs culturelles que nous développons.

Kühne: Wie alle anderen Milchbauern habe auch ich heute Mühe, die Sprache wiederzufinden. Aber ein Abschnitt auf Seite 13 der Botschaft hat mich trotzdem veranlasst, ans Rednerpult zu kommen. Der Bundesrat schreibt: «Was unsere Politik der Welt gegenüber betrifft, so beabsichtigen wir, unsere Außenwirtschaftspolitik weiterzuentwickeln und zu dynamisieren. Namentlich werden wir alles unternehmen, um zum erfolgreichen Abschluss der Uruguay-Runde des Gatt beizutragen, deren Ergebnis ebenfalls für unsere Beziehungen zur EG Geltung hat. Es sei indes betont, dass das Gatt für die Schweiz nicht den EWR ersetzen kann. Auch werden wir uns weiterhin aktiv an den Arbeiten der OECD und anderer Wirtschaftsorganisationen, namentlich im Nord-Süd-Bereich, aktiv beteiligen.»

Was heisst nun ein «Gatt-Abschluss»? Es gibt mehr oder weniger gravierende Schreckensszenarien – für meinen Berufsstand ist jedenfalls nur das möglich. Es könnte heissen: generelle Tarifierungen – nominaler Abbau der Tarife im Durchschnitt von 36 Prozent, mindestens 15 Prozent, auf der Basis der Jahre 1986 bis 1988 –; Einhalten von Importmöglichkeiten – minimale Importe bei allen Produkten.

Hier stellt sich die Frage: Was heisst «alle Produkte»? Heisst das zum Beispiel Milch und Milchprodukte als ein Produkt? Dann ist es kein Problem, weil wir ja Milchprodukte importieren. Wenn es aber heisst, innerhalb der Milchprodukte wieder jedes Erzeugnis für sich allein, dann haben wir enorme Probleme, wenn also 5 Prozent auch für Joghurt, für Pastmilch und für alle Produkte im Detail gelten würden.

Und zum Abbau innert sechs Jahren: Damit sind wir nun ganz und gar nicht einverstanden. Wir sind nicht bereit, alles zu übernehmen und alles zu unterschreiben. Viele Bauern haben sich nicht gegen den EWR als Trainingslager für den EG-Beitritt – als das ist er ja verkauft worden – gewehrt. Mit dem Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen hatte der Bundesrat ja die EWR-Abstimmung zu einem Multipack gemacht, indem EG-Beitritt und EWR-Abkommen vermischt wurden. Ich erinnere Sie an die schönen Kleber und die entsprechenden Inserate.

Diese Auswirkungen, wie sie beispielsweise im Vertragsentwurf von Herrn Dunkel im Zusammenhang mit dem Gatt genannt werden, wären für uns schlicht und einfach nicht zu verkraften. Und mit Patentlösungen wie der Einführung einer Lebensmittelsteuer kann ich überhaupt nichts anfangen. Ich komme schlicht und einfach nicht mehr nach, was damit bewirkt werden soll. Wenn wir die Konkurrenzfähigkeit zuerst steigern wollen und dann die Produkte wieder mit einer Lebensmittelsteuer verteuern, haben wir, namentlich gegenüber dem Einkaufstourismus, überhaupt keinen Vorteil geschaffen. Für die Landwirtschaft, insbesondere für Milch- und Milchprodukte, liegt der Markt im EWR. Hier gibt es einen Markt auf Gegenseitigkeit. Bei den übrigen Märkten sind wir wahrscheinlich fast ausschliesslich das Gegengeschäft für den Export von Gütern und Dienstleistungen. Nur einzig und allein dafür lassen wir uns nicht opfern; wir verlangen, dass unsere Interessen im Rahmen der Gatt-Verhandlungen auch nach dem EWR-Nein mit aller Konsequenz vertreten werden!

Frey Walter: Die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens ist in jeder Beziehung unbefriedigend. Weder die politische Standortbestimmung noch die vorgeschlagenen Massnahmen des Folgeprogramms können genügen.

Wenn Sie die Botschaft in bezug auf die politischen Standortbestimmungen studiert haben, dann ist etwas klar: nämlich dass die zukünftige politische Marschrichtung unklar ist. Man will sich alle Optionen und Wege offenhalten. Sie glauben das nicht? Dann lesen Sie in der Botschaft auf Seite 5 nach. Dort steht: «Dabei erachtet der Bundesrat es als nötig, auch künftig

dem Wandel der verschiedenen Meinungen in der Öffentlichkeit Rechnung zu tragen. In der Integrationspolitik wird es angezeigt sein, wieder zu einem gemeinsamen Nenner zurückzufinden. Erst dann wird sich abzeichnen können, welche Marschroute zu wählen sein wird und welcher Rhythmus dabei anzuwenden ist.»

Wer bestimmt denn, was «Wandel der Meinungen in der Öffentlichkeit» ist und wann der Zeitpunkt gekommen ist, um etwas zu tun, nämlich die Marschrichtung zu bestimmen? Dies wurde ja bereits getan. Am 6. Dezember des letzten Jahres haben das Volk – knapp, aber klar – und die Stände die EWR-Vorlage abgelehnt und damit indirekt auch die Option EG. Also hat der Bundesrat die Pflicht, den Weg zur Weltoffenheit über das Gatt zu beschreiten; in bezug auf die Europapolitik heisst das, er hat die Pflicht, den bilateralen Weg zu gehen.

Falls der Bundesrat an dieser Pflicht Zweifel erkennen lässt, macht sich Unsicherheit breit, im Volk und in der Wirtschaft, im In- und im Ausland. Was Unsicherheit bei Unternehmern und Konsumenten bedeutet, ist Ihnen auch klar. Unsichere Unternehmer und unsichere Konsumenten investieren respektive konsumieren nicht, und das lähmt die Wirtschaft.

Beim Folgeprogramm wurden ganz eindeutig falsche Prioritäten gesetzt. Wir müssen in erster Linie den Wettbewerbsstandort Schweiz stärken und erst in zweiter Linie auf die Europakompatibilität unserer Gesetzgebung achten. Punkte, wie sie im Rückweisungsantrag Blocher oder im Votum von Frau Zölch aufgezeigt wurden, sind solche Prioritäten.

Ich nenne sie absichtlich noch einmal: Abbau der Sperrfristen, Beschleunigung der Bewilligungsverfahren, Abbau wettbewerbsverzerrender Steuern, Vereinheitlichung der technischen Normen usw. Was haben wir im Folgeprogramm getan? Produkthaftpflicht, Mitwirkungsgesetz. Sicher ein Beitrag zur Europakompatibilität, aber kein Beitrag – jedenfalls kein entscheidender – zur Sicherung des Wettbewerbsstandortes Schweiz.

Die Botschaft ist zurückzuweisen, um dem Bundesrat Gelegenheit zu geben, auch die Wirtschaftssituation und die politische Situation der EG – Stichwort «Binnenmarkt 1993» – auszuleuchten, die Stärken der Schweiz besser darzustellen, die Handlungsfreiheit, die uns das EWR-Nein gebracht hat, im positiven Licht zu sehen und damit eine Verhandlungsbasis zu schaffen, die den bilateralen Weg überhaupt erst ermöglicht. Beim Folgeprogramm muss die Stärkung des Wettbewerbsstandortes Schweiz in erster Priorität beachtet werden, die Europakompatibilität in zweiter Priorität.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, der Rückweisung stattzugeben.

Thür: Frau Bär hat eine grundsätzliche Würdigung des Folgeprogramms aus grüner Sicht vorgenommen. Ich befasse mich zunächst mit einigen Aspekten der Swisslex-Vorlagen.

Der Bundesrat verfolgt mit ihnen drei Zielsetzungen. Erstens schlägt er unter dem Titel «Erneuerung der schweizerischen Wirtschaft» eine Reihe von Neuerungen vor, die den Abbau von Handelshemmnissen bezwecken. Mit dieser Absicht haben wir solange keine Mühe, als ökologische und soziale Erregenschaften nicht zur Diskussion stehen. In den vorgeschlagenen Fällen ist dies nicht der Fall, so dass wir diesen Vorschlägen folgen können.

Einverstanden ist die grüne Fraktion sodann mit dem zweiten Ziel, nämlich dass die Swisslex-Vorlagen gesellschaftliche Reformen erleichtern sollen. Die Vorlagen, die unter diese Zielsetzung fallen, tragen allerdings nur zaghafte der Tatsache Rechnung, dass der EWR wegen mangelnder sozialer und ökologischer Abfederung gescheitert ist.

Als drittes will der Bundesrat dem Grundsatz der Eurokompatibilität in einigen Vorlagen zum Durchbruch verhelfen. Dieses Ziel darf allerdings kein Selbstzweck werden. Aus unserer Sicht werden unter diesem Titel jene Vorlagen unterstützt, mit denen gegenüber dem heutigen Zustand tatsächlich ein Fortschritt erzielt werden kann. Das ist in den vorgeschlagenen Fällen der Fall, so dass die grüne Fraktion auch diesen Vorlagen zustimmen kann.

Insgesamt beurteilen wir die Swisslex-Vorlagen für sich betrachtet grundsätzlich positiv, obwohl damit kein grundsätzlicher

Erneuerungsschub ausgelöst wird. Dieses Gesetzespaket soll offensichtlich die Stellung der Schweiz in den nun notwendig werdenden bilateralen Verhandlungen stärken. Wir begrüssen in diesem Zusammenhang die Feststellung des Bundesrates, dass es nun darum gehe, durch bilaterale Vereinbarungen mit der EG und mit EG-Mitgliedstaaten eine konstruktive Zusammenarbeit zu erreichen. Allerdings haben wir gewisse Zweifel, ob der Bundesrat mit der notwendigen inneren Ueberzeugung an diese Aufgabe herangeht.

Nachdem vor dem 6. Dezember 1992 landauf, landab verkündet worden ist, solche Verhandlungen mit der EG seien künftig nicht mehr möglich, gewinnt man jetzt den Eindruck, es gehe den Verantwortlichen in erster Linie darum, zu beweisen, dass sich diese Prophezeiung als richtig erweist. Wir haben das peinliche Spiel mit dem Transitvertrag ja noch in sehr schlechter Erinnerung. Damals wurde im Rahmen der Neat-Verhandlungen erklärt, es brauche diesen Vertrag, weil die Swissair sonst nicht überleben könne, und kurz darauf wurde ohne Not der Transitvertrag unterschrieben, und zwar ohne verbindliche Zusicherung, dass die EG im Gegenzug bereit sei, mit der Schweiz ein Luftfahrtabkommen abzuschliessen. Wenn auf diese Weise starke Verhandlungspositionen der Schweiz preisgegeben werden, darf man sich nicht darüber wundern, dass der bilaterale Weg nicht sehr viel bringt.

Wir fordern den Bundesrat auf, diesen Pfad nun wirklich ernsthaft einzuschlagen. Das setzt aber voraus, dass man sich zunächst einmal die Frage stellt, wo die eigenen Stärken liegen, wo die andere Seite Interesse an Verhandlungen hat. Das ist leider zuwenig der Fall. Ich denke beispielsweise, dass das Saisonierstatut die Spanier und die Portugiesen ausserordentlich interessieren dürfte, und dass mit einer entsprechenden Offerte seitens der Schweiz sehr viel Goodwill erzielt werden könnte. Die grüne Fraktion würde es ausserordentlich begrüßen, wenn die Schweiz einen derartigen Schritt unternehme.

Noch ein Wort zu den Gatt-Verhandlungen: Wir teilen die Auffassung des Bundesrates, dass ihr Abschluss für unsere Wirtschaft sehr wichtig sein wird. Wir bezweifeln allerdings, dass die offizielle Informationstätigkeit der Bedeutung des Geschäftes wirklich genügend Rechnung trägt.

Wenn es gleich geht wie beim EWR-Vertrag, wird auch ein Gatt-Plebizit auf eine Niederlage hinauslaufen. Wir hoffen sehr, dass hier der Bundesrat rechtzeitig mehr Ueberzeugungsarbeit leistet und auch die dringenden Aktivitäten in inhaltlicher Hinsicht verstärkt – Stichwort: ökologischer Flankenschutz. Wenn es so ist, dass der liberalisierte Welthandel nicht mit entsprechendem ökologischem Flankenschutz begleitet wird, dann werden wir den Gatt-Vertrag im Volk nicht durchbringen.

Ich denke nicht, dass das Schweizervolk bereit sein wird, einen Gatt-Vertrag zu unterstützen, wenn nicht ökologische Sicherheiten eingebaut sind. Wir hoffen sehr, dass der Bundesrat in den laufenden Verhandlungen diesem Aspekt mehr Beachtung schenken wird.

M. Gros Jean-Michel: Lorsqu'il examine le volet «Régénération de l'économie de marché» de ce rapport, le groupe libéral éprouve trois sentiments: espoir, scepticisme, déception. Espoir, tout d'abord, parce que le langage est stimulant. Quand on parle d'amélioration des conditions-cadres de notre économie, et implicitement de libéralisation et de déréglementation, le groupe libéral ne peut évidemment que prêter une oreille favorablement attentive. Espoir aussi quant au fond: les cinq chapitres présentés, qui indiquent cinq domaines dont la concrétisation doit être sans doute très avancée au sein de l'administration, représentent la bonne voie à suivre. La transformation du droit de la concurrence, et de la loi sur les cartels en premier lieu, était au centre de la motion libérale que ce Parlement a acceptée en décembre dernier.

L'accélération des procédures, objet du chapitre 132.6, constitue bien sûr un élément indispensable à l'attrait que pourrait constituer notre pays pour de nouvelles entreprises. Encore faudrait-il que le maintien de l'acquis en matière de protection de l'environnement, d'ores et déjà indiqué dans le rapport comme une sorte de réserve, ne constitue pas d'avance un

outil de blocage ou un obstacle insurmontable à l'installation de nouvelles entreprises sur notre territoire. Les libéraux rappellent ici que pour eux l'absence de chômage est l'une des conditions essentielles à la qualité de la vie.

Quant à la création d'un marché intérieur suisse et la libéralisation des marchés publics, ces mesures ont aussi l'aval du groupe libéral, car le cloisonnement économique dans lequel se complait notre pays pourrait à terme se révéler suicidaire. La modification de la formation dans nos hautes écoles, de façon à ce que les diplômés soient mieux reconnus sur le plan européen, nous semble également nécessaire.

D'où vient, alors, que nous ne pouvons éviter de ressentir un certain scepticisme à la lecture de ce rapport? Il s'explique, sans doute, par la crainte que nous avons que la volonté politique qui devra présider à la concrétisation de ce programme ne fasse défaut à la suite des multiples procédures de consultation. En effet, il manque un volet au rapport du Conseil fédéral, c'est celui où l'on expliquerait comment notre pays en est arrivé là; comment ses décideurs ont réussi à le placer en position d'infériorité par rapport à ses concurrents. En bref, ce rapport ne désigne pas les responsables de la situation qui nous oblige aujourd'hui à songer à un programme de régénération de l'économie: que ce soit ceux qui, au sein du gouvernement, déclaraient il y a peu que la place financière suisse était trop importante, ceux qui, par le jeu des alliances et du sacro-saint compromis helvétique, ont voté des lois qui ont placé le pays dans la situation qu'il convient de corriger aujourd'hui, ceux qui, enfin – et je vise là bien sûr le Conseil fédéral dans sa collégialité –, ont placé le programme de la législature précédente sous le signe flou d'une soi-disant croissance qualitative. Alors, la question que se pose le groupe libéral est simple: ces acteurs politiques qui nous ont amenés là où nous en sommes et qui forment une majorité tant au législatif qu'à l'exécutif vont-ils tenir jusqu'au bout? A l'issue de la procédure de consultation sur les divers projets esquissés dans ce rapport, ces mêmes forces politiques qui ont consacré une Suisse qui a perdu ses avantages concurrentiels seront-elles prêtes à concrétiser leurs grandes déclarations sur la nécessité qu'il y a à restaurer libéralisme et capacité d'entreprendre dans notre pays? Nous ne le cachons pas, un sérieux doute nous saisit et nous nous réjouissons d'être rassurés à cet égard par ceux qui, conjoncture euphorique aidant, ont contribué à mettre en place les blocages dont nous tentons de nous débarrasser aujourd'hui.

Troisième sentiment des libéraux: la déception. C'est qu'il manque au moins trois éléments à une régénération efficace de notre économie. Pas un mot en faveur d'une libéralisation du marché immobilier. Certes, il est envisagé une accélération des procédures. Mais qu'en est-il des délais d'interdiction de revente des immeubles? Qu'en est-il de l'abrogation de la lex Friedrich? Ce dont nous entendons parler pour l'instant, c'est de la mise en consultation d'un futur droit foncier urbain qui prévoit pour l'essentiel le droit de préemption illimité des locataires et des collectivités publiques. Bel exemple de régénération, de libéralisation et de déréglementation! Pas un mot non plus des monopoles publics. Nous espérons pourtant trouver dans ce rapport quelques lignes concernant la nécessité d'ouvrir aux secteurs privés des marchés où les entreprises publiques et les régies fédérales exercent une position dominante. Déception, enfin, pour ce qui concerne la fiscalité: pas un mot non plus, mis à part sur la TVA que la Commission de l'économie et des redevances a eu bien du mal à imposer au Conseil fédéral. Mais c'est une fiscalité qui attire les entreprises, qui attire les bons contribuables que nous attendons. Pourquoi avoir honte du terme de «paradis fiscal» qui était attribué à notre pays il y a une vingtaine d'années? Il est décidément temps d'y songer à nouveau, pour qu'un pays qui s'est isolé par sa propre volonté demeure attractif pour les entreprises étrangères.

Bien sûr, le groupe libéral prendra acte de ce rapport. Bien qu'il n'aille pas assez loin, il constitue un premier pas et nous sommes conscients que le Conseil fédéral a besoin d'appui. Le problème que nous voyons, c'est que – vous le savez, Messieurs les Conseillers fédéraux – le soutien des dix conseillers nationaux libéraux ne suffit pas. Il faut obtenir un appui déter-

minant à la concrétisation de ce programme de libéralisation et à une suite de celui-ci concernant notamment le marché immobilier, la fiscalité et les monopoles publics. C'est donc bien les partis du centre qu'il faut convaincre et nous vous souhaitons beaucoup de succès dans cette tâche difficile.

Mauch Rolf: Ich möchte Ihnen drei Gedanken aus diesem weiten Themenbereich unterbreiten:

1. Ich gehe bei der aussen- und aussenwirtschaftspolitischen Lagebeurteilung von der augenfälligen Erfahrungstatsache aus, dass global gesehen der Supranationalismus seinen Zenit überschritten hat, dass der Wind den supranationalen Gebilden und Bestrebungen aller Art weltweit ins Gesicht bläst.

Das mag mehrere und unterschiedliche Gründe haben, die hier auszuleuchten die Zeit fehlt. Die Feststellung muss genügen, dass europa- wie weltweit der Trend einheitlich und eindeutig klar verläuft: los von den dominanten, regelungsdichten und monolithischen Grossblöcken mit allen ihren Machtansprüchen und vielfältigen Minderheitsproblemen zurück zu eigener Identität und Souveränität; Wahl eines eigenen Weges durch die kleineren Einheiten, aber Suche nach grösstmöglicher Zusammenarbeit mit möglichst vielen interessanten Partnern – jedoch unter Aufrechterhaltung der eigenen Selbständigkeit, der Selbstbestimmung der Völker.

Was sollte daran nicht richtig sein? Das wird der Weg der Zukunft zu einer weltweiten Friedensordnung in Freiheit sein. Voraussetzung dafür ist natürlich der gegenseitige Respekt zwischen den Völkern, die Achtung der Eigenart der anderen, die Fähigkeit zum Dialog. Das beginnt beim Einzelnen beziehungsweise bei der Erziehung.

Der Entscheid des Schweizer Souveräns über den Weg, den wir zu gehen gewillt und bereit sind, liegt durchaus auf der hier aufgezeigten weltweiten Linie der Zusammenarbeit in Unabhängigkeit. Unser Volk, das traditionell die Selbstbestimmung als das höchste politische Gut einstuft, wird in absehbarer Zeit nicht anders entscheiden; das steht für mich fest.

2. Welche Schlüsse sind daraus im Umfeld der europa- und weltweiten Verflechtung zu ziehen? Diese Frage darf nicht betriebswirtschaftlich eng gestellt und gelöst werden. Die staatspolitische Antwort ist für unser Land absolut und unzweifelhaft klar. Ich erteile sie mit den Worten des bewährten bundesrätlichen Experten, Prof. Dr. Heinz Hauser von der Hochschule St. Gallen, welcher unbestechlich festhält – das Zitat stammt aus der «Aussenwirtschaft», Heft 1/1993, Seiten 7 bis 36, unter dem Titel «Aussenwirtschaftliche Prioritäten» –: «Wenn auch widerwillig, so sollte man im Interesse der schweizerischen Wirtschaft akzeptieren, dass die schweizerische Aussenwirtschaftspolitik der nächsten Jahre ohne EWR-Vertrag oder EG-Mitgliedschaft geführt werden muss. Das ist unsere Option, zu der es keine Alternative für die nächste Zeit gibt.»

3. Aus zeitlichen Gründen komme ich zum Schluss, und ich möchte etwas ausserhalb des Rahmens eine Anfrage zu kürzlich veröffentlichten Zeitungsmeldungen stellen, wonach angeblich als Versuchsballone Papiere zur Durchführung einer weiteren EWR- oder EG-Abstimmung unter Umgehung des Ständemehrs produziert worden sein sollen. Abgesehen von der Unglaublichkeit dieser Gedankenspiele, möchte ich doch in allem Ernst Herrn Bundesrat Koller bitten, solchen Machenschaften kraft seiner unbestrittenen absoluten intellektuellen Redlichkeit den Boden zu entziehen und dafür zu sorgen, dass das Schweizervolk nicht zu befürchten braucht, über solchen Spässen den gesunden Humor zu verlieren.

Ich habe Vertrauen in die offene Dialogfähigkeit der Demokratie auch im Integrationsbereich.

4. Als Schlussfrage gestatte ich mir noch, den Bundesrat über den Verbleib meines Postulates vom 19. September 1991 anzufragen, in dem ich angeregt habe, der Bundesrat möge als Weg der Integration in Europa die Initiative zur Schaffung europäischer Freihandelsräume beziehungsweise eines gesamt-europäischen Freihandelsraumes ergreifen; ein Wunsch, der jetzt wieder aus dem Osten und aus dem östlichen Mitteleuropa kommt, da diese Völker eigentlich diesen Weg gehen möchten.

M. **Cavadini** Adriano: Les propositions du Conseil fédéral sont un premier pas. Il ne faut pas s'attendre à des effets immédiats et extraordinaires dans le sens d'une revitalisation de l'économie suisse, si ces propositions ne sont pas suivies, dans de brefs délais, d'autres mesures plus incisives. Il est clair que l'Etat ne peut pas tout faire; la tâche principale appartient aux entrepreneurs. Mais l'Etat a toutefois grand intérêt à sauvegarder les places de travail en Suisse et à faciliter la tâche des entreprises. En effet, seule une économie forte pourra nous donner les moyens financiers nécessaires nous permettant d'accomplir nos tâches aussi dans le domaine social.

En ce qui concerne la revitalisation, j'ai l'impression que nous voyageons à notre vitesse de croisière normale, tandis que les autres pays, nos concurrents, voyagent à grande vitesse. Il faudrait donc accélérer la prise de certaines décisions, et cela dans notre intérêt. C'est pour cette raison que je sou mets quelques idées au Conseil fédéral.

En plus des motions qui ont déjà été traitées l'année passée, il faudrait que le Conseil fédéral s'engage à soumettre au Parlement les modifications des propositions prioritaires compatibles avec nos finances, au plus tard d'ici à l'automne de cette année. A mon avis, on ne peut pas attendre, comme le prévoit le message, jusqu'à la moitié de l'année prochaine, pour n'obtenir qu'un rapport d'experts, par exemple dans les procédures d'autorisation pour la construction et les installations. Il faut agir plus vite. Là où le Conseil fédéral est compétent dans la modification d'ordonnances, il doit prendre des décisions rapidement, comme il vient de le faire pour les travailleurs étrangers qualifiés. En plus, nous devons stimuler tous ceux qui ont encore envie d'investir en Suisse, par le biais de nouvelles formules en faveur du capital-risque dans l'industrie et dans les services, tout cela dans le but de contribuer aussi, dans la mesure du possible, à éviter des déplacements d'activités à l'étranger.

En outre, les procédures bureaucratiques doivent être simplifiées. Il faudrait par exemple mettre sur pied une loi fédérale cadre qui impose le respect de délais bien précis pour que les autorités soient obligées de prendre position dans des temps déterminés sur des demandes d'autorisation ou d'autres procédures bureaucratiques. Même dans la promotion de la place économique suisse, j'estime que notre pays devrait jouer un rôle plus actif à l'égard des investisseurs étrangers, tâche qui pourrait être réalisée en collaboration avec les milieux de l'économie privée.

Fasel: Wenn wir nüchtern beurteilen, was uns der Bundesrat mit der Swisslex-Vorlage präsentiert, müssen wir zugeben, dass es das ist, was in der kurzen Zeit seit dem Volksentscheid vom 6. Dezember 1992 politisch möglich und machbar war.

So begrüßenswert die Swisslex-Vorlage auch sein mag, so zeigt sie eben doch, dass wir nun autonom nachvollziehen, was uns der Acquis communautaire vorgibt, dies – wie könnte es anders sein – unter Beachtung schweizerischer Souveränität und Neutralität. Mit der Swisslex-Vorlage wird einmal mehr deutlich, dass wir Teil Europas sind – ob wir wollen oder nicht –, dass es den Alleingang pur nicht gibt. Ich trete deshalb dafür ein, dass wir auf Integrationskurs bleiben. Dies nicht unter Missachtung des Volkswillens, sondern in klarer Markierung einer politischen Position.

Auch das Zauberwort «Revitalisierung» hilft wenig weiter. Immer dann, wenn das Wort gebraucht wird, zeigt sich, dass alle nur zu wissen meinen, was sie meinen. Jene, die damit den Abbau von unnötigen Regeln im Baubereich meinen, verweisen zwar auf einen ordnungspolitischen Schwachpunkt. Wenn dies aber das ganze politische Programm nach dem EWR-Nein sein soll, ist das mehr als harmlos, ist das geradezu bedenklich. Wer bilaterale Verhandlungen als das einzig Mögliche darstellt, macht bloss deutlich, dass er anscheinend nicht zur Kenntnis nehmen will, dass es für bilaterale Verträge immer zwei Partner braucht.

Wer unter «Revitalisierung» «Steuerparadies» versteht, muss wissen, dass er damit eine Umverteilung der Steuerlast von den höheren Einkommensschichten nach unten auslösen will. Er trägt damit zur Entwicklung der Zweidrittelsgesellschaft bei und muss dafür die Verantwortung übernehmen. Er muss

auch für die daraus resultierenden sozialen Spannungen gerade stehen.

Die Analyse der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 zeigt, dass die Stimmberechtigten aus Angst vor Lohndruck, aus Angst um den Arbeitsplatz und aus Furcht vor ausländischen Arbeitskräften, mit denen sie zusätzlich hätten konkurrieren müssen, nein sagten. Eine Politik, die europakompatibel sein und künftige Entscheidungen vorbereiten will, muss diese Ängste ernst nehmen und ihnen begegnen.

Es geht also darum, dass wir vorerst die Mitwirkungsrechte durchsetzen, welche die Swisslex-Vorlage enthält, und auch die Änderungen des zehnten Titels des Obligationenrechts gut über die Bühne bringen. Es geht darum, dass das Saisonierstatut wie angekündigt nun wirklich beseitigt wird. Es geht darum, dass wir in eine erweiterte Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen Schutzmassnahmen gegen Lohndumping aufnehmen. Und wenn wir schon die Normen der EG berücksichtigen, geht es auch darum, die Mutterschaftsversicherung wieder aufs Tapet zu bringen. Wenn wir schliesslich die Vorbehalte der Abstimmenden ernst nehmen, müssen wir uns um eine Nachbesserung des EWR-Vertrages im Bereich der Freizügigkeit bemühen, dies durch höhere Einlagen in den Kohäsionsfonds.

Abklärungen haben gezeigt, dass gerade die Südstaaten in der EG an einer solchen Lösung sehr wohl interessiert sein könnten: einerseits besserer Schutz für die Schweiz im Bereich der Freizügigkeit, andererseits höhere Zahlungen der Schweiz in den Kohäsionsfonds.

Bundi: Ich beschränke mich auf die allgemeine aussenpolitische Ausrichtung.

Der Europäische Rat hat am 11./12. Dezember 1992 in Edinburgh der Schweiz eine Tür offengelassen, und zwar in bezug auf das Schweizer Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG. Er liess dabei offen, dass die Schweiz sich erkläre, d. h., dass die Schweiz ihre Sicht der Dinge darstelle. Dieser Rat sagte gleichzeitig, die Kommission wolle sich nicht zum Beitrittsgesuch äussern, wolle also nicht das Avis dazu geben, bevor ihr nicht die Sicht der Schweiz bekannt sei.

Ein erstes Signal ist von unserer Landesregierung gegeben worden. Wir, der Nationalrat, beziehen erst heute Position.

Ich unterstütze grundsätzlich den Bundesrat in bezug auf seine drei Optionen, wünsche mir aber bzw. erwarte, dass dieses Bekenntnis zu den drei Optionen nicht einfach verbaler Natur sei, sondern ernsthaft und auch nachhaltig.

Frau Zölch hat in dieser Debatte gesagt, man könne nicht gleichzeitig drei Wege beschreiten. Es geht ja nicht darum, dass man drei Wege beschreiten will, sondern darum, dass man für diese drei Optionen vorbereitet ist, insbesondere für die zweite und die dritte: dass man bereit ist im Augenblick, in dem bei uns die Initiative für EWR-Nachverhandlungen auf dem Tische liegt, dass man bereit ist auch in dem Augenblick, da das Avis von Brüssel zu uns gelangt. Es geht also darum, dass man auch auf bundesrätlicher Seite ernsthaft vorbereitet ist und es mit den Optionen seriös meint.

Ich bin der Auffassung, dass in der Zwischenzeit die Rahmenbedingungen bestmöglich verbessert werden sollten. Meines Erachtens sind in unseren Beziehungen zur EG oder zur EWR-Gemeinschaft dreierlei Signale zu setzen:

1. Unser Wille zur permanenten autonomen Anpassung unseres Rechts an das der Europäischen Gemeinschaft, soweit es mit diesem verflochten ist – das ist zum Teil das, was wir heute mit der Swisslex zu tun im Begriffe sind. Dazu gehören auch innere Reformen, und zwar nicht nur im wirtschaftlichen, sondern insbesondere auch im politischen Bereich.

2. Unser Wille, auf allen exekutiven und parlamentarischen Ebenen der Gemeinschaftsorgane, wo das möglich und genehm ist, mitzuarbeiten. Der Bundesrat seinerseits hat sehr rasch auf die Offerte der EG-Organen reagiert, als Beobachter in den entsprechenden Organen teilzunehmen. Von seiten des Parlamentes ist etwas weniger entschieden reagiert worden, aber ich bin der Auffassung, dass wir alle Chancen wahrnehmen müssen, um mit den europäischen Parlamentariern ständig im Gespräch zu sein.

3. Unser Wille, uns am Nord-Süd-Ausgleich in Europa zu beteiligen, und zwar in einem grundsätzlichen Sinne, nicht nur im bisherigen, bescheidenen Rahmen des Efta-Eingliederungsfonds. Diese Forderung ist in unserem Parlament schon wiederholt gestellt worden. Es sind mehrere Vorstösse in dieser Richtung vom Bundesrat angenommen worden.

Ich frage den Bundesrat an, wie er sich zu diesem Anliegen stellt. Es wären besonders die Frage des freiwilligen Beitrages der Schweiz an den Kohäsionsfonds des EWR oder die Ergreifung spezieller, autonomer schweizerischer Massnahmen zugunsten der innereuropäischen Solidarität zu prüfen.

Gerade dieser dritte Punkt wäre geeignet, als Signal des guten Willens aufgefasst zu werden, und dürfte in der Europäischen Gemeinschaft zum Verständnis für unsere bilateralen Wünsche und für unsere besondere und schwierige Situation beitragen. Auch im Hinblick auf mittelfristige EWR-Nachverhandlungen scheint mir das ein bedeutsames positives Zeichen zu sein.

Ich bitte den Bundesrat, insbesondere zu diesem Punkt Stellung nehmen zu wollen.

M. Narbel: L'an dernier, les Chambres approuvaient le rapport du Conseil fédéral sur la politique économique de la Suisse. Dans ce document, le gouvernement affirmait la nécessité pour notre pays de retrouver une meilleure compétitivité par la mise en place de conditions-cadres favorables. Depuis lors, le rejet de l'Accord EEE et l'affaiblissement de la plupart des économies occidentales créent un environnement défavorable à la relance, voire même au maintien de l'activité économique.

Sur le plan économique, que se passe-t-il? La construction souffre durablement, les entreprises industrielles envisagent ou décident de délocaliser l'ensemble de leurs activités ou leurs extensions à l'étranger, au vu des facilités accordées par d'autres pays. Les responsables touristiques constatent que plusieurs régions étrangères offrent plus et pour moins cher. Les assurances et les banques annoncent des résultats dont une bonne partie provient de l'étranger. Dans un tel contexte – plusieurs intervenants l'ont déjà mentionné –, si les intentions générales du Conseil fédéral vont dans la bonne direction, on ne peut qu'être étonné de la timidité de ses propositions. Modifier seize lois, et encore celles qui devraient représenter la plus faible résistance, apparaît comme le plus petit dénominateur commun des modifications que l'on peut proposer. Nous estimons que notre économie ne trouve dans le message qui nous est soumis aucune de ces conditions-cadres qui lui apportent ce ballon d'oxygène nécessaire à sa réanimation.

Examinons rapidement dans trois domaines, ce que l'on peut attendre comme conditions-cadres plus favorables.

Premièrement, dans le domaine de la fiscalité. Durant de nombreuses années, la Suisse a appliqué une charge fiscale modeste. De nombreux capitaux étrangers ont été placés dans notre pays, avec comme conséquence des taux d'intérêts bas pour nos compatriotes et nos entreprises. Les difficultés rencontrées par beaucoup d'entreprises proviennent de la hausse rapide et inattendue des taux d'intérêts. Dernièrement, l'Allemagne a annoncé rapidement un nouvel impôt anticipé: des dizaines de millions de Deutsche Mark ont émigré en Suisse. C'est une des causes de la baisse actuelle des taux d'intérêts. Il est certain que des allègements fiscaux favorisant l'épargne ou une baisse de l'impôt anticipé procureraient des moyens de financement plus avantageux, facteur essentiel du redémarrage de notre économie. Quant à la TVA, le Conseil fédéral doit marquer sa volonté unanime de transformer notre impôt indirect dépassé, l'Icha, par un impôt moderne. Et il doit défendre une idée simple, facile à comprendre par le citoyen, ce qui permettrait de faire disparaître la taxe occulte. Lorsque l'on parle d'allègement fiscal dans une période où la situation des finances publiques est mauvaise, immédiatement on entend: «Il n'en n'est pas question, vous creusez de nouveaux trous.» C'est une opinion erronée, car je suis persuadé que si l'économie n'était pas en récession, nous aurions des moyens suffisants pour assurer l'équilibre de nos finances. Pour les finances fédérales, il est certain que la stagnation des impôts de consommation joue un rôle prédominant.

Deuxièmement, les procédures administratives. Certains de-

mandent des plans de relance pour lesquels il faut trouver de nouveaux objets. Or, aujourd'hui, de nombreux projets sont bloqués par les études d'impact, les méandres des procédures d'approbation, par les plans d'aménagement de territoires ou les permis de construire. Dans la région où j'habite, on peut estimer à plus d'un milliard de francs les projets arrêtés ou fortement ralentis. Il est absolument certain qu'en cette matière les responsabilités se partagent largement entre autorités fédérales, cantonales et communales. Il y a quelques années, les Chambres acceptaient des arrêtés urgents en matière immobilière; aujourd'hui, ils n'ont plus aucune utilité. On peut donc demander au Conseil fédéral de les abroger rapidement. Il en va de même pour la lex Friedrich qui a été promulguée à un moment où la vente des terrains s'était développée à l'excès. La situation est tout autre à présent, aussi nous devrions attendre que le Conseil fédéral propose, comme dans le paquet Eurolex, de supprimer l'ensemble de ces mesures.

J'aurais encore voulu parler du problème de l'énergie. Je vois que le président me fait signe qu'il est temps de conclure. Rome ne s'est pas construite en un jour, ce n'est pas en 4 minutes qu'il est possible de faire le tour de la déréglementation. Aussi est-ce avec intérêt que nous attendons les prochaines propositions de déréglementation du Conseil fédéral, seule possibilité de redonner à notre économie sa compétitivité.

Baumann: Der Bundesrat erklärt, was er nicht will: den Alleingang. Eigentlich sind wir bereits mittendrin. «Ein Hauch von Resignation breitet sich über das Land», schreiben die Zeitungen, oder: «Schneller als erwartet driften die Eidgenossen in die Isolation.» Der Bundesrat hält das Beitritts-gesuch aufrecht, legt es aber gleichzeitig auf Eis. Auf dem Eis frieren Dinge ein. Angesichts des innenpolitischen Klimas würden Beitrittsverhandlungen 1993 nicht in Frage kommen, antwortet der Bundesrat auf ein Postulat der grünen Fraktion. Zwischenzeitlich sucht er die gesetzten Ziele soweit als möglich auf dem Weg bilateraler Verhandlungen zu erreichen. Vor dem 6. Dezember 1992 hat er selber erklärt, der bilaterale Weg sei sehr schmal und Abstürze seien nicht auszuschliessen.

Selbst wenn man davon ausgeht, dass minimale Erfolge bilateral erzielt werden können, müssen diese durch Konzessionen in anderen Bereichen teuer bezahlt werden: spanisches Gemüse gegen Swissair, liberalisierte Obstimporte als Konzession für Versicherungsabkommen usw. Das Krätern und Feilschen wird uns gegenüber Europa immer mehr in Verzug bringen.

Die Efta-Länder, die viel Gemeinsames mit unserem Land haben, verhandeln jetzt mit der EG. 1995 oder 1996 werden diese Länder über einen EG-Beitritt abstimmen können. 1996, und nach neuesten Beschlüssen vielleicht schon vorher, ist eine EG-Totalrevision in Aussicht gestellt. Es wäre wünschbar, wenn die Efta-Staaten inklusive die Schweiz vollberechtigt daran teilnehmen könnten. Das alles bedingt, dass der Bundesrat jetzt zusammen mit Norwegen, Oesterreich, Schweden und Finnland Beitrittsverhandlungen aufnimmt.

Unter den Nein-Stimmenden, die 50,3 Prozent ausmachten, waren auch Leute, die aus institutionellen Gründen einen EG-Beitritt dem EWR vorgezogen hätten. Die Beitrittsverhandlungen, offen und transparent geführt, könnten in der Schweiz einen Oeffnungsprozess, eine Vitalisierung auslösen, die bei einer Abstimmung im Jahre 1995 oder 1996 auch ganz andere Resultate erbringen könnte.

Ich weiss, dass die grossen Parteien auf einen raschen Abschluss der Uruguay-Runde des Gatt setzen. Ohne grundlegende Reformen im Agrarsektor muss sich dann aber der ländliche Raum auf stürmische Zeiten gefasst machen.

Heute sind meines Erachtens diese grundlegenden Reformen ja nicht beschlossen worden. Die im Gatt angelaufenen Arbeiten zur Thematik «Handel und Umwelt» sind noch nicht weit gediehen und müssen vorerst rasch fortgesetzt und intensiviert werden. So einfach, wie sich das ein gewisser Herr Blocher vorstellt, ist es jedenfalls nicht mit dem Gatt.

Ich kann mir vorstellen, dass uns, wenn es nicht gelingt, beim Gatt auch die sozialen und ökologischen Probleme zu lösen, ein ebenso vergifteter Abstimmungskampf bevorsteht wie

beim EWR-Abkommen. Zwischen den Positionen «Gattastrophe» oder «Gatt sei Dank» liegt noch ein weites, zu beackern-des Feld.

Dreher: Wir lehnen zahlreiche Teile dieser Botschaft ab und unterstützen den Rückweisungsantrag Blocher. Was hier vorliegt, hat sehr viel mit neuen Regelungen zu tun, aber sehr wenig mit Gesetzesabbau. Es handelt sich grösstenteils um einen einseitigen Ausbau des Konsumenten- und Arbeitnehmerschutzes, ohne dass es dessen in diesem Lande bisher bedurft hätte. Die Mitwirkungsgesetzgebung erachten wir als unnötig – sie ist zwar ein altes sozialistisches Postulat, das bedeutet aber nicht, dass wir sie aufnehmen müssen –; wir haben sie bis heute nicht gehabt, nicht gebraucht, und sind damit nicht schlecht gefahren.

Es gibt verschiedene Gesetze, die eine gewisse Liberalisierung bringen, das ist unbestritten, aber es sind wenige. Ich denke an das Eisenbahngesetz, das Strassenverkehrsgesetz, die Versicherungsgesetze. Auf der anderen Seite bringt die Vorlage neue Einschränkungen, die geradezu einmalig sind, ich denke etwa an die neue Vorschrift, welche den Zugang zum Beruf des Strassentransportunternehmers auch staatlicher Regelung unterstellen will, während bis anhin jeder, der wollte, einen Lastwagen kaufen und damit losfahren konnte, wenn er die entsprechende Fahrbewilligung hatte.

Was wir weiter vermissen, ist die Revision raumplanerischer und extremer umweltpolitischer Fesseln. Die Wirtschaftsbehinderung in diesem Land ist weitgehend staatlich gemacht. Die Ciba-Geigy ist mit ihrem Biotechnikum nicht etwa ausgezogen, weil der Zement in der Schweiz zu teuer wäre, sondern sie ist wegen dieses extremen Einspracheinstrumentariums ausgezogen, welches dieses Parlament in den letzten zehn Jahren in Umwelt- und Raumplanungsgesetzen etabliert hat und das extreme, wirtschaftsfeindliche Kreise heute ausnützen und sich zunutze machen können, um die Wirtschaft zu behindern.

Das sind doch Fakten, über die wir nicht diskutieren müssen! Gerade hier sollten doch vor allem ändern einmal die Revisionsbestrebungen ansetzen, damit man in wenigen Monaten eine Baubewilligung hat, damit eine Fabrik in wenigen Monaten stehen kann, wie das im Elsass oder in der Poebene oder in irgendeinem normalen Land der Fall ist!

Wir vermissen auch Massnahmen zur Förderung der steuerlichen Attraktivität des Platzes Schweiz. Sie wissen, dass bei der Standortwahl eines Unternehmens oder eines Privaten die Belastung durch indirekte Steuern keine Rolle spielt. Massgeblich ist die Belastung durch direkte Steuern auf dem Gewinn einer Firma, auf Einkommen und Vermögen einer natürlichen Person. Es wäre sehr wohl eine Massnahme, beispielsweise mit der Abschaffung der direkten Bundessteuer aus der Schweiz 26 Liechtensteins zu machen. Das wäre im europäischen Kontext etwas echt Attraktives und würde dazu führen, dass weit mehr Firmen in dieses Land kommen und Private sich hier ansiedeln würden, als das seit dem 6. Dezember 1992 der Fall ist.

Der Bundesrat will am EG-Beitritt festhalten. Dieser ist das erklärte Ziel bundesrätlicher Politik. Das würde zwingend bedeuten, dass wir eine Mehrwertsteuer von 15 Prozent einführen müssten. Ich sehe da einen gewissen Argumentationsnotstand derjenigen Kreise, die zwar wegen der sozialistischen Aspekte in die EG möchten, aber auf der andern Seite schon einen Mehrwertsteuersatz von 8 Prozent für unzumutbar und sozial unverträglich halten! Wenn ich mich an das Gerangel wegen der 6,2 beziehungsweise 6,5 Prozent Mehrwertsteuer erinnere, frage ich mich, was wir wohl für Auseinandersetzungen haben werden, wenn es um 15 Prozent geht!

Das sensibelste Wirtschaftsbarometer ist die Börse. Seit der Ablehnung des EWR am 6. Dezember 1992 haben wir eine praktisch ungebrochene Hausse an den Schweizer Finanzmärkten. Da muss ich schon die Frage stellen, ob wohl das Ausland und die Anleger die Schweiz realistischer beurteilen als die inländischen Politiker.

Ich ersuche Sie, den Rückweisungsantrag Blocher zu unterstützen.

Bonny: Ich möchte in meinem Votum nicht x-mal Gesagtes wiederholen, sondern mich auf einen konkreten Punkt konzentrieren, auf ein staatspolitisches Problem, dem ich mich vorsorglich widmen möchte; dies vor allem, um zu vermeiden, dass unnötigerweise Geschirr zerschlagen wird.

Herr Bundesrat Koller hat kürzlich vor der Schweizerischen Gesellschaft für Gesetzgebung einen Vortrag gehalten. Der «Tages-Anzeiger» berichtete letzte Woche unter dem Titel «Die direkte Demokratie muss europafähig gemacht werden» darüber.

Eines der Grundprobleme, mit denen sich Bundesrat Koller auseinandersetzte, ist folgendes: Bei Staatsverträgen nach heutiger Praxis ist nicht nur, wie bei fakultativen Referenden, das einfache Mehr erforderlich, sondern auch das Mehr der Stände.

Uebrigens hat auch unser Kollege Bircher Silvio, Sprecher der Aussenpolitischen Kommission, mit diesem Aspekt etwas Mühe, hat er doch heute zu Beginn der Debatte von einem nur hauchdünnen Mehr des Volkes, von einem, wie er sagte, Zufallsmehr gesprochen und dabei recht grosszügig das klare Verdikt der Kantone – 16 zu 7 Stände – beiseite gelassen.

In der erwähnten Rede hat Bundesrat Koller mit Blick auf eine allfällige zweite EWR-Abstimmung gesagt, man könnte im Rahmen einer mittelfristigen Verfassungsrevision für Staatsverträge ein obligatorisches Referendum mit einem einfachen Volksmehr – also ohne Ständemehr – vorsehen.

Im Manuskript ging man noch weiter. Es hiess da, auch vor einer solchen Verfassungsrevision könnte man sich die Frage des Mehrs von Volk und Ständen stellen; diese Frage könnte möglicherweise auch anders beantwortet werden, als das bei der EWR-Abstimmung der Fall war. Bundesrat Koller hat dann glücklicherweise diese letzte Idee entgegen seinem schriftlich abgegebenen Manuskript mündlich nicht vorgetragen und beschränkte sich somit auf die Variante «Beseitigung des Ständemehrs bei obligatorischen Referenden nach einer Verfassungsrevision».

Bundesrat Koller hat damit das Schlimmste vermieden, aber auch so bleibt die Problematik der Beseitigung des Ständemehrs nach einer Verfassungsrevision noch bedenklich.

Stellen Sie sich einmal vor, es gäbe zur gleichen Sache, nämlich zum EWR-Beitritt, zwei Volksabstimmungen: Eine haben wir gehabt, mit Ständemehr; nachdem diese gescheitert ist, würde allfällig eine zweite solche Vorlage behandelt und dem Volk unterbreitet, ohne Ständemehr! Das ist doch blanker Unsinn! Ich glaube, in den Augen des Volkes würde damit die Glaubwürdigkeit der Behörden noch mehr untergraben, als dies leider heute schon der Fall ist.

Noch eine andere Ueberlegung: Der EWR hätte ohne jeglichen Zweifel – das wurde auch von den Befürwortern nicht bestritten – bedeutende Auswirkungen institutioneller Natur gehabt, insbesondere auch auf die Kantone. Ausgerechnet in einer solchen Vorlage will man das Ständemehr beseitigen! Wenn je die Berechtigung des Ständemehrs offenkundig war, dann sicher hier, wo die Kantone in ihren Interessen doch wesentlich tangiert werden! Nach dem EWR-Nein müssen wir alle, Befürworter und Gegner, dazu beitragen, dass der Graben nicht noch grösser wird. Das ist auch die selbstverständliche Pflicht des Bundesrates.

Ich billige dem Bundesrat auch zu, dass er in diesem Sinn wirken will und wird. Aber sorgen Sie dafür, meine Herren Bundesräte, dass solchen Spielereien in der Bundesverwaltung der Riegel geschoben wird! Andernfalls riskieren wir, dass die heutige Belastungsprobe – sie ist gegeben – schliesslich zu einer ausgesprochenen Demokratie- und Staatskrise auswächst! Davor möchte ich dringend warnen.

Meyer Theo: Ich hatte die Absicht, über die Auswirkungen der negativen EWR-Abstimmung in einem Grenzkanton zu sprechen, und habe mich deshalb bemüht, bei den zuständigen Stellen seriöse Unterlagen über die Auswirkungen zu erhalten. Wenn man nicht Schlagworte, Ausreden und Rechthaberei auf beiden Seiten zur Grundlage des eigenen Urteils machen will, kann man bisher nur sagen: Vieles ist noch sehr unklar, und es ist zu früh, um endgültige Schlüsse zu ziehen.

Das Paket von Gesetzesänderungen, das uns der Bundesrat

nun vorlegt, ist gewiss interessant, nur kann ich mir beim besten Willen nicht vorstellen, dass es die Antworten auf unsere Probleme enthalten soll; man ahnt, dass diese erste Serie wohl die einfacheren Hausaufgaben beinhaltet, die wir zu lösen haben.

Unsere wirtschaftlichen Schwierigkeiten haben sowohl konjunkturelle wie strukturelle Ursachen. Die konjunkturelle Krise dürfte sich gelegentlich fast von allein wieder entspannen. Die strukturelle Krise aber wird sich nicht von allein in Luft auflösen. Da müssen wir selber aktiv werden.

In Stein am Rhein fand vor einigen Wochen eine Tagung statt, an der Vertreter der Regierungen aus Bern und Bonn Probleme diskutierten, die sich bei grenzüberschreitenden Arbeitsvergebungen bei öffentlichen Bauten stellen. Gegen Ende der Tagung herrschte bei der deutschen Tagungsleitung grosse Frustration, weil erkannt wurde, dass auf Schweizer Seite gar keine entscheidungsbefugten Gesprächspartner vorhanden waren, passieren doch die Vergabeentscheide entlang den Grenzen meist auf kantonaler und kommunaler Ebene.

Der deutsche Verhandlungsführer stellte resigniert fest: «Wenn sich die Schweizer abkapseln wollen, so müssen auch wir Deutschen unsere liberale Praxis ändern und die relativ offene Grenze dichtmachen.» Wie aber wollen wir unsere Submissionspraxis international öffnen, wenn dies nicht einmal kantonsüberschreitend, manchmal nicht einmal gemeindeüberschreitend möglich ist? Die unterschiedliche Submissionsgesetzgebung der beiden Basel und die Submissionspraxis der meisten Gemeinden sprechen Bände; wahrscheinlich ist es in anderen Regionen nicht besser. Oft sind es die gleichen Kreise, die immer von Deregulierung reden, aber ihr eigenes Jagdrevier von allem Fremden freihalten wollen.

Aehnliches lässt sich bei der Zusammenarbeit oder eben der Absonderung von Hochschulen feststellen. So hat Staatssekretär Blankart kürzlich folgendes Beispiel erzählt: Ein Student, der an der Handelshochschule St. Gallen abgeschlossen hat, möchte in Bern seinen Doktor machen. Der Professor in Bern sagt ihm: «Guter Mann, ich weiss, dass in St. Gallen so eine Art Handelsdiplom erworben werden kann, aber wenn Sie bei mir doktorieren wollen, müssen Sie zuerst zwei Semester an einer richtigen Hochschule studieren.» Wir aber reden von Deregulierung – on en parle toujours, on n'y pense jamais.

Wyss Paul: Ich spreche zum ausserpolitischen Teil der Botschaft und stelle dazu fest – übrigens auch aufgrund verschiedenster Voten, die heute gefallen sind –: «Wenn das Wörtchen wenn nicht wär', wär' mein Vater Millionär.» Oder, anders ausgedrückt: Wenn das Schweizervolk nicht wär', hätten wir den EWR.

Es wurden heute viele Wenn und Aber vorgebracht. Doch das Volk hat entschieden, und als Politiker, welcher den EWR befürwortet hatte, und als Sportler stelle ich fest: Auch ein knappes Ergebnis ist ein Ergebnis, und dass das Tor der Differenz via Pfosten eingeschossen worden ist, spielt keine Rolle, ein Volksentscheid ist ein Volksentscheid.

Schauen wir also nach vorne und kritisieren wir nicht jedes Detail! Wir haben dem Bundesrat gesagt, er müsse eine Botschaft vorlegen; er hat dies gemacht. Es ist sicher nicht alles gut darin; ich werde auch nicht allem zustimmen. Aber ich werde dem Rückweisungsantrag sicher nicht zustimmen, weil ich glaube, dass in diesen Gesetzesvorlagen viel Gutes enthalten ist – Gesetzesvorlagen übrigens, die wir schon lange nötig gehabt hätten. Aber wie gesagt: Einige gefallen mir auch nicht, und ich werde dann entsprechend handeln; das ist auch unsere Aufgabe hier. Wir müssen innenpolitisch sicher etwas Neues machen, wir müssen auch ausserpolitisch etwas unternehmen. Ich konzentriere mich heute auf zwei ausserpolitische Probleme, die mir am Herzen liegen.

Vorerst einige Gedanken zur Verbesserung der grenzüberschreitenden Möglichkeiten, und zwar in extensiver Auslegung des Artikels 9 der Bundesverfassung: Man könnte auch von «kleiner Aussenpolitik» sprechen. Natürlich darf meines Erachtens durch grenzüberschreitende Kooperationsverträge, wie sie beispielsweise im Raum Basel bereits bestehen, die Kohärenz der schweizerischen Aussenwirtschaftspolitik

und damit ein Element der staatlichen Einheit nicht in Frage gestellt werden. Aber es bestehen gewisse Möglichkeiten in einem stärker an den Bedürfnissen der Wirtschaft orientierten Vollzug der Bundesgesetzgebung und bei einer Verbesserung der sogenannten Europakompatibilität kantonaler Gesetze.

Ein Reformbedarf beim kantonalen Recht der einzelnen Kantone besteht in verschiedenster Hinsicht, beispielsweise sind es weitgehend dieselben Veränderungen, die bei einer Annahme des EWR vorzunehmen gewesen wären, also: Anerkennung von Diplomen, Gleichstellung von EWR-Bürgern mit Schweizer Bürgern im Falle von Firmengründungen, gegenseitige Abschaffung von Handelshindernissen usw., natürlich immer Massnahmen innerhalb der schweizerischen Gesetzgebung.

Darüber hinaus bestehen beispielsweise in der Nordwestschweiz selbst noch diverse Regelungen, welche die Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft behindern, wie Nutzungsbeschränkungen in der Baugesetzgebung, im Submissionswesen oder über die Bundesgesetzgebung hinausgehende Vorschriften, welche die Wirtschaft der Region benachteiligen, und anderes mehr.

Die zweite praktische Möglichkeit, ausserpolitisch etwas zu tun, möchte ich kurz erwähnen. Es ist die Rolle der Schweiz innerhalb der Efta in bezug auf den Osthandel. Auch hier sehe ich Chancen, wie am Parlamentariertreffen letzte Woche in Genf zwischen den Efta-Ländern und Polen, Ungarn, Tschechien, Slowakei, Rumänien und Bulgarien eben festgestellt wurde: ein rasches Anwachsen der Wirtschaft der genannten Länder im Durchschnitt auf jährlich 7 bis 8 Prozent sei nicht auszuschliessen, sobald die abgeschlossenen Freihandelsabkommen voll funktionierten. Es wurde aber auch festgestellt, dass noch viele Mängel vorhanden seien: Es fehlten beispielsweise Harmonisierungsmöglichkeiten bei den Ursprungsregeln, deren Kumulierung unnötig sei usw. Auch fehle ein modernes Marketing seitens der Exporteure aus den sechs Ländern. Aber ganz generell könne man feststellen, dass ein gegenseitiges Know-how-Defizit bestehe.

Für mich zeigen diese Feststellungen einfach, dass innerhalb der Efta, die sich nun schwergewichtig mit Beitrittsverhandlungen von vier Staaten mit der EG zu befassen hat, die Schweiz eine Rolle übernehmen könnte und müsste. Ich bitte Sie, meine Herren Bundesräte, auf dieses Problem kurz einzugehen. Das wäre eine zweite Möglichkeit einer aktiven Handlung. Ich habe Ihnen zwei Möglichkeiten aufgezeigt. Nützen wir diese Chancen.

M. Epiney: Depuis quelques années, nous observons une lente et insidieuse dégradation des avantages économiques que nous pouvions offrir tant à nos entreprises qu'aux privés. Le hara-kiri du 6 décembre 1992 est révélateur de notre insouciance face à l'avenir ou tout simplement de notre excès de confiance face à nos réelles capacités de nous en sortir seuls ou par la voie bilatérale. Dans l'expectative d'une intégration européenne à définir, le Conseil fédéral a réagi vite et dans la bonne direction. La stratégie se révèle toutefois d'une tiédeur et d'une timidité inquiétante. C'est d'un remède de cheval que notre économie a besoin pour éviter que ce dérapage ne dégénère en un déclin. On ne peut pas faire d'omelette sans casser des oeufs. La stagnation de notre économie, l'aggravation du chômage, le démantèlement des grandes industries, l'exode des centres de production exigent du courage politique. Patrons et syndicats ont par ailleurs tout à gagner d'une économie forte.

Messieurs les Conseillers fédéraux, c'est au pied du mur que l'on reconnaît les maçons. Votre stratégie est louable, mais trop frileuse. A défaut d'actes concrets, votre projet finira par devenir du bouillon pour les morts. Un seul exemple: vous aviez la possibilité en trois minutes de séance d'augmenter le contingent d'immeubles vendus aux étrangers afin de permettre à certains cantons de relancer le bâtiment. Alors, si vous ne parvenez pas à adopter une simple mesure, comment pouvez-vous véritablement nous convaincre, nous donner l'assurance de réussir une véritable politique de déréglementation, et surtout dans d'autres secteurs où les mesures sont infini-

ment plus délicates à réaliser? De plus, une modification de la lex Friedrich eût été facile à réaliser, et dans des délais extrêmement rapides. Vous auriez pu, par exemple, exclure du contingent à disposition des cantons les ventes d'unités de logements d'étranger à étranger. Vous auriez pu augmenter le contingent dans les cas de ventes d'unités de logements d'étranger à un Suisse. Bref, vous n'avez rien fait là où c'était facile.

Enfin, votre stratégie, il faut bien le reconnaître, ignore l'urgence de redéfinir le rôle de l'Etat livré depuis quelques années aux caprices de certains technocrates et roitelets de l'administration qui se sont tout simplement substitués à l'autorité par le biais de l'inflation législative. En particulier, votre programme aurait mérité, par exemple, l'établissement d'un catalogue de mesures pour accélérer et simplifier les procédures. Vous auriez pu, deuxièmement, prévoir la désignation d'une commission d'experts chargée de définir la nouvelle répartition des tâches entre l'Etat fédéral et les cantons, ou tout simplement chargée d'établir un inventaire des cas et des causes de dysfonctionnement. Vous auriez pu établir un projet de privatisation ou de gestion autonome de certaines institutions dépassées, comme la Régie fédérale des alcools, par exemple.

En résumé, nous redoutons que cette tiédeur, finalement, n'aboutisse à moyen terme au constat dramatique que nous ne trouverons bientôt plus personne sur le front de l'économie pour financer une véritable politique sociale et régionale parce que, finalement, ce sera le compromis helvétique qui aura été la cause de la non-décision que nous aurons bien sûr à regretter, mais il sera trop tard.

Schwab: Das Schweizervolk hat am 6. Dezember 1992 entschieden. Dem Abstimmungstermin ist ein äusserst intensiver Abstimmungskampf vorangegangen. Nie zuvor war das Schweizervolk von den Medien und vom Bundesrat dermassen intensiv und einseitig berieselt worden, was für schweizerische Verhältnisse eigentlich bedenklich ist.

In seiner Botschaft zum Nachfolgeprogramm will nun der Bundesrat in Sachen Europapolitik alle Optionen offenhalten. Zudem will der Bundesrat den Gatt-Abschluss vorantreiben. Mit anderen Worten ausgedrückt will also der Bundesrat auf allen Hochzeiten tanzen. Ein solches Vorgehen ist meiner Meinung nach von vornherein zum Scheitern verurteilt.

Eine weitere Schwäche legt der Bundesrat an den Tag, wenn er die gleichen Leute, die den EWR-Vertrag ausgehandelt haben, für Verhandlungen über bilaterale Verträge einsetzt. Ich frage mich, wo da wohl die nötige Motivation hergenommen werden soll, um erfolgreich zu sein.

Das Volk erwartet, dass der Bundesrat den demokratisch gefällten Entscheid auch in seiner Konsequenz ernst nimmt. Was unserer Wirtschaft weiterhilft, sind Rahmenbedingungen, die sie im internationalen Umfeld nicht unnötig benachteiligen. Die in der Botschaft vorgesehenen Massnahmen sind im Ansatz wohl richtig, aber sie reichen quantitativ und auch qualitativ bei weitem nicht aus. Das Vertrauen in den Wirtschaftsstandort Schweiz erweist sich eigentlich zurzeit als recht gross. Das zeigen die grossen Geldzuflüsse seit dem 6. Dezember 1992. Billiges Geld ist der beste Motor für unsere Wirtschaft.

Wenn es Bundesrat und Parlament gelingt, den Staatshaushalt und die Verschuldung in den Griff zu bekommen, tragen wir in diesen Sektoren zur weiteren Stärkung unserer Wirtschaft und unseres Standortes Schweiz bei. Auflagen im Baubewilligungsverfahren, im Bereich der Oekologie, aber auch im steuerlichen Bereich lassen nach wie vor zu wünschen übrig und veranlassen gewisse Unternehmen, den Standort Schweiz zu verlassen. Hier müssen Korrekturen erfolgen.

In Sachen Gatt-Abschluss wehre ich nicht gegen einen Abschluss als solchen, sondern ich wehre mich gegen einen Abschluss, der eine produzierende Landwirtschaft kaputt machen wird. Wir Bauern erwarten vom Bundesrat, dass er für die Landwirtschaft Bedingungen aushandelt, die es ermöglichen, die Oberziele unserer Landwirtschaftspolitik auch in Zukunft zu garantieren. Unsere grosse Unabhängigkeit braucht nicht nur eine zeitgemässe Landesverteidigung, sondern auch ei-

nen angemessenen Eigenversorgungsgrad, wollen wir uns im Krisenfall nicht erpressen lassen.

Ich bitte, die Rückweisungsanträge zu unterstützen, um dem vorliegenden Bericht mehr Inhalt und eine klare Strategie im Sinne der Volksmehrheit zu geben.

M. Friderici Charles: «Notre salut ne viendra pas de Berne et pour longtemps!» Cette phrase, je l'ai entendue samedi dernier dans une assemblée professionnelle. Le groupe libéral, à l'instar de M. Gros Jean-Michel, n'est pas loin de partager l'avis de celui qui a exprimé ce doute sur notre capacité politique à résoudre les problèmes économiques que nous connaissons. En 1991 déjà, sous cette coupole, une personne autorisée portait un jugement sans appel: «et comme il n'y a pas de pilote dans l'avion», disait-il, en levant les bras au ciel; cette constatation est plus que jamais d'actualité, car le doute s'est maintenant installé, non plus seulement parmi les administrés, mais à tous les niveaux de la politique, y compris au sein du Conseil fédéral.

Nous constatons qu'aucune recette toute prête ne peut nous faire sortir rapidement de l'impasse actuelle. Plus grave encore, nous sommes dans l'incapacité de tirer les leçons des erreurs passées pour les corriger. Nos problèmes économiques ne sont pas seulement le reflet d'une situation mondiale en profonde dépression, mais encore la conséquence de textes législatifs excessivement perfectionnistes, qui annihilent toute volonté d'entreprendre à force de légiférer à outrance. En appréciant chaque situation dans un esprit de suspicion, en présumant que derrière chaque entrepreneur, derrière chaque chef d'entreprise, derrière chaque propriétaire se cache un coupable en puissance, les Chambres fédérales ont progressivement tué l'esprit de nos prédécesseurs, qui ont transformé la Suisse des émigrants du siècle dernier en une Suisse moderne, pourvoyeuse d'emplois et de bien-être.

Nous osons espérer que le programme de revitalisation de l'économie s'attaquerait aux vrais problèmes, que le Conseil fédéral aurait le courage de nous proposer l'abrogation de quelques lois obsolètes et de simplifier l'application de nombreuses autres. Nous escomptions qu'il y aurait suffisamment de parlementaires, proches de l'économie, pour proposer des mesures capables de restaurer la confiance des entrepreneurs. Lorsque nous parlons d'entrepreneurs, nous ne pensons pas seulement aux managers des grandes multinationales, mais aux milliers de patrons des petites et moyennes entreprises qui constituent la base de notre économie et de notre prospérité. Certes, le Conseil fédéral prévoit d'améliorer les conditions-cadres, de libéraliser, de revitaliser notre économie. Malheureusement, entre les déclarations d'intention et les faits, il y a un océan de si et de mais infranchissable.

Le programme de revitalisation aménage quelques lois sans en modifier l'esprit. Il crée surtout quelques nouvelles bases légales susceptibles de figer un peu plus le cadre institutionnel qui nous régit. On pourrait croire que le Conseil fédéral a peur de la hardiesse de ses textes et qu'il n'ose traduire ceux-ci dans les lois qu'il propose. Pour maintenir la production suisse, il faut rester compétitif. La place économique doit être attractive pour les entreprises étrangères, mais conserver aussi ses propres outils de production. Aussi, la revitalisation de l'économie n'est pas compatible avec l'indexation systématique des impôts, des taxes et des prix administrés.

Il faut ouvrir les marchés à la concurrence. Or, il semblerait aujourd'hui, à la lecture de certaines prises de position, que les grands fauteurs de troubles, les responsables de tous les maux sont les cartels. Bien plus que les cartels, nous devons craindre les monopoles qui conduisent inmanquablement à des abus de position dominante. Or, tous les monopoles ne sont pas des monopoles privés. Au contraire, la majorité des monopoles sont publics: de la régle du transport des voyageurs au monopole de fait de la radio et de la télévision; de l'obligation pour la quasi-totalité des entreprises de s'assurer auprès de la CNA aux prescriptions de certains cantons concernant l'assurance-incendie; sans parler des dispositions législatives qui induisent des solutions quasi cartellaires, comme par exemple le système de la prime unique pour les RC des véhicules automobiles.

Le groupe libéral a déjà proposé par motion de libéraliser un certain nombre de secteurs où les monopoles publics qui, s'ils se justifiaient à certaines époques, sont aujourd'hui en concurrence avec des entreprises privées qui s'acquittent de taxes de régie. C'est le cas notamment du transport national et international de courrier. Rappelons-nous également la création du service de courrier rapide 152 pour l'acheminement de colis à l'intérieur d'un certain nombre d'agglomérations: ce service ne couvre pas encore à ce jour les coûts qu'il occasionne. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Le groupe libéral accepte le rapport du Conseil fédéral, mais il interviendra, à l'avenir, à chaque occasion propice pour mettre en pratique les grandes affirmations contenues dans le message qui nous a été soumis, en espérant qu'il se trouvera suffisamment de parlementaires pour accepter que les régies soient soumises à la concurrence dans tous les secteurs de l'économie de marché.

Steinegger: Ich möchte zunächst betonen, dass die marktwirtschaftliche Erneuerung keine Konsequenz der Ablehnung des EWR ist, es handelt sich auch um keinen Ersatz. Die Massnahmen hierzu sind mit oder ohne EWR zu treffen. Nichttarifäre Handelshemmnisse können nicht einfach mit Ordnungspolitik im Innern kompensiert werden; wir können höchstens im Innern etwas besser sein, um uns Extravaganzen an der Aussenwirtschaftsfront leisten zu können.

In der Integrationspolitik möchte der Bundesrat sämtliche Optionen offenhalten; dem kann man zustimmen. Es geht aber nicht ohne Prioritäten.

Nach der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 hat die Vertiefung der bilateralen Beziehungen eindeutig Priorität. Unsere Vertreter dürfen nicht zum Schein Verhandlungen führen und dabei den EWR- oder den EG-Beitritt im Hinterkopf haben: Unsere Partner sollen unmissverständlich wissen, dass wir auf diesem Weg zum Ziel kommen wollen, und im Innern sollen die Verantwortungen nicht verwedelt werden können. Sollten wir unsere aussenwirtschaftlichen Probleme bilateral nicht lösen können, darf es nicht an der Verhandlungsführung liegen; die EWR-Gegner dürfen sich nicht auf diese Weise aus der Verantwortung schleichen können. Schuldzuweisungsversuche von heute bestätigen diese Auffassung nur.

Im Bereich der marktwirtschaftlichen Erneuerung reichen die Vorschläge des ersten Paketes nicht aus. Ueberdies gibt es Handlungsbereiche, in denen der Bundesrat bereits in eigener Kompetenz hätte handeln können; ich denke etwa an technische Normierungen, Zulassungen, ich denke aber auch an die überfällige Revision der Verordnung über die Miete und Pacht von Wohn- und Geschäftsräumen.

Problematisch ist es auch, wenn der Bundesrat in der laufenden Politik die Zielsetzungen der marktwirtschaftlichen Erneuerung und die Prioritäten in der Ausbildung aus dem Auge verliert. Ich denke etwa an gewisse Vorschläge im Gleichstellungsgesetz oder an den Entwurf für die Maturitätsverordnung. Ich gebe aber zu, dass die Vorschläge der Wirtschaft etwas schmalbrüstig sind. Soweit sie sich auf institutionelle Fragen beziehen, haben sie auch wenig mit den aktuellen Problemen der Wirtschaft zu tun, sondern lenken eher von ihnen ab. Bei der Wiederaufnahme der Eurolex-Vorlagen hat das Ziel mit der Forderung nach mehr wirtschaftlichem Wettbewerb klar erste Priorität; dagegen lässt sich kaum etwas einwenden. Ich verstehe deshalb die generellen Rückweisungsanträge nicht. Man ist gegen Bürokratie, man will eine Beschleunigung des Verfahrens, aber man fordert mehr Vernehmlassungen; dabei sind die Differenzen recht bescheiden. Wenn Sie die Vernehmlassungen der Wirtschaftsverbände anschauen, gibt es etwa neun Prioritätsdifferenzen und einige sachliche Differenzen.

Ich möchte auch dem widersprechen, dass man nun das EWR-Nein zur Ursache für die neue Zinsinsel Schweiz erklärt. Die Zinssenkungen bis Ende Januar 1993 haben zu vier Fünftel vor dem 6. Dezember 1992 stattgefunden. Die Neinsager vom «Samichlaustag» sind also nicht die Väter der tieferen Zinsen.

In Bereichen, wo es um die Europakompatibilität geht, soll ein erster Schritt gemacht werden. Sollten allerdings bei den bilateralen Gesprächen keine Fortschritte erzielt werden, wäre

eine neue Lagebeurteilung nötig. Es würde sich dann nämlich die Frage stellen, ob Europakompatibilität das richtige Ziel ist. Man könnte sich auch eine Art Nischenpolitik vorstellen, mit der Vorteile gerade gegenüber der Euro-Gesetzgebung angestrebt würden.

Soweit schliesslich diese Eurolex-Vorlagen sozial- und gesellschaftspolitische Ziele verfolgen, bin ich skeptisch. Hier kann man zurückweisen, hier handelt es sich ja um eigentliche Umfangmassnahmen für die Durchführung der vier Grundfreiheiten des Binnenmarktes. Es macht wenig Sinn, die Vorlage mit diesen Zielsetzungen bereits auf Vorrat zu beschliessen. Damit wird zusätzlich reglementiert. Allenfalls können diese Massnahmen beschlossen werden, um die ordnungspolitische Erneuerung zu begleiten. Bevor hier aber tiefgreifende Beschlüsse gefasst sind, brauchen wir keine neuen, zusätzlichen sozial- und gesellschaftspolitischen Akzente.

Engler: Mich erinnert diese Botschaft etwas an eine fiktive Bundesratssitzung, an der sich die Bundesräte überlegen, wohin die nächste Schulreise gehen soll. Herr Stich möchte natürlich am liebsten nach Appenzell, weil ihm die Landschaft so sehr gefiel, Herr Koller nach Genf, Herr Cotti nach Rom und Herr Delamuraz nach Brüssel. Man zeigt ihnen alle Optionen auf, aber sie können sich doch nicht entscheiden, wohin die Reise gehen soll. Und so bleiben sie dann, wo sie sind: in Bern. Sie halten die Optionen offen und werden immer dort sein und dort bleiben, denn das Aufzeigen von Optionen allein bringt noch keine Bewegung, bringt keine Veränderung. Und genau das ist es, was ich an dieser Botschaft kritisiere: Die Wertung, die Gewichtung fehlen. Wir haben Ziele festzusetzen und darauf loszumarschieren und nicht nur Optionen aufzuzeigen.

Die Option «Alleingang» ist keine richtige Option. Sie wird Schiffbruch erleiden und kann deshalb nicht gewählt werden. Der vielzitierte bilaterale Weg ist ein Weg für hoffnungslos Hoffende, eine Fata Morgana, die sich früher oder später zerschlagen wird. Wir werden sehen, dass am Ziel nicht die Oase liegt, sondern die nächste Sanddüne.

Ein Beitritt zur EG ist innen- und aussenpolitisch undenkbar. Was bleibt noch? Es bleibt praktisch nichts mehr als nochmals den Versuch zu unternehmen, ein anderes, moderateres Integrationszenario zu suchen, das auf die Kritik im Volk eingeht. Dafür wäre es notwendig gewesen, dass wir eine Ursachenanalyse vornehmen; auch das vermisste ich in der Botschaft.

Wenn wir die Hauptursachen des Neins analysieren, sind wohl drei Gründe hervorzuheben: Erstens haben wir ein zerkrümeltes, verfälschtes Geschichtsbild, zum zweiten wurde der mangelnde Einbezug der Kantone, die mangelnde Ausgestaltung der Mitwirkungsrechte und Gestaltungsmöglichkeiten zu Recht kritisiert, und zum dritten ist es uns nicht gelungen, im Bereich des freien Personenverkehrs die Ängste des Volkes zu zerstreuen. In diesen drei Bereichen müssten meiner Ansicht nach weitere Fortschritte erzielt werden. Es müssten Verbesserungen her, und es müssten Garantien ausgesprochen werden.

Noch ein Letztes: Wir treffen heute Massnahmen gegen negative Folgen, die noch gar nicht eingetreten sind, denn die Rezession, die zurzeit herrscht, ist hausgemacht, selbstverschuldet, und die Ursachen hierfür liegen weiter zurück als der 6. Dezember 1992. Die harten Zeiten für die Exporteure, für die Zulieferer werden erst noch kommen, und auch die Gatt-Lawine kommt noch auf unsere Bauern zu. Die Wettertanne Blocher möchte diese Lawine durch einen Griff in die Bundeskasse – was doch etwas überrascht – und durch zusätzliche, neue Steuern abwenden – was ebenso überrascht.

Ich wünsche den Bauern in Appenzell viel Glück, wenn sie heute noch bereit sind, ihm zu trauen.

Es kann nicht angehen, die negativen Folgen zu minimieren. Wir müssen gemeinsam zu neuen Visionen vorstossen, selbst dann noch, wenn Herr Stich nichts anderes dazu beiträgt als einige müde Fränklein.

On. Maspoli: Lo scorso 6 dicembre – non vi dico certo una novità – il popolo svizzero, e soprattutto i cantoni svizzeri, hanno detto no allo Spazio economico europeo; un voto che

si poteva anche così anticipare. E' un voto che – si sa – non è stato modificato dai piagnistei del nostro Governo e dai piagnistei di alcuni tra di noi nell'immediato dopovoto.

La volontà popolare va rispettata sempre e comunque, non solo quando il popolo svizzero accetta di pagare la benzina 20 centesimi in più, va rispettata anche quando il popolo svizzero non la pensa come il Governo, in questo caso non la pensava come la maggioranza di noi e non l'ha pensata come il Governo.

E dunque io trovo a dir poco scandaloso – scusatemi il termine magari forte, intanto non ascoltano, se ne fregano – che oggi si voglia far rientrare dalla finestra – ciò che il popolo, le cittadine e i cittadini del nostro Paese – hanno chiuso fuori dalla porta.

Lo si vuole fare poi con sistemi e metodi che lasciano – lasciatemelo dire – il tempo che trovano e mettono anche in discussione parecchi principi. Aprire per esempio oggi il nostro Paese a forze lavorative che vengono dall'estero mi sembra non solo anacronistico ma pericoloso e comunque sbagliato. In un momento di crisi creare nuovi posti di lavoro per poi farli occupare da lavoratori stranieri mi sembra veramente ridicolo. Ciò è stato detto più volte da questa tribuna, non devo aggiungere gran ché.

Ma io vorrei chiedere qualcosa al nostro Governo, vorrei chiedere qualcosa ai fautori dello Spazio economico europeo. Il collega Steinegger ha detto che non è così, ma casualmente e stranamente dal momento in cui abbiamo detto no allo Spazio economico europeo i tassi d'interesse sono scesi, lo Swiss Performance Index è salito alle stelle e i tassi ipotecari, on. Delamuraz, sono calati.

Sarà un caso, un caso strano, forse tutti erano d'accordo per dire che dopo il 6 dicembre 1992 tutto questo si sarebbe verificato indipendentemente dal voto svizzero. Ma c'è di meglio e di più: tutto ad un tratto le nostre banche hanno di nuovo disponibilità di liquido, hanno di nuovo soldi, fanno di nuovo propaganda per dare soldi alla gente. Ho visto recentemente dei cartelloni pubblicitari, che in pratica dicevano proprio: «Venite a prendere i soldi.» Da dove vengono questi soldi? Penso che non vengono dalle casse del Consiglio federale che notoriamente sono vuote! Dunque verranno da gente che ha visto nella Svizzera un luogo sicuro per depositare i propri capitali. Un'ultima cosa vorrei dire prima di terminare perché il tempo è crumiro, il tempo è aguzzino: negoziati bilaterali. E' chiaro che se noi andiamo a discutere con i nostri partner – mi si scusi il paragone non del tutto carino – con i pantaloni già calati è molto difficile poter discutere con certa gente. Mi permetto di azzardare una ipotesi: Forse il popolo svizzero ha bocciato il contratto negoziato e proposto dai negozianti di un tempo – credetemi, signore e signori – perché non era un contratto valido. Ed io credo che questa gente forse oggi potrebbe andare in pensione e lasciare il posto ad altra gente.

Per concludere direi che se io non fossi, malgrado tutto, profondamente Svizzero, Svizzero fino al midollo spinale, sig. Consigliere federale, e fiero di esserlo e dunque convinto che il Consiglio federale non può operare deliberatamente e intenzionalmente contro il nostro Paese, leggendo il messaggio in questione, sarei tentato – dico tentato – a credere che si stia facendo tutto il possibile per dimostrare che lo scorso 6 dicembre il popolo svizzero ed i cantoni svizzeri si sono sbagliati.

Stucky: Wir stehen im Ruf, Realisten zu sein, und ich hoffe, dass wir es diesmal wirklich sind.

1. Wenn wir Realisten sind, müssen wir erkennen, dass wir uns mit dem Nein zum EWR international als Gesprächspartner weitgehend abgemeldet haben, und zwar nicht nur in Europa, sondern auch im Fernen Osten oder in Amerika. Das Ausland reagiert verwirrt, es kann nicht verstehen, dass wir mitten in Europa sitzen, aber den Alleingang gewählt haben. Und es nimmt natürlich auch zur Kenntnis, dass unser Binnenmarkt kein grosser Markt ist, dass wir infolgedessen auch kein allzu wichtiger Handelspartner sind.

2. Vom Aufschwung, den uns die EWR-Gegner versprochen haben, wenn wir den Alleingang wählten, spüren wir heute nichts, auch nicht auf dem Finanzplatz, denn dass seither Geld in unser Land strömte, ist hauptsächlich darauf zurückzu-

führen, dass im EWS Unruhe herrscht und folglich der sichere Hafen Schweiz angestrebt wird. Es war aber nie die Rede davon, dass wir diesem EWS beitreten sollten.

3. Wir müssen uns unter sehr viel schwierigeren Bedingungen zu verkaufen versuchen. Vorleistungen zu machen, ist zwar schön und recht, aber honoriert werden diese von den zukünftigen Partnern wohl kaum. Es ist eine Illusion zu glauben, dass Zahlungen in den Kohäsionsfonds zu einer Konzession im voraus – etwa der Spanier – führen würden. Wir werden nicht darum herumkommen, harte Verhandlungen zu führen.

4. Auf diese Verhandlungen müssen wir wohl noch einige Zeit warten. Folglich gilt es, die Konsequenzen zu ziehen und zu sehen, dass wir innenpolitisch unsere Binnenwirtschaft stärken. Die Swisslex bringt einiges wenig in dieser Richtung, das wirklich notwendig ist und vielleicht auch dringend, das unsere Plattform für allfällige Verhandlungen mit dem Ausland stärkt; viel ist es nicht.

In manchem sind wir enttäuscht und verstehen nicht, warum wir zum Beispiel Bestimmungen über die Mitbestimmung beschliessen sollen, wo doch unsere Wirtschaft jahrzehntlang bewiesen hat, dass auch ohne diese Mitbestimmung ein gutes Arbeitsklima bewahrt werden kann.

Der Bundesrat hätte sich wohl besser darauf konzentriert zu sehen, dass die Monopolbetriebe ihre Preisregulierungen abbauen oder dass wir etwa im Bodenrecht endlich die dringlichen Bundesbeschlüsse abschaffen. Hier haben wir eine mutigere Haltung vermisst, die unsere Wirtschaftskraft wirklich stärken würde, denn nur mit einer stärkeren Wirtschaft werden wir als Handelspartner wieder ernst genommen.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.40 Uhr
La séance est levée à 19 h 40*

Zweite Sitzung – Deuxième séance

Dienstag, 27. April 1993, Vormittag
Mardi 27 avril 1993, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Schmidhalter

93.100

Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens (allgemeine Aussprache) Programme consécutif au rejet de l'Accord EEE (débat général)

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 679 hiervor – Voir page 679 ci-devant

Frau von Felten: Ich habe zum EWR-Abkommen nein gesagt, doch zu den Gewinnenden gehöre ich nicht. Wer vom Wettbewerb der Meinungen ausgeschlossen wird, kann schliesslich nicht gewinnen. Zusammen mit vielen engagierten Frauen und Männern in ganz Europa bin ich nach wie vor der Ueberzeugung, dass Inhalte und Ziele des EWR grundsätzlich in die falsche Richtung gehen und dass das Projekt für die Herausforderungen unserer Zeit keine Perspektiven aufzeigt. Diese Argumente hatten keinen Platz im Konzept der Abstimmungsstrategen der Massenmedien, die sich darauf beschränkten, einen Wettkampf zwischen Gut und Böse, zwischen Vernunft und Emotionen darzustellen. Eine ernsthafte Auseinandersetzung mit Inhalten fand nicht statt.

Die Gründe, die zum Abstimmungsergebnis führten, sind für die heutige «Wie-weiter-Debatte» einmal mehr irrelevant. Die Botschaft geht sinngemäss davon aus, Schadensbegrenzung sei angesagt, als ob die Hälfte der Schweizerinnen und Schweizer aus purer Unzurechnungsfähigkeit ein Nein in die Urne gelegt hätten.

Für die Wirtschaftsvertreter in diesem Rat ist das Ergebnis der Abstimmung ohnehin irrelevant, was vorauszusehen war. Sowohl die Pro- als auch die Kontraseite fordern heute einmütig Revitalisierung, als ob die Wirtschaft tot am Boden läge. Sie wittern die einmalige Chance, zwecks Schadensbegrenzung unseren sozialen und ökologischen Standard abzubauen. Kurz: Es werden Schlüsse gezogen, bevor die richtigen Fragen gestellt worden sind.

Was bedeutet das Abstimmungsergebnis? Verschiedene Analysen liegen auf dem Tisch. Die Studie des Zürcher Instituts «Cultur prospectiv» kommt zum Beispiel zum Ergebnis, die Europafrage sei in erster Linie eine soziale Frage. Am wenigsten Widerstand sei dem EWR in der Elite der modernen Industriegesellschaft erwachsen, die Stimmenden aus der unteren Etage hätten mehrheitlich abgelehnt. Nicht Geschichtsunterricht, sondern die Sicherstellung von Chancengleichheit und Mitbestimmung ist die Grundlage künftiger Integrationspolitik – nicht nur in der Schweiz, sondern weltweit.

Die Schweiz besteht nicht nur aus Exporteuren. Ich fordere eine Integrationspolitik für alle. Ich hätte mir nach dem 6. Dezember 1992 eine Denkpause gewünscht und lehne die Hektik, mit der versucht wird, den Volksentscheid möglichst ungeschehen zu machen, ab. Gefordert wird eine ernsthafte Aus-

einandersetzung mit den Motiven, den Vorstellungen, den Ängsten und Hoffnungen aller, die am 6. Dezember 1992 über ihre Zukunft abgestimmt haben. Das gehört nach meinem Verständnis von Demokratie zum Pflichtenheft des Parlamentes.

Selbstverständlich begrüsse ich alle sozial- und umweltverträglichen Swisslex-Vorlagen, die dringenden Probleme werden damit jedoch nicht gelöst.

On. Borradori: All'inizio del suo messaggio il Consiglio federale dichiara di accettare la decisione scaturita democraticamente lo scorso 6 dicembre. Continuando nella lettura si rafforza però vieppiù l'impressione che la piena integrazione europea rappresenta pur sempre ancora l'obiettivo finale del nostro Governo e che il chiaro responso uscito dalle urne viene inteso – anzi, frainteso – come un mandato a tenere aperte tutte le opzioni nell'ambito della CE e dello SEE, il che in definitiva significa voler condurre la Svizzera in grembo all'Europa passando attraverso strade secondarie e meno battute. Nessun ripensamento, nessun riorientamento della politica estera, dunque. Tutto ciò denota perlomeno una preoccupante mancanza di fantasia, che certo non lascia sperare in nulla di buono per uscire dal vicolo cieco in cui attualmente ci troviamo.

Come può convivere infatti il Consiglio federale con il «no» del Sovrano, se non è in grado di proporre alternative e di accettare in tal modo lucidamente il verdetto popolare? E cosa vuol dire «tenere aperte le opzioni SEE e CE» quando già sappiamo che, per quanto attiene agli aspetti principali di queste due costellazioni, non vi è più spazio per ulteriori trattative?

La tattica dei piccoli passi, che traspare in modo sin troppo manifesto dal messaggio, tattica intesa a preparare il campo per una nuova votazione sull'Europa, non ci trova per nulla consenzienti. I vecchi e contrastati argomenti di ieri a favore dello Spazio economico europeo non possono formare oggi la base della futura politica svizzera di integrazione.

Nel messaggio si parla inoltre più volte della necessità di reagire all'isolamento, di evitare l'«Alleingang». Mi sembrano concetti nebulosi e poco realistici. Infatti, l'economia svizzera e quella ticinese, per toccare una realtà che mi è vicina, sono già notevolmente integrate nel mercato europeo. Lo «splendido isolamento» è più un mito negativo utilizzato come leva propagandistica che una effettiva realtà, fatta di apertura e di concorrenza, non di rado molto agguerrita. Ad una nazione che è il secondo miglior cliente della Comunità europea e che dà lavoro, dentro e fuori i suoi confini, a più di un milione di persone provenienti da Paesi europei, non può in nessun modo venire appiccicata l'etichetta di «isolazionista».

Due parole infine sul programma Swisslex, dove si possono trovare in sé parecchie cose buone. Lascia invece decisamente perplessi la procedura scelta. Perché adottare nuovamente, senza una reale necessità, una procedura d'urgenza che esclude una regolare consultazione delle parti interessate? A prescindere da ciò, ritengo che il programma Swisslex sia comunque destinato al fallimento se si baserà su questa strategia europea, che è del tutto priva di una accettazione democratica. Per essere credibile, Swisslex dovrebbe invece avere il supporto di una nuova politica europea della Svizzera, rispettosa della volontà popolare e il cui filo conduttore non sia accondiscendenza e docilità nei confronti della Comunità europea, bensì apertura pragmatica che garantisca al nostro Paese sovranità, indipendenza e neutralità in un'Europa composta da Stati aperti, ma sovrani, che si muovono all'interno di un reciproco e profondo rispetto.

Hämmerle: Die meisten Rednerinnen und Redner schliessen die Option des Alleingangs aus – es sei ein nicht gangbarer Weg, heisst es. Trotz dieser Beteuerungen weisen alle wahrnehmbaren Entwicklungen genau auf diesen Alleingang hin, den eigentlich die meisten nicht wollen. Die bilateralen Verhandlungen sind wenig erfolgversprechend. Weniger als das: Ein halbes Jahr nach dem 6. Dezember 1992 sind sie mangels Partner noch gar nicht in Gang gekommen. Das liegt nicht an den schlechten Diplomaten, sondern an der Sache selbst.

Wer nicht im EWR mitmacht, kann nicht von dessen Vorteilen profitieren, bleibt draussen, mit allen Konsequenzen.

Die Option «Späterer Beitritt zum EWR-Abkommen» erschöpft sich beim Bundesrat im wesentlichen in der Aussage, dass die Wiederaufnahme von Verhandlungen erst in Frage komme, «wenn die innen- und aussenwirtschaftspolitischen Voraussetzungen dafür erfüllt sind». Ähnliches ist zu den EG-Beitrittsverhandlungen zu lesen. Auch hier resultiert am Schluss nichts anderes als der Alleingang.

Wir stehen also im Alleingang still, während sich die europäische Integration zwar stockend, aber doch kontinuierlich weiterentwickelt – ohne die Schweiz. Unser Abseitsstehen tut niemandem in Europa weh, ausser uns selber. Nur sagen wir das nicht, geben es nicht zu.

Bundesrat, Parlament, Gewerkschaften und Wirtschaft müssen jetzt endlich Klartext reden, was dieses Nein vom 6. Dezember 1992 wirklich bedeutet: Enorme Schwierigkeiten für den Werkplatz Schweiz, Probleme für die Forschungspolitik, Probleme für die Luftfahrt – das sind die Fakten. Man müsste sie mal auflisten und knallhart auf den Tisch legen. Da reicht die Börse von Herrn Dreher nicht.

Natürlich ist der negative Volksentscheid verbindlich, das ist ganz klar. Aber er ist es nicht für alle Zeiten. In der Schweiz haben nämlich zweite Anläufe in wichtigen Fragen Tradition – das Stichwort Frauenstimmrecht soll genügen –, daran ist überhaupt nichts Undemokratisches. Das Volk kann ja auch beim zweiten oder beim dritten Mal nein sagen.

Schwierigkeiten bietet aber diesmal das Timing, weil der Rhythmus der europäischen Integration nicht auf die Schweizer Befindlichkeit abgestimmt ist. Darum können wir nicht jahrelang auf den zweiten Anlauf warten.

Wir müssen jetzt den innenpolitischen Boden für einen zweiten EWR-Anlauf vorbereiten, unter Berücksichtigung der sozialen und ökologischen Bedenken, die am 6. Dezember 1992 zum Nein führten. Der zweite Anlauf ist die einzige realistische Möglichkeit, dem fatalen Alleingang entgegenzutreten.

Frau Goll: Mein Nein zum EWR am 6. Dezember 1992 war ein Nein zu einem wachstumsorientierten Wirtschaftsprojekt und ein Nein zum Weiterwirtschaften auf dem Buckel der Aermsten, insbesondere auf dem Buckel der Frauen. Begriffe wie «Integration» und «Öffnung» konnten nicht über einen einseitigen Vertrag hinwegtäuschen. Wenn viel von «Freiheiten» die Rede war, dann war und ist damit einzig und allein die Freiheit des Marktes gemeint.

Das nun vorliegende Folgeprogramm des Bundesrates zum EWR mit 27 wiederaufgenommenen Eurolex-Vorlagen wird an der herrschenden ungerechten Wirtschaftspolitik nichts ändern. Es sind keine staatlichen Lenkungsmaßnahmen vorgesehen, die dem eigentlichen Wirtschaftskrieg zwischen den Machtblöcken ein Ende bereiten würden.

Was nun als «Swisslex» auf dem Tisch des Hauses liegt, ist alles andere als eine angemessene Antwort auf die drängenden Probleme unserer Zeit. Angesichts der heutigen Wirtschaftslage mit einer globalen strukturellen Entwicklungskrise, die mit steigenden Arbeitslosenzahlen, zunehmender Armut und sozialer Ausgrenzung längst nicht mehr vor dem bisherigen Sonderfall Schweiz haltmacht, brauchen wir, wenn schon ein Folgeprogramm, dann eines, das Lösungen für diese unhaltbare Situation anbietet. Wir brauchen eine Politik, die gegenüber der Wirtschaft nicht einfach kapituliert. Deregulierungen als Inhalt angestrebter marktwirtschaftlicher Erneuerung sind keine Perspektiven, sondern verschärfen im Gegenteil den Teufelskreis von Sozialabbau, Entsolidarisierung und sozialen Unruhen.

Gegen die Harmonisierung von Schweizer Recht mit EG-Recht ist grundsätzlich nichts einzuwenden, nur: Wo und wie soll harmonisiert werden? Wenn schon, braucht es ein umfassendes Konzept, das von der Einbindung der Wirtschaft ausgeht. Von Integrationspolitik darf erst dann gesprochen werden, wenn alle weiteren Massnahmen, Verhandlungen und Programme dem Begriff «Integration» gerecht werden. Und eine solche Integrationspolitik kann ich erst dann unterstützen, wenn die Wirtschaftsvertreterinnen und -vertreter bereit

sind, nebst dem Wahrnehmen ihrer ökologischen und entwicklungspolitischen Verantwortung eine neue Sozialpflichtigkeit in der Praxis zu erproben. Diese bitter nötige Sozialpflichtigkeit von seiten der Wirtschaft erfordert natürlich einen anderen solidarischen Vertrag, einen neuen Gesellschaftsvertrag. Und wenn wirklich alle Optionen offen sind, muss die Diskussion genau darüber Platz haben.

Loeb François: Vitalisieren, revitalisieren – vital bedeutet lebenskräftig, lebensvoll, wendig, munter, unternehmensfreudig. Die Schweizer Wirtschaft ist kräftig, lebensvoll, wendig, munter, unternehmensfreudig. Sie wird aber durch über Jahrzehnte gewachsene staatliche Rahmenbedingungen eingeeengt, gebremst, ja ausgebremst. Das Abseitsstehen vom europäischen Binnenmarkt führt zu einer weiteren Benachteiligung der schweizerischen Exportwirtschaft. Bilaterale Vereinbarungen konnten, obwohl diese immer wieder von den EWR-Gegnern in den Vordergrund gestellt wurden, bis jetzt leider nicht getroffen werden. Ich hoffe, dass es gelingen wird, bilaterale Verträge abzuschliessen, denn es ist von entscheidender Bedeutung, dass wir in der Wirtschaft gleich lange Spiesse haben können. Wenn wir diese nicht haben, wird sich die Wirtschaft ins Ausland verlagern.

Bei Swisslex müssen wir ein Weiteres beachten: Wir dürfen keine neuen Regulierungen beschliessen, der Wirtschaft weitere Schwierigkeiten auferlegen, denn sonst haben wir genau das Gegenteil getan von dem, was wir tun müssen, nämlich die Rahmenbedingungen zu revitalisieren.

Der Bund muss unternehmerisches Tun, unternehmerische Initiative fördern, die Unternehmungen ermuntern, jetzt und nicht erst morgen zu investieren, Jungunternehmen ermuntern, Unternehmungen und Ideen jetzt und nicht erst morgen zu gründen und durchzuführen. Das ist Revitalisierung. Wir brauchen die Unternehmer, wir brauchen ein unternehmerisches Umfeld, einen Rahmen, der etwas bietet.

Meine Herren Bundesräte, was wir jetzt brauchen, sind zwei Buchstaben: K und F. Das hat nichts mit irgendeiner staatlichen Organisation zu tun, sondern wir brauchen Kreativität und Flexibilität. Sie sind aufgerufen, mit Kreativität und Flexibilität an die Arbeit zu gehen, damit die Wirtschaft diese Rahmenbedingungen bekommt.

Die Wirtschaft ist bereit, Ihnen zu helfen, Ihnen auch Wege aufzuzeigen. Aber bitte, geben Sie die Rahmenbedingungen, die es ermöglichen, dass die Wirtschaft in der Schweiz Erfolg haben kann.

Hafner Rudolf: Die Minderheit der grünen Fraktion hält auch Beitrittsverhandlungen mit der EG für überflüssig.

Wir konstatieren folgende negative Hauptmerkmale bei der EG, die wir nicht akzeptieren können: Zentralismus, hierarchische Machtstruktur von oben nach unten – der Mangel an Demokratie wird sogar von EG-Organen zugegeben –, Festhalten am überholten Wachstumskonzept, das keine echte Ausrichtung der Wirtschaft auf Ökologie ermöglicht, Blockbildung gegenüber den anderen Kontinenten. Die gleichen Merkmale können auch beim Europäischen Wirtschaftsraum analysiert werden.

Wir erachten es als äusserst problematisch, wenn der Bundesrat in der Botschaft zum EWR-Folgeprogramm schreibt, Seite 11: «Wir werden sämtliche Optionen offenhalten, die geeignet sind, eine aktive und solidarische Zusammenarbeit mit der EG, mit ihren Mitgliedstaaten und den Staaten der Efta zu gewährleisten. Damit unterstreichen wir auch, dass wir den 'Alleingang' nicht als einen gangbaren, im Interesse des Landes liegenden Weg betrachten.» Der Bundesrat hält aber gerade nicht alle Optionen offen: Die Option einer selbständigen, unabhängigen Schweiz mit Neutralität gegenüber dem Ausland wird von seiten des Bundesrates praktisch als unakzeptabel deklariert.

Wir sind der Auffassung, dass der Bundesrat damit wesentliche Bedürfnisse der Bevölkerung nicht beachtet. Wenn wir uns trotzdem dem Folgeprogramm anschliessen können, dann deshalb, weil es nicht besonders mutig und nicht besonders auffallend ist.

Herr Bircher Silvio hat gesagt, die Schweiz sei nach dem 6. De-

zember 1992 in ein Loch gefallen. Im Prinzip kann man nur dann in ein Loch fallen, wenn man stur geradeaus geht, nur der Nase nach, sich nicht umsieht und die Bedürfnisse der Bevölkerung nicht mehr wahrnimmt.

Ich erhoffe mir für die Zukunft, dass man nicht mehr in ein Loch fällt, sondern sich umsieht, den Horizont offenhält und darum nicht umfallen kann.

M. Berger: Personne ne peut arrêter le cours du temps. Il en est de même, il faut le reconnaître, pour le mouvement d'intégration européenne qui se manifeste depuis la dernière guerre, et rien ne l'arrête, cela est heureux. Les possibilités de déplacement et de communication améliorées ainsi que toutes formes de relations modernes, y compris même la concurrence, nous imposent de considérer le mouvement de rapprochement avec nos voisins comme un besoin qui touche l'ensemble de notre société. La Suisse économique et culturelle ne peut donc pas se distancer de la réalité de l'Europe et de son grand marché. Le respect de la décision populaire du 6 décembre 1992 ne peut donc pas être interprété comme une solution de repli sur nous-mêmes. Il est cependant vrai que nous avons peut-être été aveuglés par des années d'euphorie concernant l'économie intérieure, qui nous ont caché la réalité des transformations profondes qui ont vu le jour chez nos voisins; cela explique peut-être le non des paysans à l'EEE, qui ont cru que leur statut demeurerait immuable dans les limites étroites de nos frontières, ou bien aussi la position des syndicats qui étaient plus soucieux par leur oui de sauvegarder les acquis sociaux que de faire preuve d'un esprit d'ouverture et de partage.

L'urgence du besoin, aujourd'hui, c'est d'accélérer notre processus d'ouverture par une amélioration sérieuse de notre capacité concurrentielle. Certes, la meilleure voie pour cette approche nous était offerte par l'EEE. Nous l'avons refusée. Dès lors, ne perdons pas de temps et recherchons d'autres chemins, certes plus difficiles, pour atteindre l'objectif. La voie offerte par le message du Conseil fédéral n'est pas des plus envivantes, il est vrai, mais elle est réaliste. Nous la soutiendrons. Au niveau institutionnel, notre appartenance au Conseil de l'Europe et à la CSCE nous permet fort heureusement de maintenir, voire de renforcer notre participation à l'ensemble de l'activité européenne. Une lacune au tableau de l'institution de Strasbourg, toutefois: elle ne traite pas des questions d'ordre économique. C'est pourquoi notre ouverture au niveau économique doit d'autant s'intensifier, notre puissance concurrentielle doit s'améliorer par toute une série de mesures internes. Et c'est bien à ce niveau que j'ai quelques doutes. L'ouverture, la déréglementation, le soutien à des agents de production énergétique ou autres, aux meilleures conditions, c'est plus que louable, c'est indispensable. Mais, dans la réalité, on a l'impression que c'est l'inverse qui se produit: les actes législatifs foisonnent, les marges commerciales prennent l'ascenseur, les obstacles les plus divers se multiplient. Autant de barrières souvent bien inutiles à l'intérêt général, mais des entraves certaines à la compétitivité de notre économie. Il suffirait parfois d'un regard, d'une ouverture du côté de nos voisins européens, pour que plus d'une question trouve une réponse satisfaisante.

Je prends donc acte de ce premier message en souhaitant tant une attitude d'ouverture que de dialogue vis-à-vis de l'extérieur. C'est à ce prix, j'en suis persuadé, que nous relancerons notre économie et que nous nous rapprocherons de nos voisins.

Frau Hafner Ursula: Herr Hämmerle hat vorhin zu Recht darauf hingewiesen, dass die Probleme, die das Nein zum EWR der Schweiz bringt, klarer dargelegt werden sollten. Dabei sollten die besonderen Konsequenzen, die das Nein für die Jugend in der Schweiz hat, nicht vergessen werden.

Ich möchte Ihnen an einem konkreten Beispiel belegen, wie die Jungen schon heute zu spüren bekommen, dass sie nicht dazugehören, wenn über interessante Projekte internationale Kontakte geknüpft und Erfahrungen ausgetauscht werden. Der Bundesrat hat sich zwar darum bemüht, dass wir uns trotz des EWR-Neins an Forschungs- und Bildungsprogrammen

der EG beteiligen können. Vom ausserschulischen Programm «Jugend für Europa» sind unsere Jugendlichen aber vorderhand ausgeschlossen. Es handelt sich dabei aber um ein äusserst wertvolles Programm. Es soll insbesondere Jugendlichen, die es sonst schwer haben, an Austausch teilzunehmen, Möglichkeiten der Begegnung bieten. Wem zum Beispiel aufgrund seines Bildungsstandes Programme wie «Erasmus» nicht zugänglich sind, kann sich in diesem Rahmen mit Gleichaltrigen aus anderen Ländern verständigen. Die Organisation wird dezentral durch nationale Agenturen gewährleistet. Die anderen Efta-Staaten konnten im laufenden Jahr das eigentliche Programm auch noch nicht starten. Sie haben aber ihre Agenturen bezeichnet und wollen zumindest untereinander Projekte durchführen.

In der Schweiz hat sich Intermundo darum beworben, als Agentur zu fungieren. Diese Dachorganisation der Jugendaustauschorganisationen verfügt über eine breite Erfahrung und ist in der Lage, bei solchen Projekten sofort mitzumachen. Sie wollte auch mit einem eigenen Projekt an den Austauschaktivitäten der anderen Efta-Staaten teilnehmen und hat beim Bundesamt für Bildung und Wissenschaft deswegen um einen Kredit nachgesucht. Doch dort erhielt sie den enttäuschenden Bescheid, es könne aus juristischen Gründen kein Geld für das geplante Seminar freigegeben werden.

Der Bundesrat sollte hier ein Zeichen setzen und klar machen, dass er den Wunsch hat, die Schweizer Jugend an der interkulturellen europäischen Zusammenarbeit teilhaben zu lassen. Er wird doch noch 40 000 Franken lockermachen können, die es Intermundo erlauben würden, ihr Projekt den «Jugend für Europa»-Agenturen der Efta-Staaten anzubieten!

Der Bundesrat würde damit seinem eigenen Vorsatz im Bericht über die Legislaturplanung 1991–1995 nachleben, in welchem eine Verstärkung des nationalen und internationalen Jugendaustausches im ausserschulischen Bereich angestrebt wird. In einem nächsten Schritt sollte er sich darum bemühen, auch in bezug auf «Jugend für Europa» einen Separatvertrag auszuhandeln, wie er es für das Erasmus-Programm getan hat.

Zum Schluss möchte ich noch erwähnen, dass es eine Gruppe Jugendlicher ist, die das nachträgliche unguete Gefühl vieler Stimmbürgerinnen und Stimmbürger und den Wunsch des Bundesrates, alle möglichen Optionen offenzuhalten und einen Beitritt zum EWR erneut zu prüfen, ernst nimmt und die demokratischen Instrumente unseres Staates dafür einsetzt, indem sie Unterschriften für eine entsprechende Initiative sammelt. Die Jugendlichen verstehen ihre Aktion auch als einen Versuch, die innerschweizerische Diskussion zu stärken und sich über den Röstigraben hinweg zu verständigen. Sie leisten damit ihren Beitrag zu einer besseren Verankerung der künftigen Europapolitik des Bundesrates.

Strahm Rudolf: Ich konzentriere mich auf den innenpolitischen Teil des bundesrätlichen Folgeprogrammes. Was die konkrete Europapolitik betrifft, schliesse ich mich den Ausführungen meiner Fraktionskolleginnen und -kollegen weitgehend an. Wir waren im Februar in Brüssel und hatten den Eindruck, Brüssel sei zurzeit nicht in der Lage, die Marschrichtung für die Verhandlungen mit der Schweiz zu definieren. Dies nicht etwa aus Trotz, wie unsere Diplomaten immer wieder sagen, sondern weil die EG eigene Probleme zu bewältigen hat: Maastricht ist nicht unter Dach, die vier Beitrittskandidaten, die Osteuropafrage, die Finanzierungsfrage usw. Aber ich zweifle nicht daran – und das wurde in Brüssel von niemandem in Frage gestellt –, dass die Verhandlungen auch mit der Schweiz wieder produktiv aufgenommen und geführt werden können, sobald die EG selber wieder Tritt gefasst hat.

Zum innenpolitischen Teil: Das Schlüsselwort dieser Debatte heisst Revitalisierung. Die bisherigen Gespräche in diesem Rat und in der Kommission haben gezeigt, dass «Revitalisierung» ein Gummibegriff ist, ein Plastikwort, das mehr kaschiert als es klärt. Die Revitalisierung ist fast ein bisschen zur Chiffre für Hilflosigkeit in der Wirtschaftspolitik geworden. Die Diskussionen in der WAK haben gezeigt – der Wirtschaftsminister muss es bestätigen –: Revitalisierung und Deregulierung bringen keinen einzigen neuen Arbeitsplatz in diesem Land, im

Gegenteil: kurzfristig werden durch den schärferen Wettbewerb sogar Arbeitsplätze abgebaut.

Wenn man ins Detail des bundesrätlichen Programmes geht und die Reformpunkte anschaut, deckt das Programm eigentlich auf, was man schon längst hätte tun können; es zeigt einen aufgestauten Handlungsbedarf in der Wirtschaftspolitik auf. Zum Beispiel das Kartellverbot: Eine Kartellgesetzrevision hätte der Wirtschaftsminister in sieben Amtsjahren schon längst realisieren können. Oder eine Deregulierung in den der Landwirtschaft nachgelagerten Produktionsstufen und Vermarktungsorganisationen – das hätte man längst durchziehen können. Oder auch marktwirtschaftliche Lenkungsinstrumente statt gewerbepolizeilicher Normen im Umweltschutz – das steht schon lange zur Diskussion.

Ich nenne vier Vorschläge:

1. Das wichtigste ist, dass wir identifizieren, wo nach dem EWR-Nein überhaupt Diskriminierungen entstehen und was diese kosten. Es muss zwischen potentiellen und effektiven Diskriminierungen unterschieden werden. Die Kommissionsmotion der WAK geht in diese Richtung.

2. Bilaterale Abkommen mit der EG, wobei ich neben der Forschung vor allem den Submissionsbereich hervorheben möchte. Auch hier ein WAK-Postulat. Wir haben mit 20 Milliarden Franken Investitionsvolumen im Neat- und im «Bahn 2000»-Bereich mit grossen Baulosen auch ein Angebot gegenüber den EG-Firmen.

3. Das Kartellverbot.

4. Die Ausländerpolitik: Zur zahlenmässigen Begrenzung des Arbeitskräftezuwachses möchte ich erwähnen, dass wir die Fehler der achtziger Jahre vermeiden müssen, damit nicht wieder ein Wachstum in die Breite entsteht, ein Wachstum mit zu kleiner Produktivitätssteigerung. Wir brauchen eine Kontingentierung der Zahl der Arbeitskräfte, sonst programmieren wir die Abwehr der Arbeitnehmer gegen einen neuen Anlauf zur Integrationspolitik der neunziger Jahre. Diese Fehler sollten jetzt vermieden werden.

Bührer Gerold: Seit Ende der achtziger Jahre, spätestens jedoch seit dieser Rezession wissen wir mit aller Deutlichkeit, dass der Wirtschaftsstandort Schweiz deutlich an Terrain eingebüsst hat. Dies äussert sich in deutlich niedrigeren Wachstums- und Produktivitätsraten. Wir wussten also bereits vor dem 6. Dezember 1992, was unsere Hausaufgaben sind.

Nach dem Nein von Volk und Ständen und nach den neuesten wirtschaftlichen Entwicklungen wissen wir um so besser, dass wir keine andere Wahl haben, als den Wirtschaftsstandort Schweiz wieder wettbewerbsfähiger zu machen. Dies in einem Umfeld, in dem die zunehmende Globalisierung zu einem massiven Wettbewerb um Kostenführerschaft und Standortgunst geführt hat. In der Sportsprache: Was wir erleben und was wir in Zukunft erleben werden, ist ein immer härterer Schlagabtausch um Konkurrenzfähigkeit und Wettbewerbskraft.

Unsere Antwort muss daher sein: Stärkung der Marktwirtschaft. Wir brauchen nach dem viel – und zu Recht – gelobten Pakt des Friedens zwischen den Sozialpartnern einen Wachstumspakt. Wir brauchen wieder mehr Wachstum, sonst können wir unsere sozialen Verpflichtungen bei weitem nicht mehr berappen.

Meine lieben Kolleginnen und Kollegen der Linken: Hören Sie auf mit dem Gegensatz zwischen Marktwirtschaft, Wachstum und den sozialen Anliegen! Nur mit mehr Wachstum werden wir diese Anliegen auch erfüllen können.

Die Botschaft des Bundesrates geht zweifellos in die richtige Richtung. Der Bundesrat hat mit der Liberalisierung im Ausländerrecht für hochspezialisierte Kräfte auf dem Arbeitsmarkt auch ein wichtiges Zeichen gesetzt. Aber wir befinden uns nicht in einer Normalsituation, wir befinden uns in einer ausserordentlichen Herausforderung, und angesichts dieser Herausforderung geht die Botschaft des Bundesrates zu wenig weit.

Auch die skizzierten Anschlussprogramme vermögen den neuen, gestiegenen Herausforderungen nicht gerecht zu werden. Wir brauchen dringend denn je einen Abbau von Verzögerungsmechanismen im Bau- und Umweltrecht. Wir brauchen nicht neue Steuern, sondern eine Stabilisierung der

Steuerquote. Wir brauchen endlich eine Aufhebung übermässiger Interventionen im Bodenrecht. Und wir brauchen das Aufbrechen staatlicher Monopole und der zu hohen administrierten Preise, die zwei Drittel der nicht mehr freien Preise ausmachen. Und wir brauchen schliesslich einen Abbau überholter Sozialvorschriften wie etwa bezüglich Nachtarbeitsverbot, das die Konkurrenzfähigkeit gefährdet und nicht Arbeitsplätze schafft, sondern vernichtet. Wir brauchen nicht einseitige, rechtspuristische Vorleistungen und neue Gesetze im Bereich des Konsumenten- und Arbeitnehmerschutzes. Mit solchen Reglementierungen schaffen wir keine neuen Arbeitsplätze.

Die Priorität, die wir heute zu erfüllen haben, ist nur, die Wettbewerbskraft dieses Landes zu stärken. Wir sind aufgefordert, den Analysen und Berichten nun endlich Taten folgen zu lassen. Wir brauchen eine radikale Umkehr zu mehr Marktwirtschaft, auch wenn es Anpassungszwänge geben wird, denn nur so werden wir längerfristig unserem Land einen Dienst erweisen. Nur so werden wir wirtschaftlich die Konkurrenzfähigkeit stärken und politisch wieder Vertrauen gewinnen. Und beides brauchen wir.

Frau Haller: Es ist hier viel gesagt worden; Tatsachen, Wünsche und Illusionen kamen gemischt zur Darstellung. Deshalb möchte ich jetzt Klartext reden. Theoretisch hat die Schweiz nur zwei Möglichkeiten: entweder den Weg der europäischen Integration oder den Alleingang.

Der Weg der europäischen Integration heisst EWR oder EG. Der Alleingang heisst Verzicht auf den Weg der europäischen Integration; er ist gekoppelt mit bilateraler Verhandlungstätigkeit. Halten wir das in aller Klarheit fest. Die bilaterale Verhandlungstätigkeit ist nichts anderes als Beschäftigungstherapie im Rahmen dieses Alleinganges. Ich meine das übrigens durchaus im Sinne eines Krankheitsbildes. Ein Alleingang ist auch bei einzelnen Menschen eine Abkoppelung von Beziehungen, und das ist eine Krankheitserscheinung, die Beschäftigungstherapie durchaus nötig macht. Beim Staat ist das nicht anders.

Ich habe gesagt, unser Land habe theoretisch zwei Möglichkeiten: Integration oder Alleingang. Praktisch gesehen gibt es die Variante Alleingang aber eben nicht. Europa ist nun einmal im Entstehen begriffen; die Schweiz kann langfristig nur weiterexistieren, wenn sie an diesem Geschehen aktiv teilnimmt. Ich möchte Ihnen eine Frage stellen: Was würden Sie zu Leuten sagen, die lauthals verkünden, sie wollten eine andere Schweiz, lehnten aber diesen Staat ab und verweigerten sich allen Institutionen? Sie würden diesen Leuten sagen, es gebe nun einmal nur eine Schweiz, die aber über Institutionen verfüge, mittels derer sie sich rechtsstaatlich verändern lasse. Jedenfalls würden Sie diesen Leuten nicht sagen, Sie möchten sie in der Haltung, sich den staatlichen Institutionen zu verweigern, unterstützen. Mit Europa ist es genau dasselbe: Es gibt nur ein Europa. Wir können nicht auf ein anderes Europa warten, genauso wie wir nicht auf eine andere Schweiz warten können.

Damit komme ich zur anderen Variante: zum Weg der Integration. Niemand weiss, wie sich die EG entwickelt. Es ist auch nicht klar, wie es mit dem EWR weitergeht. Der Bundesrat und das Schweizervolk haben in dieser Situation verschiedene Aufgaben: Das Schweizervolk kann in Abstimmungen immer wieder am Alleingang festhalten, das ist sein Recht, und die Abstimmungsergebnisse werden rechtskräftig. Es ist auch richtig so, und wir wollen alle diese Demokratie hochhalten. Der Bundesrat aber hat die Aufgabe, dem Volk die nötigen Fragestellungen immer wieder zu unterbreiten.

Da möchte ich nun fragen: Wer sagt eigentlich, das Schweizervolk habe sich am 6. Dezember 1992 gegen Beitrittsverhandlungen mit der EG ausgesprochen? Beitrittsverhandlungen sind doch etwas ganz anderes als der spätere Entscheid über einen Beitritt. Ein Neuaushandeln des EWR ist zurzeit nicht möglich. EG-Beitrittsverhandlungen hingegen sind möglich. Die EG wartet dafür nur auf ein Zeichen des Bundesrates.

Wer sagt eigentlich, dass die EG nicht vielleicht in drei Jahren sehr viel demokratischer sein könnte? Haben die Dänen zum Beispiel nicht schon sehr viel dazu beigetragen?

Wenn wir bis dahin EWR-Mitglied sein sollten, um so besser. Ich befürworte auch eine nochmalige EWR-Abstimmung, aber entscheiden soll das Volk, entscheiden über ausgehandelte Tatsachen und nicht über Illusionen – und Entscheidungen müssen vorbereitet werden.

Es ist nicht Aufgabe des Bundesrates, den nassen Finger in die Luft zu strecken, um zu sehen, woher der Wind bläst. Es ist Aufgabe des Bundesrates, immer wieder die nötigen Entscheidungsvorbereitungen zu treffen, damit unsere Demokratie überhaupt funktionieren kann. Deshalb möchte ich den Bundesrat sehr herzlich dazu ermuntern, dem Schweizervolk wirklich alle Optionen offenzuhalten und in Brüssel mitzuteilen, wir hätten nun halt glücklicherweise etwas mehr direkte Demokratie in der Schweiz, und man möchte bitte über die EG-Mitgliedschaft verhandeln, auch wenn es durchaus nicht sicher sei, ob das Volk später zustimmen werde. Dies ist eine der nötigen Konsequenzen aus dem Entscheid vom 6. Dezember 1992, wenn weiterhin demokratische Entscheide in Sachen europäische Integration möglich sein sollen.

On. Cotti: «Zauberformel», «Revitalisierung» sono due sostantivi a successo assicurato, almeno a parole. La formula magica invece è morta e stramorta, il decesso è da ascrivere all'assoluta assenza di sangue nelle vene, voglio dire di programmi e di impulsi politici, ormai un modulo vuoto di contenuti. Il programma di rivalizzazione non deve spegnersi già al suo nascere; potrebbe invece divenire il vero patto di Governo a dare finalmente sostanza ad una formula di Governo che non sarà più magica, un aggettivo che può significare anche precarietà di equilibrio, ma reale, concreta – tale da giustificare una presenza in Governo di quei partiti che fattivamente contribuiscono a realizzarla. Per questo il dibattito e le decisioni di oggi rivestono una importanza fondamentale. Ma ne va altresì della nostra presenza economica e non soltanto economica in Europa, ne va della continuazione di una politica di integrazione che non ha alternative e che ci ha portati a successo nel quadro dell'Associazione europea di libero scambio (AELS) e che ora ci porta a confrontarci con lo stesso spirito al «dopo 6 dicembre del 1992» che non è l'espressione popolare di un ripiegamento su noi stessi.

I fautori del no durante i dibattiti precedenti la votazione, anche in questo dibattito, non hanno messo in discussione il processo di integrazione europea, che tuttavia interpretano a modo loro. Anche per questo non vi sono argomenti per ripudiare ora, come vorrebbe invero, in modo molto dimesso, il collega Blocher, nel momento più critico, una diplomazia economica che molti ci invidiano e senza la quale finiremmo vian-danti smarriti alla ricerca di itinerari difficili.

Si dunque al programma di Governo che ci offre con sollecitudine, non assolutamente scontata dopo il no del 6 dicembre 1992, un programma inteso ad impedire che alle difficoltà economiche di altra origine si aggiungano nella loro totalità quelle derivanti da un improvvido isolamento.

Consenso alla politica del Consiglio federale ed un invito presente a voi colleghi da contribuire ad una sollecita realizzazione di questo piano politico. Ogni ritardo, ogni indugio può divenire pericolosissimo.

Wir müssen verschiedene unerlässliche Wegmarken festlegen. Die erste ist eine Europakompatibilität und internationale Verhandlungsfähigkeit, also mehr Wettbewerb auf dem schweizerischen Binnenmarkt zur Stärkung der internationalen Konkurrenzfähigkeit unserer Volkswirtschaft.

Bei der zweiten Wegmarke geht es um rechtsstaatliche Erfordernisse, um eine notwendige Liberalisierung – sicher nicht um eine Deregulierung ohne Grenzen –, sondern um eine Anpassung der Spielregeln. Es geht darum, einfachere, wirksamere, leicht umsetzbare Regeln festzulegen.

Aufgrund aller dieser Ueberlegungen bitte ich den Bundesrat, zu prüfen, ob er die Gesetzesvorlagen, welche er in diesem ersten Paket vorgestellt hat, den eidgenössischen Räten im kommenden Jahr als Gesamtpaket vorschlagen will. Nur wenn diese Vorlagen den eidgenössischen Räten als **Gesamtes unterbreitet werden, wird es möglich sein, ein Gesamtkonzept zu erarbeiten, Gegenüberstellungen zu machen, des-**

sen wirtschaftlichen und sozialen Inhalt genau zu gewichten und höhere Zustimmung zu erlangen.

Die Gefahr einer Verwässerung wäre somit vermindert oder zumindest relativiert. Das Do-ut-des-Geschäft politischer Natur wird im Interesse des Landes zustande kommen.

M. Maitre: Le Conseil fédéral répète une fois encore et à juste titre qu'il refuse l'option de l'«Alleingang» et qu'il veut laisser toutes les options d'intégration ouvertes. Cependant, en disant ceci, il faut sérieusement se demander si on ne se livre pas à une sorte d'exercice de style, parce qu'en fait d'options ouvertes, si l'on distingue bien les trois options possibles, on voit qu'aucune d'entre elles n'offre à terme de perspectives satisfaisantes.

L'option bilatérale, nous le savons bien, est très difficile, pour ne pas dire illusoire. Nous l'avons dit avant le 6 décembre 1992 et il n'y a pas de raison d'imaginer que les conditions auraient tout d'un coup changé comme par enchantement. L'exemple du secteur des transports est d'ailleurs bien là pour nous montrer ce qu'il en est de l'option bilatérale.

L'option d'un nouveau vote sur l'Espace économique européen est évidemment théoriquement possible. Il faut cependant être conscient que cette option, qui n'est pas utilisable à court terme, l'est de moins en moins au fur et à mesure qu'on avance dans le temps, puisqu'au fur et à mesure qu'on avance dans le temps le vrai débat est celui de l'adhésion à la Communauté.

L'option de l'adhésion, qui, heureusement, est maintenue sur le feu par le Conseil fédéral, n'est pas utilisable à court terme pour des motifs évidents de politique interne.

Alors, je crois qu'il faut avoir le courage d'admettre que, aujourd'hui, on se trouve bien dans une situation d'«Alleingang» qui est peut-être la pire de toutes: ce n'est même pas l'«Alleingang» choisi, c'est l'«Alleingang» subi. Dans ce contexte-là, on voit bien que les antieuropéens – certains discours d'hier l'ont montré – ont saisi ce qui, dans leur thèse politique à eux, pouvait être servi par cette situation d'«Alleingang» de fait. En effet, certains réclament ni plus ni moins qu'un retour en arrière, cultivant un fantastique double langage. Nous avons entendu hier les éternels marchands d'illusions qui nous font croire qu'il est possible de vivre un isolement renforcé sur le plan politique, et qu'il servirait une ouverture sur le plan économique. C'est évidemment une très grande illusion, pour ne pas dire une réelle tromperie.

Dans ce contexte-là, quelques réflexions de politique générale: il faut clairement dire, vis-à-vis de l'intégration européenne, que la résignation n'est pas un projet pour ce pays. Nous devons donc clairement maintenir le cap, et ce cap est un cap européen. Il faut le faire sans arrogance, bien évidemment, mais il faut le faire avec détermination. C'est dans ce contexte que je trouve, pour ma part, le message du Conseil fédéral sensiblement statique, trop timide à mes yeux.

Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier: après le 6 décembre, on a parlé d'un certain nombre de fossés entre les régions, entre les villes et la campagne et aussi entre les générations. Le vrai message pour maintenir le cap, ne l'oublions pas, nous a été donné le 6 décembre par les jeunes. D'une manière générale, c'est pour les jeunes que nous devons travailler, parce que nous devons travailler pour le contexte qui sera le leur dans quelques années, lorsque ce sera à eux de prendre un certain nombre de décisions, lorsqu'ils seront en quelque sorte aux commandes. Ce fantastique message d'espoir qu'ont donné les jeunes nous dit aujourd'hui plus que jamais que la résignation n'est pas une politique.

Dans ce sens-là, nous attendons du Conseil fédéral qu'il maintienne fermement le cap sur l'intégration européenne et qu'il s'y engage de manière plus active. La revitalisation de l'économie, sur un plan de pure politique interne, ne sera rien en réalité si elle n'a pas pour toile de fond une intégration européenne réelle et engagée.

Bodenmann: «Alle Optionen sind offen», das ist ein Gemeinplatz. Politik besteht ja darin, zu sagen, was man politisch will. Und politisch gibt es letztlich nur zwei Möglichkeiten: entweder den Alleingang oder die Integration in die EG über den EWR.

Im Gegensatz zu anderen bin ich der Meinung: Der Alleingang ist durchaus eine mögliche Perspektive für die Schweiz, allerdings für eine Schweiz, die national und international unsozialer und unsolidarischer wird. Sicher in die Sackgasse führen die bilateralen Verhandlungen. Irgendwo spüren das die Gegner des EWR auch; deshalb kritisieren sie jetzt die Verhandlungsführung und sagen: Wir haben schlechte Verhandler; deshalb haben wir schlechte Resultate bei den bilateralen Verhandlungen. Oder, wie es Herr Blocher ausgeführt hat: Man kann nicht Vegetarier nach Brüssel schicken, um Metzgermeister zu vertreten.

Ich bitte den Bundesrat: Schicken Sie die Metzgermeister der Auns nach Brüssel zum Verhandeln. Gerade auf dem Gebiet des Transitverkehrs- und der Luftverkehrsabkommen bin ich der Meinung, dass es nur eine Lösung gibt: Man muss diese Metzgermeister nach Brüssel schicken, dann werden sie sehen, dass man in Europa nicht so einfach verhandeln kann.

Aber das wirkliche Problem sind ja heute nicht die Gegner, sondern die Befürworter der europäischen Integration, und zwar unter zwei Gesichtspunkten:

Da ist einmal ein inhaltlicher Aspekt. Es ist angesichts der Situation in den übrigen Efta-Ländern und aufgrund der Umfragen absolut illusorisch, den Eindruck zu haben, wir könnten direkt in die EG gehen. Eine vernünftige Integrationspolitik führt über den EWR – der eine mittelfristige Institution sein wird – in die EG.

Wenn wir den EWR in einer zweiten Abstimmung durchbringen wollen, müssen wir ihn sozial, ökologisch und demokratisch besser flankieren. Ein zweiter Anlauf drängt sich auf, denn was wäre die Schweiz ohne zweite und dritte Anläufe? Wir wären ein Land ohne AHV, ohne Frauenstimmrecht; wir wären schlicht und einfach noch eine alte, reaktionäre Bauernrepublik.

Das zweite Problem der Befürworter ist ein politisches: CVP und FDP haben den Eindruck, dass man vor den National- und Ständeratswahlen 1995 in dieser Frage nichts unternehmen sollte. Das ist ein vierfacher Irrtum: 1995 wird die Europafrage im Vorfeld der Wahlen so oder so die zentrale Frage der Diskussionen sein. Wer sich erst nach 1995 entscheidet, wird im Integrationsprozess – Herr Koller kann das sicher bestätigen – bedeutend grössere rechtliche Probleme haben, weil die Differenzen bis dahin grösser sein werden. Das gleiche gilt für die wirtschaftlichen Probleme, weil sich die Schweiz im nun beginnenden Alleingang wirtschaftlich eben anders entwickelt. Deshalb wird eine Integration nach 1995 politisch bedeutend schwieriger sein.

Deshalb plädiere ich dafür, dass wir 1994 einen zweiten Anlauf nehmen, sonst stolpern wir in diesen schleichenden Alleingang hinein, obwohl die Mehrheit der hier Anwesenden tapfer das Gegenteil behauptet.

David: Wenn man diese Debatte von EWR-Befürwortern und EWR-Gegnern, wie sie hier an zwei Tagen geführt worden ist, verfolgt, stellt man eine gewisse Ratlosigkeit fest, die seit dem 6. Dezember 1992 verblieben ist. Eigentlich ist diese Ratlosigkeit nicht verwunderlich. Denn obwohl das von verschiedenen Seiten immer wieder behauptet wird, gibt es überhaupt keine Patentrezepte, um jetzt aus dieser schwierigen Situation, in der unser Land steckt, ganz schnell und rasch herauszukommen.

Die schweizerische Volkswirtschaft hat zwei zentrale Existenzbedingungen: Erstens die offenen Märkte nach aussen, zweitens die Standortvorteile nach innen. Mit dem 6. Dezember 1992 – das müssen wir einfach zur Kenntnis nehmen, das ist ein Faktum – sind die offenen Märkte nach aussen für unser Land in grosse Gefahr geraten. Wer das nicht glaubt, möge sich beispielsweise bei uns in der Ostschweiz mit der Textilindustrie auseinandersetzen und dort an der Basis anhören, was jetzt passiert. Das sind tatsächlich Katastrophenszenarien, die jetzt eintreten, weil die offenen Märkte nicht mehr gesichert sind.

Mit Fug und Recht darf man natürlich von den EWR-Gegnern verlangen, dass sie in die Verantwortung treten und uns ihre Lösung präsentieren, wie diese offenen Märkte für unser Land, für unsere Wirtschaft gewährleistet werden können. Ich habe

effektiv erwartet, heute einiges in dieser Richtung zu hören, konkrete Vorgaben, konkrete Vorschläge, wie wir zu diesem Ziel gelangen.

Es sind Versprechen abgegeben worden, grosse Versprechen: Alle Lösungen liegen mit dem Bilateralismus auf dem Tisch. Jene, die diese These verfochten haben, hätten heute hier darlegen müssen: Wie bringt man die Europäische Gemeinschaft überhaupt an den Verhandlungstisch; wie bewerkstelligt die Schweiz das? Man hätte klar sagen müssen, welches Verhandlungsangebot die Schweiz der Gemeinschaft konkret unterbreiten kann, insbesondere zu welchen Opfern man bereit ist.

Dann hätte man einmal klar ausdeutschen müssen, dass der Bilateralismus von uns Opfer fordern wird, vor allem auf einem Feld, nämlich auf jenem der Agrarpolitik. Dieses Feld wird in den Verhandlungen, insbesondere von den Ländern im Süden – ich denke vor allem an Spanien – thematisiert werden, und es werden uns gegenüber Forderungen gestellt, mit denen wir es beim EWR-Vertrag nicht zu tun hatten.

Mir scheint es zu billig, wenn man jetzt die Verantwortung abschiebt, Rückweisungsanträge stellt, alles an den Bundesrat zurückgeben und den Schweizer Diplomaten die Schuld zuschieben will. So kann man sich nicht vor der Verantwortung drücken.

Zu den Standortbedingungen in der Schweiz selbst: Hier sind wir der Meinung, dass der Bundesrat mit seinem Programm den Schaden begrenzt. Das ist im Moment auch die einzige Lösung, die vertretbar, richtig und realisierbar ist. Nüchtern betrachtet bringt dieses Programm Vorteile im Wettbewerb, auf dem Arbeitsmarkt, bei der Aus- und Weiterbildung.

Den Einwänden, die gegen dieses Programm erhoben werden, müsste man konkret nachgehen. Herr Blocher hat hier vorgetragen, dass dieses Programm nichts bringe, dass wir uns mit anderen Vorschlägen auseinandersetzen müssten. Dann muss er uns aber sagen, mit welchen. Was er uns unterbreitet, sind schwere Eingriffe in den Föderalismus. Es ist so: Der Binnenmarkt Schweiz fordert von uns Einschnitte in den Föderalismus, mit denen man sich auseinandersetzen muss. Hier zu fordern, wir bräuchten ein neues Verfahrensrecht, bedeutet, dass man kantonale Hoheiten in weiten Feldern abschaffen will. Dasselbe gilt für das Submissionswesen, für die Bauvorschriften, für die Energievorschriften, für die Gewerbe-polizei.

Unseres Erachtens hat das Programm des Bundesrates diese Felder im Auge, aber es stehen – damit komme ich auf den Ausgangspunkt zurück – auch innenpolitisch keine Patentrezepte zur Verfügung, um aus dieser Situation schnell und einfach herauszukommen.

Nach meiner Ueberzeugung brauchen wir in unserem Lande eigentlich eine neue politische Plattform, auf der wir wieder vertrauensvoll aufbauen können. Das halte ich für die zentrale Voraussetzung. Wir müssen wieder Tritt fassen, und das bedeutet einen Zusammenschluss der konstruktiven Kräfte in diesem Saal und in diesem Lande.

Ich rechne mir eine Chance aus, dass wir – wenn die Initiativen für die Europapolitik, die lanciert worden sind, hier positiv aufgenommen werden – eine Möglichkeit haben, mit einem konstruktiven Gegenvorschlag das Volk nochmals an die Urne zu bitten und vom ihm ein Mandat zu erhalten, das uns eine Öffnung in der Europapolitik erlaubt.

Es muss unser Ziel sein, vom Volk, von unserer Bevölkerung, wieder einen klaren Auftrag zu erhalten, offen in Richtung Europa zu gehen und innenpolitisch, im Sozialbereich, im Umweltbereich und jetzt in der Rezession insbesondere im Bereich der Arbeitsplätze, den Schaden zu begrenzen.

M. Couchepin: Plusieurs orateurs, au cours de ce débat, ont critiqué le double choix du Conseil fédéral, soit d'une part le renouveau du marché par l'allègement de la réglementation, soit d'autre part le souci de la compatibilité de notre législation avec celle de l'Europe communautaire. Ils y voient une contradiction, voire un manque de respect pour la décision négative du peuple face à l'Espace économique européen, le 6 décembre dernier.

Personnellement, je suis de ceux qui approuvent ce double

choix. Il n'est pas contradictoire, même si parfois il peut y avoir des points de friction. Les deux priorités conduisent à améliorer les conditions d'exercice de la vie économique. Il est nécessaire que notre législation, dans les domaines qui touchent à l'économie, se rapproche de celle de nos principaux clients et fournisseurs, la Communauté européenne. Le peuple et les cantons ont refusé l'Espace économique européen. Ils n'ont pas dit non à la création d'un «Espace juridique européen» dans lequel, petit à petit, des règles similaires s'appliqueront à la vie commerciale. Le but est de faciliter les échanges, de simplifier les problèmes concrets de droit.

Au siècle dernier, on a adopté le système métrique. On a unifié le système des poids et mesures. Là aussi, on a abandonné d'une certaine manière notre souveraineté, on a abandonné des traditions et des règles locales. Le résultat fut évidemment positif. Aujourd'hui, on peut et on doit faire la même chose avec les règles de base de la vie commerciale, dans le domaine de la concurrence notamment. Cet effort n'est pas en contradiction avec le vote du 6 décembre 1992.

Cet «Espace juridique européen» est ouvert à tous les pays, qu'ils soient membres de la Communauté ou non. La Suisse pourrait, dans ce domaine, jouer un rôle de pionnier, convoquer des réunions internationales pour que l'on cherche, à l'échelle du continent, des règles communes dans le domaine du droit commercial. On pourrait avoir là une politique plus dynamique, originale, et qui permettrait, non pas de renoncer au débat de l'intégration à la Communauté, mais, en attendant, de reposer la question d'avoir une politique active et positive. Le deuxième volet de la politique du Conseil fédéral, soit l'allègement de la réglementation, suscite moins de critiques, à la condition qu'il soit considéré comme une étape très partielle. Il est regrettable – et plusieurs orateurs l'ont dit – que rien ne soit proposé dans le domaine du droit foncier. La lex Friedrich, notamment, doit disparaître rapidement, moyennant certaines précautions en matière d'aménagement du territoire, et cela, moins dans l'intérêt des régions touristiques, qui bénéficient d'exceptions, que dans celui des autres régions qui, elles, sont totalement frappées d'interdiction et doivent recourir à l'aide publique pour provoquer une demande un peu artificielle de la construction.

Le programme de revitalisation que nous discutons aujourd'hui n'est qu'une étape, mais c'est une étape positive. On ne doit pas, dans ce débat, s'enfermer sur le problème de savoir s'il faut voter sur l'Espace économique européen ou non dans les prochains mois. Je crois que la question est close; il faut chercher des solutions originales, et je prétends qu'un effort de pionnier de la Suisse, pour la création d'un «Espace juridique européen», pourrait être un apport décisif à ce débat.

Präsident: Die vier Kommissionssprecher der WAK und der APK möchten noch kurz eine Stellungnahme zur geführten Debatte abgeben.

M. Theubet, rapporteur: A l'issue de ce débat, le moins que l'on puisse dire est que notre conseil ne montre pas un front très uni au lendemain du 6 décembre 1992. En fait, les divergences de vues sont semblables à celles qui sont apparues en commission et ne font que refléter la diversité d'opinion de nos concitoyennes et concitoyens, pour ne pas dire leur perplexité.

Globalement, les intervenants approuvent l'attitude du gouvernement, jugée réaliste dans le contexte actuel. Le thème qui est revenu le plus souvent est sans conteste celui de la régénération. Pour autant, la revitalisation ne signifie pas nécessairement libéralisation intégrale et sauvage comme d'aucuns le souhaitent. Elle doit surtout déboucher sur des interventions mieux ciblées que ce n'est le cas actuellement. Même si les données sociales et écologiques sont épargnées, elles ne sont pas plus taboues que les données économiques. A vouloir liquider rapidement certaines choses dans un pays qui construit depuis 45 ans, on s'expose à des ruptures qui ébranleraient le système. La levée des AFU, ainsi que celle progressive de la lex Friedrich sont au nombre de nos préoccupations, mais la prudence est encore de mise dans ce domaine. La Commission de l'économie et des redevances a

porté à l'ordre du jour de sa prochaine séance l'examen des problèmes liés à la lex Friedrich.

A propos de la concurrence, plusieurs d'entre vous estiment que le Conseil fédéral ne va pas assez loin dans sa volonté de revigorer notre compétitivité internationale. C'est dans cette mouvance qu'il faut placer la proposition Gros Jean-Michel qui demande de ne pas classer les deux motions 92.3200 et 92.3211 intitulées «Revitalisation de l'économie par renforcement de la concurrence». Quant à l'interdiction des cartels ou l'interdiction d'abus des cartels, ce sont des notions si proches qu'elles finissent par coïncider.

J'en viens à la proposition de renvoi. Ceux qui contestent le programme reprochent au gouvernement de ne pas avoir donné suffisamment de signaux en direction de la déréglementation et de l'économie de marché. Or, il apparaît que des questions telles que la déréglementation du marché foncier ou les problèmes liés au droit de bail, s'ils sont absents du programme, n'en sont pas ignorés pour autant. Nous ne pouvons pas tout traiter à la fois. Plusieurs orateurs l'ont dit, il s'agit d'un rapport intermédiaire, donc partiel et perfectible.

Le rôle que la surveillance des prix et des intérêts pourra jouer à l'avenir demeure flou, a-t-on dit. Il n'en tiendra qu'à nous de le renforcer. L'abandon, pour des raisons de principe, des systèmes de prix administrés n'est pas envisagé pour le moment. C'est vrai, tout comme le fait qu'aucun principe économique n'est appelé à durer pour l'éternité. Ce ne sont pas là raisons suffisantes pour demander le renvoi.

Rapport trop timide: c'est l'appréciation qui est revenue le plus souvent; timide peut-être, mais combien stimulant, même par les critiques, les critiques positives s'entend.

C'est pourquoi, au nom de la majorité de la Commission de l'économie et des redevances, je vous demande de prendre acte de ce rapport et de rejeter les deux propositions de renvoi au Conseil fédéral.

Jaeger, Berichterstatter: Diese Debatte war über weite Strecken hinweg sicher nicht gerade begeisternd, abgesehen von einigen Ausnahmen: Herr Wyss Paul und Herr David haben als einzige – oder als zwei der wenigen – noch eine optimistische Note in die Debatte gebracht. Es sind auch einige Fakten nicht ganz richtig dargelegt worden. Ich glaube, darauf muss man hier eingehen.

Zunächst noch einmal an die Adresse von Herrn Frey Walter: Es ist sicher das Ziel von Kommission und Bundesrat, dass der Wirtschaftsstandort Schweiz verbessert werden muss. Das ist das unbestrittene Ziel. Die Schweiz soll sich politisch und wirtschaftlich öffnen; das ist das zweite Ziel. Aber es geht nicht darum, wie immer wieder – beispielsweise von Herrn Blocher – kritisiert worden ist, dass wir gleichzeitig auf drei Gleisen fahren wollen, sondern es geht darum, dass man die Prioritäten klar setzt. Das ist hier gesagt worden, und ich wiederhole nochmals:

1. EG-Beitritt langfristig ist eine absolute Posteriorität.
2. EWR-Beitritt steht ebenfalls nicht zur Diskussion; wenn dann der Impuls von unten kommt, muss die Herausforderung von uns angenommen werden.
3. Demgegenüber steht Bilateralismus im Vordergrund; dieser Weg ist schwierig.
4. Interne Reformen.

Aber hier sind die Handlungsspielräume eben nicht so gross. Soviel an die Adresse einiger sozialdemokratischer Intervenenten, die verständlicherweise darauf hingewiesen haben, dass man jetzt schneller vorangehen sollte. Aber der Bundesrat hat ja hier nicht jeden Handlungsspielraum, auch innenpolitisch nicht. Wenn all jene, die hier Deregulierung verlangt haben, nachher bereit sind, auch in ihrem eigenen Garten zu deregulieren, haben wir ja wunderbare, paradiesische Zustände in dieser Schweiz. Als Marktwirtschaftler könnte einem ja das Herz im Leibe lachen! Aber so wird es nicht sein.

Es ist hier auch einiges – Herr Blocher ist leider nicht hier – über die Zinsinsel Schweiz gesagt worden: Bockmist! Ich kann nur sagen: Das ist Bockmist, das ist Unfug. Bitte, ich möchte Sie an etwas erinnern: Ich habe gestern klipp und klar gesagt, dass es nicht zulässig sei, heute schon jeden Arbeitsplatzverlust in der Schweiz dem EWR-Nein zuzuschreiben.

Das kann man nicht; der EWR ist noch nicht mal in Kraft getreten. Aber genauso wenig ist es richtig zu sagen, wir seien nun wegen dem EWR-Nein wieder eine Zinsinsel:

Erstens muss hier langfristig analysiert werden. Das kann man noch nicht mit so kurzfristigen Resultaten belegen.

Zweitens hatten im EG-Raum zwei Länder Währungsschwierigkeiten; die Währungsunion in der EG ist weiter weg denn je. Die Schweiz hat nie, aber gar nie darüber diskutiert, hier auch nur faktisch dabei zu sein.

Also: Mit oder ohne EWR-Ja oder EWR-Nein wäre die Situation genau gleich gewesen. Denken Sie daran: In Deutschland ist eine Steuerreform durchgeführt worden. 40 Milliarden Franken sind in die Schweiz gekommen. Dieser Liquiditätsspielraum hat der Notenbank den Spielraum gegeben, die Zinsen zu senken, ohne dass der Schweizerfranken an Wert verloren hätte. Das sind die Zusammenhänge – bitte bleiben Sie doch hier bei den Fakten!

Herr Dreher – er ist auch nicht da – hat von der Börse geredet. Er soll doch die Börsenindizes besser lesen. Schauen Sie einmal im internationalen Vergleich: Wenn man alle prominenten Finanzmärkte auflistet, ist die Schweiz immer in der Nationalliga B. Natürlich hat unser Swiss Performance Index (SPI) einen Aufwärtsdruck erlebt, aber wir sind an fünft- oder sechstletzter Stelle der wichtigen Finanzmärkte. Das sind die Fakten.

Noch eine Bemerkung zu den Schweizer Demokraten, zu Herrn Steffen: Sie sagen, der Arbeitsplatz des schweizerischen Arbeitnehmers sei jetzt wieder gefährdet. Wenn Sie die Statistiken genau lesen, stellen Sie fest, dass unter der momentanen Arbeitslosigkeit in erster Linie – neben den Frauen – die ausländischen Arbeitnehmer zu leiden haben. Das sind die Fakten; das können Sie nachlesen.

Es ist zudem so, dass es auch eine komplementäre Arbeitslosigkeit gibt. Es gibt in der Schweiz zahlreiche Abteilungen, die nicht in Funktion treten können, weil die Fachkräfte fehlen, die wir nur im Ausland finden. Wir müssen hier deregulieren; es sind so und so viele Arbeitsplätze – auch schweizerischer Arbeitnehmer –, die davon abhängig sind. Sie von den Schweizer Demokraten können den Kopf lange schütteln, aber dadurch wird die Situation leider auch nicht besser.

Zu Herrn Blocher: Sie haben gestern gesagt, Kartelle seien nicht so wichtig. Ich möchte aber darauf hinweisen, dass der Bundesrat im Sinn hat, Preis-, Gebiets- und Mengenabsprachen praktisch einem Verbot zu unterstellen und eine präventive Fusionskontrolle zu schaffen. Dazu gehören auch alle staatlichen kartelloiden Zustände; da gehe ich mit Ihnen einig. Diese müssen weg; der Bundesrat wird sich dazu erklären.

Frau Zölch, Sie verlangen einen Zeitplan. Die Bewilligungsverfahren müssen vereinfacht werden; das will der Bundesrat im zweiten Paket. Aber das fällt zum Teil unter die Hoheit der Kantone. So einfach ist es nicht, hier Zeitpläne zu fordern. Wenn Sie das können, machen Sie doch einmal einen Vorschlag! Das sind Probleme, die sich nicht so leicht lösen lassen.

Herr Strahm Rudolf, ich bin auch mit Ihnen in einem Punkt nicht einverstanden: Wenn Sie sagen, mit Wettbewerb, mit Deregulieren würde man keine Arbeitsplätze schaffen. Das stimmt nicht in jedem Punkt. Wenn Sie beispielsweise die nichttarifären technischen Handelshemmnisse abbauen, werden Sie damit neue Arbeitsplätze schaffen oder verhindern, dass bestehende Arbeitsplätze ins Ausland verlagert werden müssen.

Ich gebe Ihnen ein Beispiel: Nach schweizerischer Norm muss ein WC-Siphon 7,5 Zentimeter hoch sein. International beträgt die entsprechende Norm 5,5 Zentimeter. Der Siphon nach internationaler Norm wird für einen EG-Markt mit 380 Millionen Verbrauchern hergestellt. Wir in der Schweiz haben unseren eigenen Siphon für 6,5 Millionen Verbraucher. Konsequenz: Unser Siphon ist doppelt so teuer; die OECD-Preise für viele Konsumgüter sind 40 Prozent höher. Ich glaube, da könnte ganz konkret sehr vieles für Arbeitsplätze getan werden.

Ich muss nochmals auf unseren Kollegen Blocher zurückkommen: Sie haben heute acht Punkte vorgeschlagen. Ich muss ehrlich sagen: Ich frage mich manchmal, was Sie sich noch alles erlauben dürfen. Sie dürfen sich mehr erlauben als andere! Lausbuben sind ja sympathische Leute, aber das ist ein komisches Lausbubenstück, was Sie da aufführen.

Sie haben in der Kommission elf Punkte verlangt – elf Punkte, die in den Reihen der Kommission unbestritten sind. Wir sind auf Ihren Vorschlag eingetreten. Nächsten Montag werden wir in der Kommission Punkt für Punkt behandeln, und zwar die meisten Punkte sehr wohlwollend. Wir werden uns mit Ihren Vorschlägen auseinandersetzen. Sie haben in der Kommission nie einen Rückweisungsantrag gestellt. Aber Sie haben gemerkt: Jetzt ist die Stunde gekommen, jetzt muss ich wieder antreten.

Sie stellen einen Rückweisungsantrag mit den gleichen acht Punkten, die Sie schon in der Kommission eingebracht haben. Herr Blocher, entschuldigen Sie, aber Sie dürfen nicht wütend sein, wenn wir Ihnen heute nicht zustimmen. Wir werden das ablehnen und Ihre Anträge und Vorschläge nächsten Montag behandeln, und zwar in aller Ruhe.

Sie dürfen jetzt etwas Geduld zeigen und sich bis nächsten Montag etwas zurückziehen.

Blocher: Herr Jaeger, ich begreife Ihre Nervosität. Es ist himmeltraurig, dass es Leute gibt, die endlich Taten sehen wollen und nicht nur Worte. In der Kommission habe ich am 18. Januar – am 18. Januar! – einen Vorschlag für eine Motion eingereicht. Ich habe in der Kommission Kritik angebracht und gesagt, dass man diesen Bericht nur annehmen könne, wenn man zusätzlich mit einer Motion den Bundesrat beauftragte, die Ergänzungen bis zur Junisession vorzunehmen. Die Kommission hat es fertiggebracht, am letzten Abend ihrer Sitzung um halb sieben auf die Motion einzutreten und gleichzeitig zu sagen, diese Punkte würden dann einzeln unter die Lupe genommen. Sie werden es noch erleben, dass der Grossteil abgelehnt werden wird; vielleicht nicht von Ihnen.

Nach dieser Sitzung habe ich keine andere Möglichkeit mehr gehabt, als Rückweisung und Ergänzung zu beantragen. Dass Ihnen das nicht passt, begreife ich; es freut mich eigentlich auch!

Bircher Silvio, Berichterstatter: Ich danke Ihnen zunächst im Namen unserer Kommission für Ihre engagierte Diskussion und möchte mich nur mit zwei Ihrer Hauptvorwürfe befassen. Sie haben, vor allem gestern, die ungenügende Abstimmungsanalyse in der Botschaft des Bundesrates kritisiert.

Unsere Kommission hat sich ebenfalls mit diesem Vorwurf befasst. Sie kam zum Schluss, dass jede detaillierte Analyse, die über das Abstimmungsresultat vom 6. Dezember 1992 gemacht und geschrieben worden wäre, auch hier wieder zu endlosen Debatten geführt hätte.

Hätten Sie beispielsweise schreiben wollen, dass die EWR-Abstimmung darunter gelitten habe, dass EWR und EG gleichgesetzt worden seien, oder hätten Sie über die Frage der Information berichten und schreiben wollen, dass wir in relativ kurzer Zeit dieses europapolitische Schwergewichtsthema behandeln mussten, zu dem vorher jahrelang in den Parteien, in den Verbänden und auch im Parlament sehr wenig Information beigetragen worden war? Oder hätten Sie etwa die beiden Pro- und Kontra-Komitees und ihr Vorgehen analysieren und durchleuchten wollen?

Wenn Sie sich nur drei oder vier dieser möglichen analytischen Problemkreise etwas vergegenwärtigen, müssen Sie zum Schluss kommen, dass ein analytischer Teil über das Abstimmungsresultat in dieser Vorlage zu keinem Ende geführt hätte. Wir müssen jetzt das Abstimmungsresultat zur Kenntnis nehmen. Wir müssen vorwärts und nicht rückwärts schauen.

Der Hauptvorwurf, mit dem ich mich befassen möchte, konfrontiert uns mit der Behauptung – Herr Blocher hat sie in seinem Rückweisungsantrag als erster vorgetragen –, dass die drei Optionen, die der Bundesrat vorschlägt, gleichzeitig auch drei verschiedene Ziele verfolgen. Damit verbunden ist der Vorwurf, dass unserer europapolitischen Richtung eine klare Zielsetzung fehle.

Man muss hier ganz klar unterscheiden und feststellen, dass diese Kritiken den Weg und das Ziel miteinander vermischen und verwechseln. Das Ziel ist doch eindeutig – das ist von einer grossen Parlamentsmehrheit und auch in der Bevölkerung unbestritten –: die Vermeidung der Isolation unseres Landes in der europäischen Völkergemeinschaft. Wir wollen vermei-

den, dass wir vom europäischen Integrationsprozess abgekoppelt werden, und wir wollen erreichen, dass wir nach wie vor im europäischen Wirtschaftsraum, der für uns immer noch der wichtigste Wirtschaftsraum ist, für unsere Ausfuhren günstige Bedingungen beibehalten können. Die Wege nun, die zu diesem Ziel führen, dürfen von uns aus gesehen – das wurde auch in der Aussenpolitischen Kommission grossmehrheitlich festgehalten – in der heutigen Situation durchaus verschieden sein.

Eine alte Weisheit, gerade in der Aussenpolitik, lautet «Gouverner, c'est prévoir». Wenn Sie sich die kurz-, mittel- und langfristigen Entwicklungen vor Augen halten, müssen Sie doch sagen, dass der EWR nicht abgeschrieben ist. Wir dürfen ihn auch darum nicht abschreiben, weil Unterschriften für eine Volksinitiative gesammelt werden. Wir wissen auch nicht, ob sich der EWR wandelt. Ein EWR-Abkommen, das uns neu vorgelegt würde, wäre nicht mehr der gleiche wie dasjenige vom 6. Dezember 1992. Wir wissen auch, dass der Bundesrat letztes Jahr das EG-Beitritts-gesuch deponiert hat. Wir verfolgen die Entwicklung der anderen neutralen Efta-Staaten, die ebenfalls das Beitritts-gesuch deponiert haben und bei denen die Gespräche mit der EG angelaufen sind. Und wir wissen schliesslich, dass uns selbstverständlich der bilaterale Weg offensteht.

Zum letzten Vorwurf, der erhoben wurde: Wir dürfen uns einfach nicht auf den bilateralen Weg einschränken und uns auf ihn allein konzentrieren. Wir sind nicht die einzige Partei, die dort das Sagen hat. Die EG wird als Hauptpartner auftreten. Wir wissen auch, dass die EG ganz andere Dimensionen aufweist. Mit uns hat sie einen Partner mit nur 7 Millionen Menschen vor sich.

Wir wissen auch, dass die EG heute andere Prioritäten setzen muss, andere Aufgaben zu lösen hat: das Problem mit dem Vertrag von Maastricht, den Jugoslawienkonflikt, die Beziehungen zu Osteuropa usw. Wir wissen auch, dass wir uns heute je länger, je mehr eher in Richtung multilaterale Abkommen bewegen.

Das alles führt mich nochmals zur Schlussfolgerung: Es ist nicht so schlecht, und es ist auch nicht kurzsichtig, sondern es ist weise, dass der Bundesrat keine der drei Optionen von Anfang an ausgeschlossen hat, dass er nicht nur den bilateralen Weg beschreiten will, sondern die beiden zukunftsgerichteten anderen Wege – EWR-Abkommen und EG-Beitrittsfrage – kritisch weiterverfolgt und in seine weiteren aussenpolitischen Überlegungen einbezieht.

Deshalb bitte ich Sie nochmals, die Rückweisungsanträge abzulehnen und unsere Europa-Aussenpolitik in der Richtung dieses Berichtes weiterzuverfolgen.

M. Frey Claude, rapporteur: Après six heures de débat et comme dernier orateur et en tant que rapporteur, je serai particulièrement bref. Je ferai deux observations et une conclusion. Premièrement, à entendre certains intervenants, on a l'impression qu'il n'y a pas eu de vote le 6 décembre 1992, et qu'il n'y a pas eu de rejet de l'EEE. Certains ont donné l'impression de vouloir discuter des modalités et les détails d'application de notre adhésion à la Communauté. Il faut tout d'abord tirer une première conclusion de cette première observation. Ce débat était une occasion de tirer les conséquences d'un vote négatif, de définir ensemble les objectifs et les moyens d'une politique qui doit rester d'ouverture et de solidarité internationale et, sur le plan économique, une politique qui doit rester toute empreinte de libre-échangeisme. Sur ce point, au sein du Parlement, il devrait y avoir consensus.

La deuxième observation se présente sous forme de question. Si nous avions dit oui à l'EEE le 6 décembre 1992, que se serait-il passé cette année? Que se serait-il passé en 1993? Qu'est-ce qui aurait changé par rapport à la situation que nous connaissons? Sur le plan des faits, rien, rien du tout! Parce que l'EEE n'est pas entré en vigueur. Mais c'est sur le plan psychologique que cela aurait changé, et c'est là l'essentiel. Ce qui aurait changé sur le plan psychologique, c'est que nous aurions été partie prenante. Nous participerions à un mouvement, nous aurions été en position offensive, alors que nous sommes maintenant sur la défensive.

J'en viens à la conclusion toute simple. Nous traversons des temps difficiles, personne ne peut le nier. Ce doit par conséquent être le temps de la mobilisation des énergies, le temps de la cohésion, au sein du Parlement, entre le Parlement et le gouvernement, et au sein du gouvernement. Si dans ce dossier, tant en ce qui concerne les objectifs généraux que les objectifs économiques, nous ne sommes pas unis sur l'essentiel, je ne donne pas cher de la formule quadripartite qui n'a d'ailleurs déjà plus rien de magique.

Ce débat aura été un peu une occasion manquée parce que nous aurions pu chercher ensemble les voies de l'innovation. Nous avons su, dans le passé, innover. Souvenez-vous de la création de l'AELE: nous avons été debout et devant. Nous aurions pu essayer de trouver, ici et maintenant, les moyens de ne pas être assis et derrière.

Bundesrat **Cotti**: Als Auftakt zum Dialog des neuen Aussenministers mit dem Parlament werden Sie mir ein paar Vorbemerkungen gestatten.

Die erste Vorbemerkung ist sehr allgemeiner Natur. Als ich wusste, dass ich heute vor Ihnen auftreten sollte, habe ich mich an die Bedeutung dieses Saales erinnert. Und ich habe mir einige Protokolle der Bundesversammlung aus den Jahren 1939 und 1940 sozusagen zu Gemüte geführt. Ich könnte Ihnen diese Uebung sehr empfehlen.

Aus den sehr eindrücklichen Worten Ihrer Vorfahren möchte ich drei Sätze auswählen, die im Monat September des Jahres 1939 gesagt wurden. Sie sind von einer Selbstverständlichkeit und von einer Härte, die alles sagt: «Die Gefahr, meine Herren, steht vor unserer Türe. Wir wissen nicht, ob der Feind heute oder morgen ins Land einbricht.» Der Sprecher war ein ziemlich alter Parlamentarier. Er fügte hinzu: «Das ist ja alles schon gewesen. Es war in den Jahren 1914–1918 nicht anders.»

Man sollte ab und zu zurückgehen in unsere Geschichte. Damals, und bis vor kurzer Zeit, hätte man sich über Europa ganz anders miteinander unterhalten als heute. Mit Recht wurde Europa bis zu jenem Zeitpunkt als die Gefahr für die Schweiz betrachtet – ganz besonders Westeuropa. Heute stellen wir fest, dass wir das europäische Thema wohl mit verschiedenen Meinungen, aber sicher nicht unter dem Druck der Gefahr behandeln. Wir stellen fest, dass Europa – Westeuropa auf alle Fälle – nach langen Jahrhunderten eindeutig den Weg des Friedens, der Befriedung in Freiheit und in Demokratie gefunden hat.

Wenn wir nach den Gründen dieses erfolgreichen Verlaufes der Geschichte fragen, können wir ohne Zweifel den Schirm Amerikas oder der Nato während des kalten Krieges nennen. Aber eines müssen wir auf alle Fälle unterstreichen: Die EG – die ehemalige EWG – hat zu dieser Befriedung Wesentliches beigetragen, und zwar nicht nur, weil die Geschichte es so gewollt hat, sondern weil sich die Gründer dieser EG (Adenauer, Schumann, De Gasperi) diese Befriedung als letztes Ziel ihrer Aufgabe gestellt hatten.

Sie gestatten, dass ich gleich am Anfang – nachdem wir so lange Zeit in diesem Land von einem gewissen Feindbild «EG» gesprochen haben – klipp und klar sage, dass die EG wohl der zentrale Motor der Entwicklung unseres westlichen Kontinents gewesen ist, dass wir mitten in dieser EG leben und dass es kaum denkbar wäre, wenn wir, in welcher Form auch immer, keinen Kontakt pflegen und keine Verantwortung dieser EG gegenüber übernehmen würden.

Ganz anders ist es im Osten verlaufen. Dort hat der Kommunismus, auf den manche – auch in diesem Land – noch vor kurzem gar freundschaftlich geblickt haben, während Jahrzehnten eine Zementschicht über die Probleme geschüttet; sie durften einfach nicht offenbar werden. Nun tauchen sie plötzlich auf, ähnlich wie am Ende der zweiten und dritten Dekade dieses Jahrhunderts – deshalb die Dramen, die wir nicht weit von uns wahrnehmen können.

Eine zweite Vorbemerkung: Mir scheint es allmählich unnütz, noch länger über die Abstimmung des 6. Dezember 1992 zu diskutieren. Natürlich hat der 6. Dezember grosse Risiken mit sich gebracht; dies nachdem man ja die EG jahrzehntelang nur schief angesehen und ihr gegenüber grosse Skepsis entwickelt hatte.

Ohne Zweifel hat der 6. Dezember auch die Beziehung der Schweiz zu und ihre Annäherung an Europa verlangsammt. Andererseits muss aber gesagt werden: Der 6. Dezember 1992 war in der Tat die erste Gelegenheit für das Schweizervolk, sich eingehend mit Europa zu befassen. Die Töne waren hart, die Auseinandersetzungen heftig. Aber sicherlich wird die Geschichte beweisen, dass der 6. Dezember für unser Land gar nicht so unnützlich gewesen ist.

Lange über die Gründe des Neins vom 6. Dezember zu grübeln, lohnt sich wahrscheinlich kaum. Natürlich werden noch viele weitere Analysen gemacht werden. Eine Schlussfolgerung möchte ich aber ziehen – Herr David hat sie mit Recht erwähnt –: In diesem Land wird jetzt wahrscheinlich viel weniger geteilt und getrennt, als es die Unkenrufe oft vermuten lassen; statt dessen gilt es, wieder Boden zu fassen.

Es wurde gestern gesagt, es müsse wieder ein gemeinsamer Nenner gefunden werden, damit sich hinter unserer Aussenpolitik, aber auch und besonders hinter unserer Europapolitik, in irgendeiner Form wieder eine solide Mehrheit bildet. Es gilt, den Boden, der zu lange brachlag, wieder zu beackern. Es gilt, Elemente, die einem geschichtlichen Prozess unterworfen sind, nicht mit der Dramatik des Augenblickes zu verwechseln. Das bedeutet in erster Linie für den Bundesrat, in der Aussenpolitik mit Ihnen einen breiteren Dialog einzuführen. Ihre Entscheidung zu Artikel 47bis des Geschäftsverkehrsgesetzes ist sehr heilsam. Eine erste Diskussion mit der ständerätlichen Kommission wurde geführt. Ich garantiere Ihnen, dass diese Diskussion systematisch geführt wird, auch vorgängig zu jedem möglichen künftigen Europaentscheid.

Es gilt aber auch – Herr Wyss Paul, Sie haben das mit Recht betont –, einen immer breiteren Dialog mit den Kantonen zu pflegen. Ohne Zweifel nimmt dazu Herr Bundesrat Koller Stellung. Auch die Funktion der Grenz Kantone muss auf Ihre Initiative hin gestärkt werden. Ganz allgemein gilt es, über die Wirtschaft – darüber wird Herr Delamuraz berichten –, über die Kultur, über die Medien, über die breite Bevölkerung eine ausserpolitische Beziehung aufzubauen, die nicht zur Tradition dieses Landes gehört. Die Wahl des Generalsekretärs im EDA, welcher in allen Sprachregionen bestens verwurzelt ist und welcher zu unseren Medien alte Beziehungen pflegt, soll unter anderem auch diesem Zweck dienen.

Ich füge meinen Vorbemerkungen noch zwei Aspekte hinzu: Es besteht für mich kein Zweifel, dass dieser verstärkte Dialog in der Aussenpolitik um so erfolgreicher sein wird, je solider unsere Innenpolitik wird, je selbstsicherer auch unsere Bürgerinnen und Bürger werden. Letzten Endes hängt der Erfolg unserer Aussenpolitik von unserem Selbstbewusstsein im Innern ab; denn wir glauben ja, dass dieses Land aufgrund all dessen, was es geschaffen hat, wahrhaftig auch ausserhalb der Landesgrenzen, in Europa etwas zu sagen hat. Letzten Endes wird diese Möglichkeit, etwas zu sagen, auch davon abhängen, wie die Möglichkeiten einer Mitbeteiligung auf allen Ebenen ausgestaltet sein werden.

Kurz zur Botschaft vom Februar dieses Jahres. Ich fasse die Zielsetzung jener Botschaft in einem Satz zusammen – nach allem Gesagten wird Ihnen das sicher einleuchten –: Es geht für den Bundesrat darum, dieses Land nicht in irgendeiner Form im vorher erwähnten Europa zu isolieren. Es gilt, jeden Alleingang in diesem Europa zu vermeiden; es gilt, die Zusammenarbeit mit diesem Europa zu pflegen, zu stärken und weiterzuentwickeln. Deshalb, Herr Vollmer, kann keine Rede davon sein, dass die Materie der europäischen Integration zurückgestellt sei.

Aber es gilt auch festzuhalten, dass sich das Schweizervolk und mit ihm die Stände am 6. Dezember 1992 unmissverständlich ausgesprochen haben, und zwar – lassen Sie mich das sagen; ich habe die harte, offene Diskussion auch erwähnt – in einer Art und Weise, welche ohne Zweifel die tiefen Werte unserer direkten Demokratie noch gestärkt hat. Mehr als 80 Prozent unserer Bevölkerung waren involviert. Mehr als 80 Prozent unserer Bevölkerung haben sich für etwas Aussenpolitisches engagiert, wie kaum je zuvor.

Es gilt deshalb für den Bundesrat, die Volksentscheide ohne Wenn und Aber zu akzeptieren. Die Zeit geht weiter, die Entwicklung Europas und der Schweiz war ja nicht am 6. Dezem-

ber 1992 zu Ende; es gilt darum, die Lage immer wieder neu zu beurteilen und im erwähnten Dialog mit der breiten Bevölkerung die neuen Entwicklungen nicht passiv abzuwarten, sondern aktiv anzupacken.

Zu den Resultaten dieser Ueberlegungen. In ausserpolitischer Hinsicht – ich möchte betonen: in ausserpolitischer Hinsicht; Sie werden von mir kein Wort über die Wirtschaft hören, denn die Europafrage und die Aussenpolitik haben ihre Werte, die unabhängig sind von den zentralen Werten der Wirtschaft, über die Herr Delamuraz berichten wird – hat der Bundesrat nach dem 6. Dezember 1992 seine drei Optionen präsentiert. Ich frage Sie: Was hätte er anders machen können? Hätte er etwa – wie es hier einige zu wünschen scheinen – die Flucht nach vorne antreten und Ihnen gleich ein paar Monate später die Idee einer neuen Volksabstimmung unterbreiten müssen, was ohne Zweifel eine Verletzung des Volkswillens dargestellt hätte?

Dies hätte sich sicher mittelfristig bei allfälligen neuen Volksabstimmungen sehr negativ ausgewirkt. Denn unser Volk ist nicht bereit, sich kurzfristig gekochte Suppe auf den Tisch stellen zu lassen. Hätte der Bundesrat diese Flucht nach vorne unternehmen müssen? Oder hätte er eher die alte Igelposition einnehmen und sich wieder in den Bunker oder gar in das alte Reduit zurückziehen müssen, während die Geschichte für die Schweiz und für Europa weitergeht? Wäre das der Wunsch einiger von Ihnen gewesen?

Es fällt Ihnen sicher leicht zu verstehen, dass keine der beiden Möglichkeiten für den Bundesrat in Frage kam. Deshalb bin ich allen dankbar – es handelt sich um die grosse Mehrheit des Nationalrates –, die sich voll und ganz hinter die heutige Haltung des Bundesrates stellten.

Ich danke Herrn Frey Claude, der gesagt hat, «que votre commission assure de son soutien résolu le gouvernement». Ich danke Herrn Bircher Silvio, der gesagt hat, es sei richtig, die Gesuche nicht zurückzuziehen, sie aber auch nicht zu forcieren. Ich danke Herrn Mühlemann, der festgestellt hat, dass die Haltung des Bundesrates vernünftig und realistisch sei. Ich danke Herrn Eggly, der festgestellt hat, «force est de donner du temps au temps». Mein Dank gilt auch Herrn Columberg, der sagte, der Bundesrat habe «sehr rasch gehandelt». Weiter stellte er fest: «Die CVP-Fraktion begrüsst diese rasche Gangart, denn Resignation ist kein Weg in die Zukunft.» Diese «Freihaltung von Optionen» könne allerdings «nur eine vorübergehende Lösung sein».

In der Tat, die Optionen, wie sie der Bundesrat darstellt, sind die Standortbestimmung nicht einmal fünf Monate nach der Volksabstimmung; sie sind nicht mehr und nicht weniger. Frau Zölch, so früh schon zeitliche Prioritäten herauslesen zu wollen ist mit einer Ausnahme sicher nicht möglich. Die Ausnahme stellt ohne Zweifel der bilaterale Weg dar. Der Bundesrat hat klar gesagt: Man kann versuchen, bilateral zu verhandeln, und zwar sofort. Wir haben uns auch schon auf diesen schwierigen Weg gemacht. Ich betone: Wer glaubt, wir könnten mit diesen bilateralen Verhandlungen nur Vorteile für unser Land erreichen, der macht sich Illusionen. Wir müssen im Sinne unserer Verantwortung zu Europa wissen, dass «bilateral» mindestens genau gleich viele Vorteile für Europa bedeuten muss. Wenn hier die Herren Bundi und Columberg festgestellt haben, dass wir auch im bilateralen Bereich bereit sein müssen, im gegebenen Moment Opfer zu bringen, dann teile ich diese Auffassung vollständig.

Im übrigen bin ich auch der Auffassung von Herrn Mühlemann, der gesagt hat, die Chancen für bilaterale Verhandlungen seien bei weitem nicht vertan. Ich hatte drei Tage nach Ihrem Votum zur Beteiligung der Schweiz an den Forschungs- und Bildungsprogrammen der EG im Betrag von fast 500 Millionen Franken (Geschäft 92.051) Gelegenheit, in Brüssel mit dem damaligen EG-Kommissar Pandolfi zu sprechen. Ich bin gar nicht überzeugt, dass sich die Türen für die bilateralen Verhandlungen für uns geschlossen haben. Aber man mache sich keine Illusionen! Bevor der EWR in Kraft tritt, werden wir selbstverständlich keine Lösungen finden, die für die anderen Efta-Länder noch nicht in Kraft getreten sind, und die Verhandlungen werden selbstverständlich auch eine Weile dauern. Zeitlich wird ohne Zweifel der bilaterale Bereich vorgezogen,

aber zeitlich sind auch die anderen Optionen absolut offen. Ich danke für Ihr Einverständnis, diese auch zu würdigen. Sie verstehen ganz genau, was der Bundesrat meint, wenn er sagt, die Erfüllung dieser Optionen werde dann erfolgen, wenn letzten Endes die ausserpolitischen und die innenpolitischen Bedingungen es gestatten werden. Wir wollen hoffen, dass dies so schnell wie möglich der Fall sein wird.

Herr Blocher, noch ein Wort zu den bilateralen Verhandlungen: Sie haben nämlich Ihre Zweifel über den Verhandlungswillen der Schweiz geäußert, und mit Ihnen auch andere Nationalrätinnen und Nationalräte. Ich möchte Sie hier ganz unmissverständlich versichern, dass es der eindeutige Wille des Bundesrates ist, in den bilateralen Verhandlungen seriös, kohärent und solid vorzugehen, und dass der Auftrag an unsere Unterhändler ganz in diese Richtung geht. Es darf sich aber niemand Illusionen hingeben. Vielleicht fühle ich mich nachträglich gerechtfertigt, wenn der bilaterale Weg scheitert. Die bilateralen Verhandlungen werden aber vom Bundesrat seriös angepackt, und wir bieten Gewähr dafür.

Trotz Verhandlungen im bilateralen – vielleicht morgen wieder im institutionellen – Bereich wollen wir nicht aus den Augen verlieren, dass die EG weiterhin nur einen Teil dieses Europas ausmacht und dass – dieses Bild gefällt mir – die künftige Architektur Europas neu geschaffen werden muss. Wir haben Zentral- und Osteuropa, wo noch unsägliches Leid, unglaubliche allgemeine Lebensbedingungen herrschen, wo noch unglaubliche Verletzungen der Menschenrechte erfolgen.

Hier spreche ich in Klammern weitere Ziele unserer Aussenpolitik an: Gestern hat der Bundesrat zusätzlich 20 Millionen Franken für die humanitäre Hilfe in Ex-Jugoslawien gesprochen. Ich hoffe sehr, dass diese Bereiche unserer Aussenpolitik trotz der Finanzschwierigkeiten nicht vergessen werden. Die EG ist nur ein Teil Europas; die künftige Architektur ist noch zu schaffen. Das ist das Faszinierende am Ganzen und auch der Grund, warum wir sagen sollten: Wir möchten uns am Aufbau dieser künftigen Architektur beteiligen – in welcher Form auch immer! Wir glauben an dieses Land, und wir sind – ohne jegliche Ueberheblichkeit – überzeugt, dass unser Wort auch auf Gehör stossen könnte, sofern man draussen merkt, dass wir uns nicht verschliessen, sondern dass wir uns öffnen. In einigen Monaten – der hochinteressante Grobentwurf liegt auf dem Tisch des Bundesrates – wird Ihnen der Bundesrat einen breitgefassten, umfassenden ausserpolitischen Bericht zustellen. Als neuer EDA-Chef nehme ich mir selbstverständlich die Zeit, diesen Bericht mit aller nötigen Vertiefung zu prüfen. Dann wird für Sie, wie der Legislaturplan das vorsieht, sicher auch eine spannende Zeit kommen, denn Sie werden umfassend informiert werden über das, was uns aufgrund Ihres und unseres Willens in der Frage unserer Beziehungen zu Europa und zur Welt bevorsteht.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je suis navré, Monsieur Koller, conseiller fédéral, c'est toujours le centre qui est sollicité par la gauche, la droite et les mouvements de personnes.

Il m'appartient dans ce débat global sur le rapport du Conseil fédéral d'apporter quelques éléments sur la situation de la coopération économique en Europe, puis ensuite de consacrer l'essentiel de ma réflexion aux interventions que vous avez faites dans le domaine de la régénération de l'économie intérieure.

En ce qui concerne le premier sujet, je pense qu'il y a deux affirmations à éviter. La première consisterait à dire que toutes les difficultés économiques de la Suisse – celles que nous vivons aujourd'hui – proviennent de notre exclusion de l'Espace économique européen. C'est faux, car tout d'abord l'Espace économique européen n'existe pas encore formellement autour de nous, et ensuite il tombe sous le sens que même s'il existait, nous aurions quelques autres raisons d'expliquer la mauvaise santé économique que nous avons; en particulier, cela résulte d'une situation économique en général mauvaise dans l'ensemble du monde, à quelques exceptions régionales près. Dès lors, nous ne sommes pas encore discriminés aujourd'hui par rapport à nos dix-huit voisins. Nous voyons certes apparaître des distances et des réserves chez des partenaires jusqu'alors très coopérants. Mais, si la situation actuelle

n'est pas en soi préoccupante, c'est davantage la situation future qui l'est du fait de notre décision et c'est la raison pour laquelle nous devons lui porter tous nos soins et toute notre imagination.

Une deuxième affirmation me paraît fautive, comme la première, qui consisterait à dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, et que grâce à une heureuse décision le 6 décembre 1992, la situation économique de la Suisse va reprendre du mordant, et que nous allons nous trouver en très heureuse situation demain. Je voudrais relativiser les choses, apprécier en particulier, que l'évolution des taux d'intérêts en Europe, en ce qui nous concerne, est un élément totalement étranger, ou presque totalement, à la construction institutionnelle de l'Europe économique, et remarquer qu'il serait prématuré de crier «cocorico» alors même que les dix-huit autres n'ont pas encore définitivement ratifié leur Espace économique européen.

Mais, voyez-vous, nous avons mieux à faire que de perdre du temps à nous donner des bonnes et des mauvaises notes, comme cela a été le cas dans cette salle dans quelques phases du débat d'hier et d'aujourd'hui. Cela ne nous apporte rien. Il faut voir l'avenir, et en voyant l'avenir, il s'agit de nous battre comme des lions pour que la Suisse soit réellement de l'Europe et que la volonté d'ouverture qui doit nous porter ne s'ensable pas. Dans les temps actuels, le repli sur soi serait pire que jamais. Et nous devons nous battre comme des lions encore pour que, en respect absolu de la décision populaire, nous nous engagions dans la seule voie à notre disposition aujourd'hui – je ne parle ni de demain ni d'après-demain –, celle de l'approche bilatérale.

N'enfermez pas le Conseil fédéral dans une prétendue contradiction. Il a affirmé, avant le 6 décembre 1992, que la négociation bilatérale n'avait pas de véritable avenir par rapport à un accord multilatéral du style de l'Espace économique européen. Eh bien, maintenant que nous nous en sommes exclus, nous n'avons simplement plus le choix. Nous nous engageons, en nous préparant le mieux possible, à réussir envers et contre tout une procédure plus difficile, plus complexe, longue sans doute, celle d'accords bilatéraux, mais nous nous y engageons. Et cela me permet de répondre en toute clarté à la proposition Blocher et à une question de M^{me} Zölch qui nous demande l'état de la question et les espoirs, précisément, de la négociation économique bilatérale.

Je dis, Monsieur Blocher, que c'est la Suisse qui, dans les derniers mois, seule, exclusivement et constamment, a pris les initiatives pour que ces négociations aient lieu, pour que nous ayons des discussions préparatoires. Nous avons eu une obstination d'insectes; nous la garderons tant qu'il le faudra pour être les auteurs de dialogues avec la Communauté et pour obtenir l'ouverture de ces négociations. Aucune des initiatives dans le domaine économique n'a été prise par quelque autre acteur pendant les cinq derniers mois. Elles ont toutes été le fait de la Confédération, c'est-à-dire du Conseil fédéral et de ses agents diplomatiques.

Les domaines prioritaires que nous avons distingués sont les transports terrestres, les transports aériens, la participation aux programmes de recherche, l'accès aux marchés publics, l'élimination des obstacles techniques au commerce, pour ne citer que les principaux. Il n'y a pour l'heure aucune négociation qui ait été ouverte, car cela dépend d'une décision du Conseil des ministres de la Communauté, et il n'en a pas pris. Nous devons imaginer que ces négociations, lorsqu'elles s'ouvriront – et nous maintenons la pression pour qu'elles s'ouvrent à bref délai –, seront assez longues, mais nous voulons les abréger de notre côté. La Communauté s'engagera d'une manière beaucoup plus libre sans doute, en ce qui la concerne, dès lors qu'elle aura terminé la ratification finale de l'Espace économique européen nouvelle formule.

Permettez-moi de vous dire que l'équipe de négociations, qui a déjà connu quelques changements humains tout à fait normaux, et qui en connaîtra d'autres encore au cours des temps qui viennent au nom du roulement que nous observons dans ce personnel, s'engage avec force et détermination sur cette voie nouvelle. Je n'ai pas pour habitude de dégager ma responsabilité et de constater que lorsqu'il est fait quelques tirs

sur nos collaborateurs, c'est autant de tirs qui ne sont pas faits sur la tête des conseillers fédéraux. Ce serait singulièrement peu courageux et peu loyal de ma part, de sorte que je dois vous dire, Monsieur Blocher, que nous engageons toute notre force à avoir les meilleurs à la tête de la négociation et dans la négociation, et qu'aucun d'entre eux n'a démerité. Ils savent quelle est la mission; ils savent depuis le 6 décembre quelle est la nouvelle nature de leur engagement, et nous mettrons en place ceux qui nous paraissent les plus aptes à réussir envers et contre tout dans cette démarche.

J'ajoute, toujours au nom du même intérêt pour mes collaborateurs, que la manifestation où vous avez stigmatisé la présence d'un secrétaire d'Etat était une manifestation consacrée à l'ouverture de la Suisse sur le monde et sur l'Europe et à la paix en Yougoslavie, et que le secrétaire d'Etat y participant à titre personnel, il n'y avait là rien de provoquant ni d'insupportable, bien au contraire.

Les questions posées par M. Steffen, je les traiterai dans la deuxième partie. J'en viens, pour terminer cet examen rapide de la situation européenne, à répondre tout d'abord à M. Wyss Paul en disant que les cantons frontaliers ont sans doute un rôle particulier de soudure et parfois d'initiative à jouer pour notre pays. Le Conseil fédéral prend en compte leurs préoccupations. Il a une pratique très libérale de l'article 9 de notre constitution, permettant aux cantons de conclure des accords dans les domaines qui peuvent relever de leur compétence, notamment concernant l'économie publique. Il le fera, mais il le fera dans le respect, naturellement, des intérêts généraux du pays et des matières pour lesquelles seul le Conseil fédéral est habilité à négocier.

L'élargissement de l'AELE à l'Est: nos six partenaires de l'AELE qui sont tous candidats à l'adhésion ont pour première priorité maintenant de ratifier à nouveau l'Espace économique européen et comme priorité parallèle de continuer les négociations d'adhésion qui ont commencé pour quatre d'entre eux. Ils n'ont pas, dès lors, placé en première priorité une volonté d'élargir l'AELE aux principaux Etats d'Europe centrale et orientale, mais la Suisse, en ce qui la concerne, continue ses efforts dans cette direction. Je peux en donner la garantie à M. Wyss et à l'ensemble de votre conseil, tout en espérant rencontrer du côté des principaux Etats d'Europe centrale et orientale un même intérêt, même si, naturellement, ces pays portent davantage d'intérêt a priori à leur coopération avec la Communauté qu'avec l'AELE. Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer. Nous allons dans cette direction.

Enfin, et je termine par une question posée par M. Bundi, je dirai qu'aucun Etat membre de la Communauté, même pas l'Espagne, dans les discussions de ces derniers mois, n'a demandé à la Suisse de participer au Fonds de cohésion. Ce dernier était une institution rattachée à l'Espace économique européen, spécifiquement. Le fait que nous ne soyons plus de cet espace, Monsieur Bundi, ne permettrait pas sans autre de participer d'une manière ou d'une autre à ce Fonds de cohésion. Nous n'avons donc pas alimenté ce fonds d'un traître centime. Mais il se pourrait que, dans les négociations bilatérales des temps prochains, si elles aboutissent, on monnaie en quelque sorte les avantages qui résulteraient de tel ou tel accord et qu'une manière de les monnayer puisse être, à ce moment-là, par exemple, notre participation au Fonds de cohésion, qui répondrait en contrepartie à des intérêts ouverts favorablement à la Suisse. C'est au nom de cette mutualité et de cette réciprocité que nous pourrions prendre en considération une participation sous cette forme de la Suisse, mais c'est seulement lorsqu'il y aura réussite de négociations bilatérales qu'une telle question pourra se poser au nom des intérêts légitimes du pays, et dans le respect des décisions populaires prises en Suisse.

Le deuxième chapitre est celui de la régénération. Je ne cacherai pas que la situation politico-économique de la Suisse de 1993, après la plus longue période de prospérité et de croissance continues que nous ayons connue dans notre histoire, est caractérisée aujourd'hui par un certain immobilisme institutionnel, par des perfectionnismes réglementés qui compliquent, alourdissent, ralentissent et coûtent cher. Il ne s'agit

pas, face à cette situation un peu unilatéralement décrite, de changer pour changer, car des méthodes éprouvées peuvent fort bien être maintenues. Ce sont bien plutôt les inerties contre lesquelles il faut se battre, des routines qui sont dépassées par le temps, et des solutions qui, si elles ont été porteuses de succès antérieurement, ne le sont plus aujourd'hui. C'est cet ensemble de reliquats contre lequel nous devons impitoyablement diriger notre esprit critique et notre volonté d'adaptation.

L'innovation, dans ce pays, la capacité et la volonté d'investir, la volonté d'être les meilleurs, doivent être encouragées et non entravées. C'est le sens des propositions qu'esquisse le Conseil fédéral dans le message que nous discutons ce matin, et c'est dans ce sens qu'il est dit que des conditions-cadres doivent être changées afin de permettre une éclosion de cet esprit inventif et de permettre aussi à notre pays d'une manière générale – je ne dis pas à notre économie – d'être compétitif, sans pour autant vendre son âme au diable et n'avoir devant les yeux que le rendement et seulement le rendement économique.

J'aimerais qu'on remarque que, pour la première fois, le Conseil fédéral prend une telle mesure, qu'il attache le grelot d'alarme pour dire que ce qui nous a parfaitement réussi jusqu'à maintenant mérite retouches ou révisions profondes parfois, et que l'on veuille bien accompagner cet effort au Parlement, effort qui n'aboutira que si vous-mêmes l'accompagnez, que si les cantons l'accompagnent et que si l'économie privée elle-même, partenaires sociaux confondus, l'accompagne.

Cette volonté d'innovation et de transformation, cette régénération eût été nécessaire même avec l'Espace économique européen. Celui-ci nous y aurait forcés dans certains secteurs. Eh bien, maintenant que la pression institutionnelle n'existe plus, il faut que nous ayons la force autonome de procéder à cette transformation sans l'Espace économique européen. J'ai confiance, et le Conseil fédéral a confiance, dans la capacité de notre peuple et des partenaires économiques et sociaux à opérer cette transformation; à nous, responsables politiques, de donner le cadre le plus favorable à cette transformation, en commençant par balayer devant notre porte et en apportant à nos méthodes de droit public l'efficacité et l'allègement qui leur sont aujourd'hui indispensables.

Je comprends dès lors mal, Monsieur Blocher – vous nous avez entre temps quittés, hélas pour nous tous –, les objectifs généraux étant ainsi exprimés et semblables de votre côté comme du nôtre, que vous proposiez de renvoyer le rapport à ses auteurs, que vous incitez dès lors à prendre encore du retard sur une prise de position qui est pourtant urgente et indispensable. Je vous invite dès lors à repousser la proposition de renvoi de M. Blocher qui ne peut que retarder un processus dont l'urgence est avérée dans tous les milieux.

J'en fais de même de la proposition Steffen qui, en réalité, pose une question concernant très directement le contenu de cette revitalisation. J'aimerais répondre à M. Steffen que la libéralisation que le Conseil fédéral, mercredi dernier, a décidée s'agissant de la main-d'oeuvre hautement qualifiée ne porte que sur des effectifs homéopathiques. Il s'agira au maximum de 2000 personnes hautement qualifiées puisque, paradoxalement, on ne trouve pas aujourd'hui sur le marché du travail suisse suffisamment de titulaires pour pouvoir remplir ces fonctions très spécialisées que requiert notre économie. Il s'agit, Monsieur Steffen, de fonctions à salaire élevé pour lesquelles le danger de dumping salarial est tout simplement nul. Cette remarque doit être comprise aussi dans le sens d'un respect des conditions locales de travail et cela vaut aussi pour les frontaliers.

Une des critiques que nous avons entendue est qu'il n'y a pas de mesure de politique fiscale dans le premier paquet de régénération. La différence entre toutes les mesures que nous traitons dans ce plan et la mesure fiscale ou financière est que celle-ci était déjà engagée devant votre Parlement par une procédure antérieure. Vous ne voyez pas, au moment où le Parlement décide, au moment où le Parlement prend de bonnes décisions d'ailleurs, allant dans le sens de la TVA et, par conséquent, entre autres, de l'éradication de la taxe occulte

qui pèse si lourd sur notre exportation, que le Conseil fédéral introduise encore un nouveau paquet financier et fiscal dans le message général de revitalisation, cela eût été un désordre incompréhensible. C'est la raison qui explique l'absence de telles considérations qui ont naturellement leur place, mais très profondément, dans le système général de la revitalisation. C'est un des volets capitaux de ce système.

En réalité – et je deviens plus concret, car le risque de la guerre des mots est considérable lorsque l'on parle de libéralisation, de régénération, de revitalisation –, je dis que le premier des six chapitres de ce premier paquet de mesures, c'est le droit de concurrence. La révision de la loi sur les cartels va être soumise à consultation après les vacances d'été. Elle devrait permettre dans des délais de quelques mois de mettre sous toit un nouvel appareil législatif cohérent qui permette de contribuer à créer la concurrence intérieure sans être d'un schématisme stupide, tant il est vrai qu'on n'applique pas sans autre des recettes éprouvées pour des économies de pays de 50 ou 100 millions d'habitants avec la même facilité pour l'économie d'un pays de 6 millions d'habitants.

Les monopoles étatiques existent. Messieurs Friderici Charles, Epiney, Gros Jean-Michel, Stucky, vous les avez dénoncés. Le Conseil fédéral ne les considère pas comme des vaches sacrées et, dans le deuxième paquet de mesures, il y aura un début de remise en forme et de démantèlement, là où il le faut, de ces monopoles étatiques.

Madame Zölch, je peux vous répondre que la loi ne prévoit pas de registre des cartels. Par conséquent, il n'y a pas de liste, mais un rapport sur les entraves publiques est actuellement en préparation qui devrait répondre à votre préoccupation législative.

J'aimerais dire, concernant le deuxième paquet traitant du marché du travail, en plus de ce que je viens de dire à M. Steffen, que deux problèmes cruciaux doivent être résolus dans ce pays. A ce titre-là, c'est d'une part la suppression d'entraves intérieures à la mobilité, parce qu'en 1993 il y a encore dans ce petit pays des entraves à la libre circulation des personnes et de la main-d'oeuvre et des emplois à l'intérieur du pays. Ce sera le sens du premier chapitre de revitalisation au titre du marché du travail.

Cependant la politique à l'égard des travailleurs étrangers, elle aussi, doit connaître une évolution dans le sens d'un assouplissement des institutions. Sachez bien que dans ce domaine, où l'on touche au problème hyperdélicat du chômage, tout d'abord, et du statut social des êtres humains, le Conseil fédéral travaillera avec modération, avec esprit de nuance, mais avec détermination. Le bétonnage de notre marché du travail doit être remplacé et on doit lui préférer des solutions souples.

S'agissant de l'accélération des procédures, troisième thème, l'obligation des autorités de traiter les demandes administratives qui lui sont soumises dans un délai prescrit, cette cravache des délais, cette harmonisation des prescriptions de procédure, la création de services de contact pour coordonner l'action des différentes autorités impliquées dans des procédures trop compliquées, tout cela doit être engagé d'une manière claire et nette. Nous devons commencer par balayer devant notre porte, c'est-à-dire dans les procédures administratives de la Confédération et dans les ordonnances dont la révision est actuellement en cours, notamment au Département fédéral de justice et police, mais il est bien clair que tout cela doit se faire sans que nous abandonnions un certain nombre de standards d'exigence collective que nous avons admis.

C'est ainsi que, dans le domaine de l'environnement, ce qui est d'abord insupportable, ça n'est pas tellement le standard que l'on veut atteindre ni l'objectif qui est défini en ce domaine, c'est la manière d'y parvenir: l'extraordinaire enchevêtrement des méthodes administratives et des procédures, les décourageants délais ont fini par conduire un certain nombre d'agents économiques à préférer investir ailleurs qu'ici pour y avoir perdu trop de temps et trop d'argent. Il est indispensable qu'au niveau formel des procédures, nous fassions ce toilettage; son degré d'urgence n'est pas encore compris dans tous les milieux politiques, même s'il l'est déjà beaucoup

mieux dans les milieux de la classe économique. Les cantons auront un rôle capital à jouer en cette matière.

La création d'un marché intérieur suisse, quatrième thème, par la suppression d'entraves techniques aux échanges à l'intérieur du pays, par la libéralisation des marchés publics, et troisièmement par l'adoption du «cassis de Dijon» à l'intérieur de la Suisse, c'est-à-dire de la reconnaissance intercantonale des certificats et des règles d'origine, constituent un travail urgent pour lequel nous sommes engagés, là encore, avec la coopération pleine et entière des cantons. La loi-cadre stipulera des principes en ce qui concerne les normes techniques, les modifications des dispositions législatives existantes seront faites dans le sens d'une eurocompatibilité accrue pour que cette transformation autonome, Madame Zölch, que nous faisons de nos propres règles ait aussi sa traduction bénéfique pour nous et pour nos intérêts dans un cadre plus général. Vous voyez que la méthode rejoint sur ce point ce dont M. Koller, conseiller fédéral, vous parlera tout à l'heure au titre de Swisslex.

Le cinquième et avant-dernier sujet, la libéralisation des marchés publics, va engager les cantons et la Confédération à ouvrir ces marchés et à ne plus frapper de cloisonnement intérieur le marché suisse. Nous l'aurions fait si l'Espace économique européen avait été notre fait, nous devons le faire d'une manière autonome, pour notre propre capacité, du moment que l'obligation de l'Espace économique européen n'existe pas, ou plus, et du moment que celle de l'espace de l'Uruguay Round du Gatt, point encore achevé, ne le crée pas encore. Ces thèses sont partagées, en particulier, par la Conférence des directeurs cantonaux des constructions publiques qui vise à une libéralisation des attributions des commandes publiques, qui vise à une ouverture réciproque de leur marché, cela me donne les meilleures indications.

J'ajoute, parce que je n'oublie jamais que nous gagnons un franc sur deux par nos exportations, que notre industrie des machines et des appareils, qui réalise presque la moitié de son chiffre d'affaires précisément sur les marchés publics, nous commande de tout faire en Suisse et à l'étranger pour engager nos propres mesures de libéralisation sur le front des négociations internationales. Cela ne peut que faciliter l'accès au marché pour notre industrie d'exportation, parce que nous apportons quelque chose de réciproque.

Ensuite, un domaine a été peu évoqué dans ce débat: celui de la formation et de la recherche. Dans le premier paquet de mesures essentiellement, nos écoles d'ingénieurs ETS doivent passer par une réforme et se transformer en hautes écoles spécialisées. C'est une mesure qui aura de grandes incidences sur le rayonnement et les capacités économiques, techniques et technologiques des régions de notre pays. Elle aura aussi des influences très positives sur la reconnaissance de l'équivalence des diplômes que nous délivrons. C'est un chapitre crucial que celui de la formation. Vous constatez donc que, lorsque nous parlons de régénération de l'économie, nous ne sommes pas strictement et exclusivement braqués sur les aspects rigoureusement économiques, mais sur d'autres aspects également. Celui de la formation de la jeunesse et de l'équivalence des diplômes, notamment, est évidemment capital. Nous le préparons et il aura des effets bénéfiques après la transformation à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays. Le message y relatif, Madame Zölch, sera soumis aux Chambres cette année encore.

Enfin, nous avons entendu, en plus des propos tenus sur ces deux paquets de mesures, deux questions: la première concerne l'abolition des interdictions de revente. Je comprends l'impatience que plusieurs orateurs ont manifestée dans ce domaine pour obtenir une libéralisation dans les meilleurs délais, et que l'on n'attende pas le dernier jour de la période d'interdiction qui s'achève à fin décembre 1994 pour devoir lever ces interdictions. Les mesures seront remplacées par des dispositions alternatives, mais beaucoup plus libérales. Nous examinons la question afin d'aller si possible moins loin que la date extrême de cette limitation.

Assurément, et c'est la deuxième et dernière question, l'abolition de la lex Friedrich pose-t-elle toute une série de problèmes où nous avons connu beaucoup de sensibilités écor-

chées dans notre pays, lorsqu'il s'est agi de prendre les premières mesures dans ce domaine. L'Espace économique européen nous octroyait un généreux délai de cinq ans pour adapter cette disposition et l'ouvrir à la réciprocité. Le Conseil fédéral est décidé, avec les moyens dont il dispose, à procéder de lui-même à la levée graduelle des dispositions limitatives comprises dans la lex Friedrich. Mais au nom même d'une situation sensible, il ne saurait être question de l'abolir demain matin à la diane, et de laisser repartir – risque peu vraisemblable dans l'immédiat, mais beaucoup plus vraisemblable à moyen terme – un tourbillon de surenchères immobilières dans ce domaine.

C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral met en consultation un avant-projet qui permet le dégagement graduel de cette lex Friedrich, qui permet son assouplissement selon des méthodes et des étapes non encore définies, mais dont le principe et la volonté habitent le Conseil fédéral, de manière à parvenir, dans ce domaine également, à un assouplissement dont notre économie et notre pays tout entier ont le plus grand intérêt à bénéficier. Les nouvelles mesures qui seront proposées le seront selon les procédures orthodoxes, sans urgence, et avec consultation, car s'il y a un domaine – je le répète – où les sensibilités sont vives, c'est bien celui-ci. Cependant, l'intention du Conseil fédéral, et c'est ce qui compte pour ma réponse d'aujourd'hui, est bel et bien celle d'inclure une telle libéralisation dans le paquet de revitalisation No 2 ou No 3, tant il est vrai que la revitalisation et la régénération sont un processus continu, constant, jamais achevé, et que nous sommes décidés à le continuer après la présentation de ce premier paquet que je vous remercie d'accueillir, même si certains le trouvent pusillanime et d'autres trop audacieux. Il nous paraît qu'il indique, pour l'avenir de notre pays, les voies d'une meilleure souplesse et d'une plus grande capacité d'ouverture à la concurrence, ce dont nous avons besoin dans l'esprit le plus intelligemment libéral qui soit.

Bundesrat Koller: Nach dem Nein von Volk und Ständen zum EWR-Vertrag gilt es, in wirtschaftlich schwieriger Zeit in erster Linie das eigene Haus neu zu bestellen. Dabei möchte der Bundesrat aber nicht gleich noch die Rolläden herunterlassen, sondern wenigstens die Fenster offenlassen, um weiter sehen zu können, was rund um uns herum vorgeht.

Dieser Blick durch das offene Fenster hat den Bundesrat veranlasst, Ihnen 27 der ursprünglich 50 Eurolex-Vorlagen als Swisslex erneut vorzulegen. Der Bundesrat war sich dabei bewusst, dass das ein aussergewöhnliches Vorgehen ist, das daher der Begründung bedarf. Er ist aber zutiefst davon überzeugt, dass dieses ungewöhnliche Vorgehen im Interesse unseres Landes unbedingt notwendig ist und keineswegs im Widerspruch zum negativen Volksentscheid vom 6. Dezember 1992 steht.

Die sorgfältige Analyse aller europapolitischen Optionen, die Ihnen von meinen beiden Kollegen dargelegt worden sind, hat überdeutlich gemacht, dass keiner dieser Wege an der Europaverträglichkeit unseres Wirtschaftsrechts vorbeiführt. Das gilt in ganz besonderer Weise auch für die bilateralen Verträge, die jetzt im Vordergrund des Interesses stehen. Das haben die siebzehnjährigen Verhandlungen mit der Europäischen Gemeinschaft betreffend das Versicherungsabkommen überdeutlich gemacht.

Wir müssen uns im klaren sein: Die Europäische Gemeinschaft wird im Rahmen bilateralen Abkommen nicht zu Lösungen Hand bieten, die mit ihrem Recht und mit den bereits absehbaren Entwicklungstendenzen des europäischen Rechts nicht vereinbar sind. Die EG kann es sich aus ihrer ganzen Natur heraus schlicht nicht leisten, die mühsam erreichte Rechtsharmonisierung unter den 12 EG-Mitgliedern und – demnächst – unter den 18 EWR-Mitgliedern durch einen bilateralen Vertrag mit einem Drittstaat wie der Schweiz wieder in Frage zu stellen – sonst gäbe sie sich ja selber auf.

Europaverträglichkeit unseres Wirtschaftsrechts ist daher das erste Ziel unserer Swisslex-Vorlagen. Daraus ersehen Sie auch – ich muss das vor allem gegenüber Herrn Nebiker und Frau Zölich sagen –, dass die Europaverträglichkeit unseres Wirtschaftsrechts nicht nur eine erwünschte Nebenerschei-

nung ist, sondern unabdingbare Voraussetzung für alle bilateralen Abkommen; dafür kann ich Ihnen aufgrund reicher Erfahrung wirklich garantieren.

Die Wiederaufnahme der Swisslex-Vorlagen steht daher auch in keinerlei Widerspruch zum negativen Volksentscheid, denn alle ehemaligen Gegner des EWR-Vertrages haben gestern und heute ausdrücklich anerkannt, dass sich der Bundesrat jetzt in erster Priorität für bilaterale Abkommen mit der Europäischen Gemeinschaft beziehungsweise mit den EWR-Staaten einsetzen müsse.

Ich darf ferner daran erinnern, dass dieses Postulat der Europaverträglichkeit unseres Wirtschaftsrechts viel älter ist als die Aufnahme der EWR-Verhandlungen. Wir haben aufgrund einer Richtlinienmotion aus Ihrem Rat die Europaverträglichkeit unseres Rechts schon seit dem Jahre 1988 in jeder Botschaft näher dargelegt.

Persönlich bin ich davon überzeugt, dass dieses Postulat nach dem 6. Dezember 1992 sogar noch wichtiger geworden ist. Anders als bisher müssen wir heute nämlich nicht mehr bloss darauf bedacht sein, bei der Setzung schweizerischen Rechts unnötige Divergenzen zum europäischen Recht zu vermeiden; wir müssen vielmehr prospektiv bestrebt sein, die europäische Rechtsentwicklung wenigstens auf dem Gebiet des Wirtschaftsrechts mitzuverfolgen und Anpassungen rechtzeitig vorzunehmen. Denn nur so können wir erreichen, dass die Tätigkeit unserer international tätigen Unternehmen nicht durch unnötig divergierende rechtliche Regelungen behindert wird, und nur so können wir rechtzeitig günstige Voraussetzungen für alle europapolitischen Optionen schaffen.

Mit Swisslex möchten wir aber auch ein ausserpolitisches Zeichen setzen. Wir möchten mit Swisslex unseren europäischen Partnern klar zeigen, dass der Bundesrat künftig keine Politik des Rosinenpickens verfolgen will, sondern dass es uns um eine solidarische und konstruktive Zusammenarbeit mit unseren europäischen Partnern geht – auch nach dem Nein zum EWR! Ich habe mit Genugtuung feststellen können, dass in den EG- und den EWR-Staaten dieses ausserpolitische Zeichen auch verstanden worden ist.

Swisslex zielt aber nicht nur nach aussen, Swisslex zielt natürlich auch nach innen. Swisslex leistet nämlich einen direkten Beitrag zur marktwirtschaftlichen Erneuerung der Schweizer Wirtschaft – den wir nicht unterschätzen sollten, Herr Blocher –, wobei ich ohne weiteres zugebe, dass dieser Beitrag zur marktwirtschaftlichen Erneuerung natürlich nicht bei allen 27 Vorlagen gleich gross ist. Aber bei jenen Vorlagen, mit denen beispielsweise technische Normen vereinheitlicht werden, geht es zugleich um den Abbau von rechtlichen Regelungen und den Abbau von Handelshemmnissen.

Das ist beispielsweise ganz klar der Fall bei der Revision des Strassenverkehrsgesetzes, wo einheitliche Normen aufgestellt werden. Das führt zu mehr Wettbewerb, das führt zu mehr Marktöffnung. Das gleiche gilt eindeutig auch für das Bundesgesetz über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und für das Bundesgesetz über das Messwesen. Aber auch alle Vorlagen im Versicherungs- und Bankenbereich führen zu mehr Wettbewerb und zu mehr Marktöffnung. Dabei haben wir diese Vorlagen im Bereich der Banken und Versicherungen bewusst an einen Gegenrechtsvorbehalt gebunden, weil wir selbstverständlich ausländischen Banken und Versicherungen die Dienstleistungsfreiheit in unserem Land nur dann anbieten wollen, wenn die schweizerischen Banken und Versicherungen von der gleichen Dienstleistungsfreiheit in den EG- und EWR-Staaten profitieren können.

Wenn dieses Signal verstanden wird und entsprechende Abkommen erfolgreich abgeschlossen werden, dann führt das eindeutig auch zu mehr Wettbewerb, zu Marktöffnung und damit zu Revitalisierung.

Nun hat allerdings der Bundesrat nicht nur jene Vorlagen unterbreitet, die ausschliesslich oder in erster Linie der marktwirtschaftlichen Erneuerung dienen, sondern wir haben ganz bewusst auch jene Vorlagen aufgenommen, die vor allem gesellschaftspolitische, sozialpolitische Anliegen verwirklichen, und zwar vor allem in jenen Bereichen, wo wir sowieso Gesetzgebungsaufträge von Ihnen haben, wie das beispielsweise beim Produkthaftungsgesetz oder beim Konsumkreditgesetz

oder bei der Gleichstellung von Frau und Mann eindeutig der Fall ist. Hier bietet uns Swissex die einmalige Chance, seit langem anstehende, ungelöste Gesetzgebungsprobleme einer Lösung zuzuführen, und zwar auf einem europäischen Standard.

Diese dritte Zielsetzung ist von gewissen Kreisen hier wieder in Frage gestellt worden. Man hat gesagt, der Bundesrat verstehe nichts von Prioritäten; diese Vorlagen stünden sogar im Widerspruch zum Ziel der marktwirtschaftlichen Erneuerung. Ich habe Ihnen bereits gesagt, dass der Bundesrat ganz bewusst keine Politik des Rosinenpickens betreiben will. Im übrigen bin ich auch überrascht, wie leicht gewissen Leuten die Zuordnung einzelner Vorlagen zu diesen Zielen offenbar fällt. Ich will Ihnen das an einem Beispiel rasch näher aufzeigen: Beim Bundesgesetz über die Produkthaftung geht es sicher einmal um Konsumentenschutz. Aber gerade dieses Bundesgesetz über die Produkthaftung leistet auch einen eminenten Beitrag zur Behebung einer bestehenden Diskriminierung. Das zurzeit geltende Haftungsrecht führt eindeutig zu einer Diskriminierung jener Importfirmen in der EG, die schweizerische Produkte importieren möchten. Denn in diesem Fall unterstehen diese Importeure der Kausalhaftpflicht, während die schweizerischen Produzenten ihr nicht unterstehen. Deshalb wird die Realisierung dieses Produkthaftungsgesetzes nicht nur den Konsumentenschutz fördern, sondern sie wird auch eine Beseitigung der diskriminierenden Importeur-Haftpflicht für Schweizer Produkte nach sich ziehen.

Im übrigen war für mich positiv zu sehen, dass wenigstens die Wirtschaft sehr lernfähig ist. So haben beispielsweise die Kreditbanken sofort eingesehen, dass sie selber ein Interesse an diesem europäisch ausgerichteten Konsumkreditgesetz haben. Das hat mich doch wieder getrübt. Diese Leute verkaufen auf jeden Fall das Konsumkreditgesetz heute nicht mehr als ordnungspolitischen Sündenfall.

Herr Blocher, wenn Sie gestern sagten, Swissex sei nichts anderes als eine Reihe von ordnungspolitischen Sündenfällen, müssten Sie mir den Beweis schon im einzelnen erbringen. Die Gleichstellung von Mann und Frau kann ja wohl nicht gemeint sein. Die Gesetze, die ich genannt habe, können wohl auch nicht gemeint sein. Was bleibt dann noch an ordnungspolitischen Sündenfällen übrig? Im besten Fall das Mitwirkungsgesetz und das Arbeitsvertragsrecht. Und was begehren wir dort für riesige ordnungspolitische Sünden? Wir sehen vor, dass vor Massenentlassungen und vor Betriebsübertragungen die Arbeitnehmerschaft informiert und konsultiert werden soll, nichts mehr und nichts weniger! Dabei wissen wir doch alle, dass das in modern geführten schweizerischen Unternehmen – ich bin sicher: auch das Ihre zählt dazu – schon längst gelebte Realität ist.

Es geht einfach nicht an, ständig so zu tun, als sei die EG unser Erzfeind. Ich habe es schon beim EWR-Vertrag gesagt und wiederhole es hier: Die EG ist der Marktwirtschaft verpflichtet, einer sozialen Marktwirtschaft; die EG steht ordnungspolitisch – alles in allem genommen; vor allem wenn wir das Wettbewerbsrecht ansehen –, mindestens so gut da wie unsere schweizerische Rechtsordnung.

Ich bin Ihnen daher dankbar, wenn Sie auf all diese Swissex-Vorlagen eintreten. Der Ständerat als Erstrat ist mit gutem Beispiel vorangegangen und hat schon in der letzten Session 15 Vorlagen verabschiedet; zehn wird er in dieser Woche behandeln. Aufgeschoben wurde lediglich die Behandlung des Banken- und des Mitwirkungsgesetzes.

Herr Eggly hat gestern zu Recht gesagt, wir hätten keine Zeit zu verlieren. Nutzen wir jetzt diese einmalige Chance nicht, die Europaverträglichkeit unseres Wirtschaftsrechts aufgrund der Vorarbeiten, die Sie alle mit uns geleistet haben, in einem Sprung auf ein viel höheres Niveau zu bringen – nämlich auf den Stand des EWR-Rechts vom Sommer 1991 –, dann schaffen wir nicht nur miserable Voraussetzungen für alle europapolitischen Optionen (bilaterale Abkommen inbegriffen), sondern dann werden wir über kurz oder lang in der Isolation landen, und das möchte der Bundesrat nicht.

Erlauben Sie mir noch ein Wort zum Votum von Herrn Bonny. Der EWR-Vertrag stellt bekanntlich keinen Beitritt zu einer internationalen Organisation für kollektive Sicherheit dar, und im

Unterschied zum Erwerb der EG-Mitgliedschaft auch keinen typischen Fall eines Beitritts zu einer supranationalen Gemeinschaft im Sinne von Artikel 89 Absatz 5 BV. Rein juristisch dürfte und darf man sich daher fragen, ob der EWR-Vertrag überhaupt der obligatorischen Abstimmung von Volk und Ständen habe unterstellt werden müssen.

Persönlich – das möchte ich ausdrücklich festhalten – habe ich wegen der grossen wirtschaftlichen und politischen Tragweite des EWR-Vertrages dem Bundesrat von allem Anfang an beantragt, diesen Vertrag dem obligatorischen Staatsvertragsreferendum zu unterstellen. Bekanntlich sind mir Bundesrat und beide Räte gefolgt. Ich habe im übrigen in einem jüngsten Referat die andere Meinung, die juristisch durchaus möglich ist, nicht einmal zu Worte kommen lassen.

Angesichts dieser meiner klaren Haltung muss ich Ihnen offen sagen, Herr Bundesrat Bonny (*Heiterkeit*) – wir sollten auch hier alle Optionen offenlassen! –, angesichts dieser meiner klaren Haltung in dieser staatspolitisch sehr wichtigen Frage fand ich es ein starkes Stück, dass Sie gestern als Nationalrat und ehemaliger Direktor eines Bundesamtes mir mehr oder weniger offen unterstellt haben, ich versuchte, im Hinblick auf eine zweite EWR-Abstimmung das Ständemehr wegzuinterpretieren.

Ich liebe eine offene Sprache: Ich fand das schlicht unfair. Wie ich Ihnen sagte, ist Ihnen der Ständerat auf dem richtigen und wichtigen Weg von Swissex mit dem guten Beispiel vorangegangen. Ich zweifle nicht daran, dass auch Sie diese einmalige Chance, die Europaverträglichkeit unseres Rechts voranzutreiben, nutzen werden. (*Teilweiser Beifall*)

Bonny: Zuerst möchte ich Ihnen, Herr Bundesrat Koller, für meine Beförderung sehr herzlich danken, aber ich habe in dieser Hinsicht keine Absichten. (*Unruhe*) Ihre Unruhe, meine Damen und Herren, muss ich fast so interpretieren, dass Sie mir doch noch Chancen einräumen, aber ich verzichte darauf. (*Heiterkeit*)

Sie haben gesagt: «unfair» und «ein starkes Stück». Ich glaube, wir sollten den Kopf nicht verlieren. Vielleicht täten Sie gut daran – Herr Bundesrat Koller, jetzt werde ich ernst –, meine Aussagen genau zur Kenntnis zu nehmen. Ich habe hier das Protokoll von gestern vor mir. Ich habe unter anderem gesagt: «Bundesrat Koller hat dann glücklicherweise diese letzte Idee entgegen seinem schriftlich abgegebenen Manuskript mündlich nicht vorgetragen und beschränkte sich somit auf die Variante 'Beseitigung des Ständemehrs bei obligatorischen Referenden nach einer Verfassungsrevision'. Bundesrat Koller hat damit das Schlimmste vermieden» Wenn wir die Sache ruhig betrachten, dann kann man weiss Gott nicht von Unfairness und einem starken Stück reden.

Wie ist diese Situation entstanden? Ich habe mich auch noch etwas um Klärung bemüht. Ich habe hier zwei Dokumente bei mir. In der linken Hand habe ich das schriftlich abgegebene Referat mit der Idee einer zweiten EWR-Abstimmung ohne Ständemehr und ohne Verfassungsrevision. In der anderen Hand habe ich das Referat, das vorgetragen wurde und worin die Aufhebung des Ständemehrs in diesem Bereich nach einer Verfassungsrevision aufgeworfen wird. Meine Idee war – ich habe das gestern sehr versöhnlich gesagt –, dass wir mit solchen Gedankenspielerien, die mithelfen könnten, den Graben zu vergrössern, aufhören sollten.

Ich habe am Schluss gesagt, dass beim Bundesrat der gute Wille vorhanden sei. Leider waren Sie, Herr Bundesrat Koller, gestern bei meinem Votum nicht im Saal, und vielleicht sind Sie nicht im Detail orientiert worden. Damit ist für mich die Sache erledigt.

Bundesrat Koller: Ich möchte den Disput auch nicht weiterführen. Ich kann Ihnen – Herr Nationalrat Bonny – versichern, dass ich gestern das zweifelhafte Glück hatte, nicht hier zu sein, dass ich mir aber in meinem Büro Ihr Votum angehört bzw. angesehen habe. Wenn Sie diese beiden Manuskripte, nämlich den Entwurf eines Mitarbeiters und das definitive Manuskript miteinander vergleichen, dann sehen Sie gerade daran, dass ich den Entwurf meines Mitarbeiters in wichtigen Passagen korrigiert habe, so dass mir nicht unterstellt werden

darf, ich versuchte, das Ständemehr wegzuinterprieren. Sie haben den Tatbeweis in Ihren Händen.

Präsident: Ich danke für dieses Zwiegespräch. Ich danke aber auch für die gute und ausgewogene Stellungnahme der Herren Bundesräte. Ich muss Ihnen aber bekanntgeben, dass ich die Redezeiten der Bundesräte gestoppt habe: Herr Cotti brauchte 30 Minuten, Herr Delamuraz 37 Minuten und Herr Koller 19 Minuten. Die Redezeit der Bundesräte in der Eintretensdebatte beträgt gemäss unserem Geschäftsreglement höchstens 20 Minuten. Darf ich die beiden Herren Bundesräte ermahnen, die vorgegebenen Redezeiten in Zukunft einzuhalten und diese Vorwarnung zu beherzigen? (*Heiterkeit*)

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag Blocher
Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der SD/Lega-Fraktion
Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

90.245/90.246/90.247

Parlamentarische Initiativen (Sager/Caccia/Petitpierre) Die Schweiz und Europa Initiatives parlementaires (Sager/Caccia/Petitpierre) La Suisse et la construction de l'Europe

Siehe Jahrgang 1991, Seite 1900 – Voir année 1991, page 1900
Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Herr **Rychen** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Die parlamentarischen Initiativen 90.245 (Sager), 90.246 (Caccia) und 90.247 (Petitpierre) wurden am 3. Oktober 1991 mit 100 zu 18 Stimmen vom Plenum an die Kommission mit dem Auftrag zurückgewiesen, diese nach Abschluss der EWR-Verhandlungen nochmals zu prüfen und dem Rat Antrag zu stellen.

Die Kommission befasste sich am 15. Oktober 1992 noch einmal mit diesen Vorstössen. An dieser Sitzung gab Nationalrat Caccia den Rückzug seiner Initiative (90.246) bekannt, da überholt. Die Kommission musste sich deshalb formell nur noch mit den gleichlautenden Initiativen 90.245 (Sager) und 90.247 (Petitpierre) befassen, da deren Urheber nicht mehr Mitglied des Rates sind und deshalb von sich aus ihre Vorstösse nicht zurückziehen können.

M. **Rychen** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Le 3 octobre 1991, les initiatives parlementaires 90.245 (Sager), 90.246 (Caccia) et 90.247 (Petitpierre) ont été renvoyées, par le plénum, en commission par 100 voix contre 18, avec le mandat de les examiner à nouveau au terme des négociations relatives à l'EEE et de faire au Conseil des propositions.

Le 15 octobre 1992, la commission a réexaminé ces initiatives. Lors de cette séance, M. Caccia, conseiller national, a déclaré retirer son initiative (90.246), celle-ci étant dépassée. La commission a dû donc se saisir encore formellement des deux autres initiatives identiques 90.245 (Sager) et 90.247 (Petitpierre), leurs auteurs n'étant plus membres du Conseil national et, de surcroît, ne pouvant plus, par conséquent, retirer leurs initiatives.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, die Initiativen 90.245 und 90.247 abzuschreiben.

Antrag Caccia

Rückweisung der Initiativen 90.245 und 90.247 an die Aussenpolitische Kommission zur erneuten Prüfung.

Proposition de la commission

La commission vous propose à l'unanimité de classer les initiatives 90.245 et 90.247.

Proposition Caccia

Renvoyer les initiatives 90.245 et 90.247 à la Commission de la politique extérieure pour un nouvel examen.

Initiative 90.246

Zurückgezogen – Retiré

Initiative 90.245, 90.247

M. **Caccia:** Les deux initiatives parlementaires «La Suisse et la construction de l'Europe» de nos anciens collègues Sager et Petitpierre méritent quelques réflexions. Il y en avait une troisième, la mienne, que j'ai retirée en automne de l'année passée.

Un rappel avant tout des buts de ces deux initiatives: l'idée était de promouvoir le débat sur la construction de l'Europe dans l'opinion publique, de favoriser un débat plus politique qu'économique, c'est-à-dire de placer la réflexion économique dans le cadre d'une réflexion politique, de maintenir le cadre complet des institutions européennes avec lesquelles la Suisse collabore ou dans lesquelles elle s'engage. Donc, il ne s'agit pas seulement de l'AELE et de la Communauté européenne, mais aussi du Conseil de l'Europe et de la CSCE. Sans nier le rôle moteur de la Communauté européenne, il faut rappeler que l'«Europe se construit sur de nombreux chantiers différents», comme le disait notre ancien collègue M. Petitpierre lors du débat sur ce même sujet le 2 octobre 1991.

Les initiatives portaient de la conviction, toujours valable, que les questions d'intérêts, légitimes et importantes, doivent être placées dans un cadre de référence stratégique. Elles ne visaient donc pas à fixer de nouvelles compétences pour la Confédération et pour le Conseil fédéral, mais avant tout à l'affirmation d'une volonté politique du peuple suisse en relation avec l'histoire du continent au milieu duquel il est placé, à l'affirmation de la volonté politique du peuple suisse qui est le seul à être appelé à participer directement aux décisions les plus importantes concernant la politique extérieure. Mais, ces initiatives ont entraîné, d'abord en commission, puis dans le conseil. Entre temps, les scénarios ont changé sensiblement. Je suis convaincu que les deux initiatives qui restent – la mienne étant retirée, je vous l'ai dit – méritent d'être réexaminées par la Commission de politique extérieure dans le cadre de l'après-6 décembre 1992, c'est-à-dire après le vote négatif du peuple suisse sur l'Espace économique européen. Afin de le permettre, je vous invite à soutenir ma proposition de renvoi à la Commission de politique extérieure de ces deux initiatives, dans l'espoir que l'on puisse faire un travail approfondi en tenant compte de toutes les situations nouvelles dont nous avons parlé hier et aujourd'hui dans le débat venant de se terminer.

Präsident: Es liegt ein Ordnungsantrag vor: Herr Rebeaud beantragt, die Behandlungskategorie zu wechseln.